

**RAPPORT N° 206** *6 septembre 2010*  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**

- faisant suite à la motion N° 110.01  
**Jacques Baudois/Bernard Garnier relative à l'apprentissage des langues au niveau de la scolarité obligatoire**
- donnant réponse à la motion N° 149.06  
**Madeleine Freiburghaus/Jean-Louis Romanens relative à l'apprentissage de la langue partenaire**
- donnant réponse à la motion N° 1027.07  
**Olivier Suter/Jean-François Steiert relative au bilinguisme à l'école**
- faisant suite au postulat N° 2025.07  
**Solange Berset/Nadine Gobet relatif au fonctionnement et aux possibilités offertes en matière de 10<sup>e</sup> année linguistique**

Nous avons l'honneur de vous présenter conjointement le rapport faisant suite à la motion des députés Jacques Baudois et Bernard Garnier, la réponse du Conseil d'Etat à la motion des députés Madeleine Freiburghaus et Jean-Louis Romanens, et à celle des députés Olivier Suter et Jean-François Steiert concernant l'apprentissage de la langue partenaire, ainsi que le rapport sur postulat Solange Berset et Nadine Gobet relatif à la 10<sup>e</sup> année linguistique. La conception générale de l'apprentissage des langues au niveau de la scolarité obligatoire, les résultats de la consultation qui a eu lieu au printemps 2009 ainsi que les principales modifications suite aux nombreuses remarques qu'elle a suscitées sont résumés dans le présent rapport qui constitue, de fait, un suivi du Conseil d'Etat aux trois motions et au postulat.

En ce qui concerne le «secondaire II» (motion Suter/Steiert), les propositions sont traitées en fin de rapport, au chapitre 14.

Le présent rapport comprend les chapitres suivants:

- 1. Motion Baudois/Garnier**
  - 1.1 *Résumé de la motion N° 110.01*
  - 1.2 *Réponse du Conseil d'Etat*
  - 1.3 *Débat parlementaire*
- 2. Motion Freiburghaus/Romanens**
- 3. Motion Suter/Steiert**
- 4. Postulat Berset/Gobet**
- 5. Evolution de l'apprentissage des langues: d'une démarche classique vers une vision plus fonctionnelle**
- 6. Situation actuelle dans le canton de Fribourg**
  - 6.1 *Bref rappel historique*
  - 6.2 *Programme de législature 2002–2006*
  - 6.3 *Programme de législature 2007–2011*
  - 6.4 *Bases légales fribourgeoises*
  - 6.5 *Objectifs, contenus et dotation horaire de l'enseignement actuel des langues*
- 7. Stratégie de la CDIP – article constitutionnel fédéral**
  - 7.1 *Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire*
  - 7.2 *Articles de la Constitution fédérale*
- 8. Situation en Suisse romande (CIIP) et dans la conférence alémanique des cantons du nord-ouest (NW EDK)**

- 9. Cadre européen commun de référence pour les langues**
- 10. Concept cantonal fribourgeois: une double approche en neuf propositions**
  - 10.1 *Résumé du processus d'élaboration*
  - 10.2 *Axe prioritaire: valoriser l'apprentissage des langues au sein de leur discipline*
  - 10.3 *Un concept en deux approches: des renforcements et des innovations*
- 11. Conditions cadre**
  - 11.1 *Formation des enseignants*
  - 11.2 *Amélioration de la qualité, clarté et logique des processus, accompagnement des nouveaux dispositifs, évaluation*
  - 11.3 *Moyens d'enseignement et matériel didactique complémentaires*
  - 11.4 *Conditions de travail dans les classes*
  - 11.5 *Grille horaire et plans d'étude*
  - 11.6 *Aspects légaux*
  - 11.7 *Communication*
- 12. Consultation organisée par la DICS entre février et juin 2009**
  - 12.1 *Résultats et constats*
  - 12.2 *Orientation et priorités suite aux remarques émises lors de la consultation*
- 13. Mise en œuvre opérationnelle et planification financière**
- 14. Expérience et pratique de la langue 2 dans les filières du secondaire II**
  - 14.1 *Collèges cantonaux – Classes de maturité gymnasiale*
  - 14.2 *Ecoles de culture générale (ECG)*
  - 14.3 *Propositions destinées à favoriser l'enseignement des langues étrangères au S2 de formation générale*
  - 14.4 *Conséquences financières*
  - 14.5 *Ecoles professionnelles*
- 15. Répartition des tâches, constitutionnalité, conformité au droit fédéral, eurocompatibilité et modifications législatives**
- 16. Conclusion**

## **1. MOTION BAUDOIS/GARNIER**

### **1.1 Résumé de la motion N° 110.01**

En date du 9 février 2001, les députés Jacques Baudois et Bernard Garnier demandent au Conseil d'Etat de proposer au Grand Conseil des dispositions législatives répondant aux principes suivants. La Direction de l'instruction publique encourage les cercles scolaires et les établissements de formation à prendre des mesures additionnelles propres à favoriser l'apprentissage de la langue partenaire et des langues étrangères. Le cadre pédagogique est à déterminer au niveau cantonal sous la responsabilité de la Direction qui agit de concert avec les différents partenaires de l'école, notamment le corps enseignant et les parents. Une attention particulière est portée à la formation du corps enseignant et à l'accompagnement pédagogique des projets ainsi qu'à leur évaluation périodique. Enfin, des solutions adéquates sont également proposées sur le plan financier.

## 1.2 Réponse du Conseil d'Etat

En date du 18 septembre 2001, le Conseil d'Etat fait le point de la situation après la votation du 24 septembre 2000 lors duquel le peuple fribourgeois, à une majorité de 50,41% des votes, a rejeté la modification de l'article 7 de la loi scolaire. Le texte rejeté prévoyait que soit organisé, dans tous les cercles scolaires du canton, en plus des cours de langue, un enseignement de matières donné dans l'autre langue. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat précise que les mesures non affectées par le vote seraient poursuivies ou mises en œuvre rapidement: enseignement plus précoce des langues étrangères et nouvelles méthodes, intensification des échanges, formation continue des enseignants, institution d'une commission cantonale. Un état des lieux concernant les projets expérimentaux autorisés par la Direction est dressé et le cadre de leur développement rappelé ainsi que leur accompagnement pédagogique. Enfin, la conception générale pour l'enseignement de la langue partenaire et des autres langues est en réexamen. Il est d'ores et déjà admis qu'elle ne retiendra plus le principe de l'enseignement par immersion généralisé à l'ensemble de la scolarité obligatoire, dans tout le canton.

## 1.3 Débat parlementaire

En date du 2 octobre 2001, les députés Jacques Baudois et Bernard Garnier remercient le Conseil d'Etat d'avoir pris en considération leur motion et d'y avoir apporté une réponse détaillée. Plusieurs députés soulignent les efforts fournis par le Conseil d'Etat et les démarches initiées par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) pour promouvoir un enseignement des langues de qualité depuis de nombreuses années. Tous partis confondus, les députés qui se sont exprimés ont unanimement établi un lien étroit entre la maîtrise d'une seconde (voire d'une troisième langue), le développement économique d'une région et les chances de promotion professionnelle. Une meilleure connaissance de la langue partenaire comme élément de cohésion culturelle sur le plan régional et national a également été reconnu.

Les discussions menées au sein du Grand Conseil ce 2 octobre 2001 ont ainsi permis de mettre en évidence le souhait de poursuivre les efforts pour permettre une amélioration de l'apprentissage des langues (langue partenaire, mais également autres langues), que ce soit au niveau méthodologique et didactique, mais également sur le plan de la formation (initiale et continue) des enseignants. Ces questions sont par ailleurs au cœur des travaux de la commission cantonale «promotion de la langue partenaire et des autres langues» constituée le 1<sup>er</sup> février 2001. Au vote, la prise en considération de cette motion est acceptée par 103 voix sans opposition. Le présent rapport constitue une étape dans le suivi de la motion, parce qu'il présente le concept cantonal sur lequel se basera la suite définitive donnée à cet instrument parlementaire, à savoir la modification de la loi scolaire. Précisément, l'article 9, relatif à la promotion de l'apprentissage des langues, de l'avant-projet de loi sur la scolarité obligatoire actuellement en consultation constituera l'ultime étape de cette suite définitive.

## 2. MOTION FREIBURGHAUS/ROMANENS

### Résumé de la motion N° 149.06

En date du 15 mai 2006, les députés Madeleine Freiburg-haus et Jean-Louis Romanens demandent au Conseil d'Etat, par voie de motion, qu'il soumette au Grand Conseil un projet de modification de la loi scolaire du 23 mai 1985 dans le sens d'une introduction facultative d'un enseignement par immersion de la langue partenaire. Il s'agit en l'occurrence de modifier l'article 7 LS afin d'autoriser les cercles scolaires à introduire un tel enseignement en accord avec la DICS.

Dans le développement de leur argumentation, les députés rappellent l'importance de la maîtrise des langues, en particulier dans un canton bilingue, aussi bien pour des raisons politiques qui relèvent de la cohésion cantonale qu'économiques. Ils expliquent les raisons de l'échec du texte soumis en votation populaire le 24 septembre 2000 ainsi que les difficultés pour les francophones d'apprendre l'allemand standard, langue non parlée, et développent l'idée que la solution adéquate pour le faire est de créer un bain linguistique en classe en proposant l'étude de certaines matières dans l'autre langue (enseignement par immersion). Ils estiment que cet enseignement n'est pas dommageable pour certains enfants, que ces démarches ne constituent pas une menace de germanisation et qu'il convient de laisser le libre choix aux cercles scolaires. En effet, une des raisons majeures du refus populaire était le caractère contraignant du texte proposé. En laissant le choix aux communes pouvant bénéficier de compétences linguistiques de leurs enseignants, on évite le risque d'une démarche ressentie alors comme coercitive.

Le Conseil d'Etat vous propose d'accepter la motion dans le même sens que la précédente (N° 110.01). La suite définitive sera elle aussi donnée par l'article 9 de l'avant-projet de loi sur la scolarité obligatoire actuellement en consultation.

## 3. MOTION SUTER/STEIERT

### Résumé de la motion N° 1027.07

Le 12 septembre 2007, les députés Olivier Suter et Jean-François Steiert déposent à leur tour une motion demandant au Conseil d'Etat de renforcer, par une disposition dans la loi scolaire, l'apprentissage de la langue partenaire dans les écoles fribourgeoises afin de concrétiser – en mettant en œuvre les ressources humaines et financières nécessaires – la notion de canton bilingue.

Ils demandent en particulier que cette disposition amène les enfants à se plonger dans l'apprentissage de la deuxième langue nationale dès l'école enfantine, puis à développer et à renforcer leurs connaissances de l'autre langue tout au long de leur parcours scolaire obligatoire.

Ils souhaitent également que l'expérience et la pratique de la langue partenaire se poursuivent dans l'ensemble des filières du secondaire II.

Ils demandent enfin que ces mesures soient accompagnées d'un renforcement de l'apprentissage de connaissances culturelles qui favorisent le rapprochement, la compréhension et le respect entre les deux communautés linguistiques du canton.

Dans le développement de leur argumentation, les deux députés rappellent la situation culturelle et géographique exceptionnelle du canton de Fribourg, véritable pont entre les deux plus importantes cultures de Suisse et d'Europe, sa capitale bilingue abritant l'une des seules universités bilingues d'Europe ainsi qu'une Haute Ecole pédagogique et d'autres instituts de formation pratiquant le bilinguisme intégré et l'enseignement bilingue. Ils estiment cependant que le canton de Fribourg n'exploite pas suffisamment cette richesse qu'il affiche régulièrement comme étant l'une de ses spécificités. Ils proposent que le bilinguisme soit pratiqué de manière systématique et intensive dans les écoles du canton en le rendant accessible à tous, dès le plus jeune âge, augmentant ainsi la chance des citoyens de trouver un emploi, ici ou ailleurs, tout en permettant au canton d'être plus attractif pour des entreprises qui viendraient s'y installer.

Ils relèvent aussi le fait que le sujet évoqué dans cette motion a déjà fait l'objet de nombreuses études ainsi que de recommandations des conférences intercantoniales de l'instruction publique. Additionnées aux expériences et aux pratiques développées en Suisse et dans le monde autour du bilinguisme et du multilinguisme, ces études et recommandations devraient, selon eux, constituer une base suffisante pour élaborer un projet de loi sur la question soulevée.

Le Conseil d'Etat vous propose d'accepter la motion dans le même sens que les deux précédentes (N° 110.01 et 149.06). La suite définitive sera elle aussi donnée par l'article 9 de l'avant-projet de loi sur la scolarité obligatoire actuellement en consultation en ce qui concerne le volet de l'école obligatoire. S'agissant du post-obligatoire, le renforcement demandé dans la motion ne requiert pas de modification légale.

#### 4. POSTULAT BERSET/GOBET

##### Résumé du postulat N° 2025.07

Dans leur postulat déposé le 12 décembre 2007, les députées Solange Berset et Nadine Gobet rappellent les possibilités offertes en matière de dixième année linguistique ([www.bucoli.ch](http://www.bucoli.ch)) et demandent au Conseil d'Etat de rédiger un rapport sur la 10<sup>e</sup> année linguistique afin d'analyser le fonctionnement de ces échanges, les critères retenus, et d'y apporter les modifications nécessaires. Les deux députées soulignent l'importance et les avantages évidents d'une 10<sup>e</sup> année linguistique et demandent au Conseil d'Etat de tout mettre en œuvre afin que tous les jeunes qui le souhaitent puissent en bénéficier.

Dans sa **réponse du 19 juin 2008**, le Conseil d'Etat explique les modalités de cette 10<sup>e</sup> année linguistiques, son fonctionnement ainsi que les conditions et critères d'admission. Il rappelle également les différentes conventions auxquelles est lié le canton de Fribourg:

- la convention RSA (Regionales Schulabkommen 2000 de la Suisse du Nord-Ouest; RSF 416.4) concernant l'admission réciproque d'élèves réglant, pour les cantons signataires (Argovie, Berne, Bâle Campagne, Bâle Ville, Fribourg, Lucerne, Soleure, Zurich), les modalités de la fréquentation d'un établissement scolaire et les frais d'écolage selon un tarif bien défini, remplacée par la Convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (RSA 2009), la loi y relative (ASF 2009\_014)

étant entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2009; le canton du Valais a été intégré dans la nouvelle convention et le canton du Jura la rejoindra dès le 1<sup>er</sup> août 2010;

- la convention administrative CIIP 2005 (ROF 2005\_097) réglant la fréquentation d'une école dans un canton autre que celui de domicile.

Le Conseil d'Etat a proposé d'accepter le postulat et d'intégrer, dans le présent rapport, les propositions développées dans le Concept cantonal des langues. Il vous demande de prendre acte de ces propositions, comme pour un rapport sur postulat.

#### 5. ÉVOLUTION DE L'APPRENTISSAGE DES LANGUES: D'UNE DÉMARCHE CLASSIQUE VERS UNE VISION PLUS FONCTIONNELLE

L'enseignement des langues modernes est resté longtemps fondé sur les mêmes principes que ceux qui régissaient l'enseignement du latin ou du grec ancien: vocabulaire, structure grammaticale, thèmes et versions, si possible sur la base de textes classiques. Or, les unes et les autres relèvent en fait de logiques d'apprentissage différentes.

Depuis les années 1970, l'approche communicative de l'enseignement des langues comprenant aussi l'approche des aspects interculturels a progressivement posé de nouveaux jalons qui se sont traduits en démarches d'apprentissage. Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de connaître et d'appliquer la grammaire de la langue étudiée pour elle-même, d'apprendre par cœur une liste de mots de vocabulaire, par exemple, mais de réellement pouvoir interagir lorsqu'on se trouve dans une situation de communication, que ce soit dans un cadre privé ou professionnel. Comprendre globalement ce qui est dit ou écrit, se faire comprendre, exprimer au mieux ses demandes, ses besoins, avoir des connaissances élargies des autres cultures sont autant de compétences qui devraient permettre à chacun d'évoluer avec une certaine aisance dans un monde où la communication est omniprésente. Par conséquent, les activités conduites dans les cours de langues doivent s'enrichir de compléments extérieurs, procurant des contacts directs avec la langue cible, sa culture et sa civilisation.

A cette dimension fonctionnelle de l'apprentissage des langues doit s'ajouter tout ce qui touche à la dimension plurilingue qui prendra tout son sens avec les débuts de l'apprentissage de l'anglais dès la 5P, dont l'introduction est prévue en 2013. En effet, lors de l'apprentissage d'une nouvelle langue, il importe de s'appuyer sur l'ensemble des processus d'apprentissage de la langue préalablement développés par l'élève, les connaissances déjà acquises, que ce soit dans la langue d'enseignement (langue scolaire locale ou L1), dans la première langue étrangère enseignée (L2), ou encore, le cas échéant, dans d'autres langues parlées au sein de la famille (langues de migration). Cette notion de plurilinguisme dans les processus d'apprentissage des langues sera favorisée tant par des activités d'éducation et ouverture aux langues à l'école (moyens EOLE) que par l'introduction des différents portfolios européens des langues (PEL I et PEL II) qui couvriront, à moyen terme, l'ensemble de la scolarité (cf. propositions 5 et 7). Cette vision globale de l'enseignement des langues à l'école devrait être le fil conducteur dans la formation des enseignants, initiale et continue, ainsi que lors de choix de nouveaux moyens, afin d'éviter

que l'apprentissage des langues, pour le moins durant la scolarité obligatoire, ne soit qu'une simple juxtaposition de cours de langue.

## 6. SITUATION ACTUELLE DANS LE CANTON DE FRIBOURG

### 6.1 Bref rappel historique

A la frontière des langues, comprenant 2/3 de francophones et 1/3 d'alémaniques, le canton de Fribourg a toujours fait de la question de l'apprentissage de la langue partenaire une préoccupation majeure. En plus des villes bilingues de Morat et de Fribourg, on y trouve de nombreuses communes connaissant un taux élevé de ressortissants de l'autre partie linguistique, romande ou alémanique. Cette situation particulière a été, sur le plan de la scolarité obligatoire, l'un des principaux vecteurs des nombreux changements intervenus depuis les années huitante: actualisation des moyens d'enseignement, avancement progressif du début de l'apprentissage (L2 en 4P puis en 3P, anglais pour tous les élèves dès le degré 8, puis le degré 7), dotation horaire plus importante pour l'ensemble des élèves, possibilité d'effectuer une 10<sup>e</sup> année linguistique, développement de projets linguistiques dans plusieurs cercles scolaires du canton, meilleure offre de formation continue pour les enseignants<sup>1</sup>, ...

En février 2001, suite au refus du projet présenté en votation, une commission cantonale fut constituée afin de réexaminer la conception générale des langues et proposer des modifications pour tenir compte des résultats de la votation. C'est sur la base des travaux de cette commission que le concept a été développé, définissant les options en matière de politique des langues pour l'ensemble du canton de Fribourg.

### 6.2 Programme de législature 2002–2006

La volonté de l'Etat de poursuivre ses efforts en matière de langues et d'entreprendre d'autres réformes figurait clairement dans le «Programme gouvernemental de législature 2002–2006». Celui-ci contenait déjà de nombreuses propositions développées dans son objectif N° 2, concernant l'enseignement/apprentissage des langues au cours de la scolarité obligatoire, qui ont tous été réalisés, à savoir le renforcement des activités d'échanges (notamment de la 10<sup>e</sup> année linguistique), la possibilité d'obtenir une maturité bilingue, l'introduction dans les gymnases du portfolio européen des langues, l'élévation des exigences d'entrée à la HEP – puis en formation – afin d'amener les futurs enseignants à développer une réelle maîtrise de la langue partenaire, de même que, à l'Université, une intensification du programme de bilinguisme en vue du développement de diplômes bilingues. Un dernier point, l'introduction d'activités d'éveil et d'ouverture aux langues étrangères de l'EE à la 6P, sera réalisé dès l'automne 2010 pour la partie francophone, la formation des enseignants se terminant au cours de l'année scolaire 2009/10. Dans la partie alémanique des moyens ELBE sont en cours de développement.

<sup>1</sup> Par mesure de simplification, seul le genre masculin est utilisé dans le présent document. Il va de soi que tous les termes désignant des personnes sont à lire au masculin et au féminin.

### 6.3 Programme de législature 2007–2011

Dans le programme de législature actuel, le Conseil d'Etat a exprimé clairement sa volonté de renforcer, en Suisse et à l'étranger, l'image d'un canton ouvert, dont le bilinguisme crée des liens entre les cultures francophone et germanophone. Il entend poursuivre l'harmonisation de l'école obligatoire, en collaboration avec les autres cantons, notamment en développant les projets législatifs suivants:

- Loi portant adhésion du canton de Fribourg à l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (nouveau);
- Loi portant adhésion du canton de Fribourg à la Convention scolaire romande (nouveau).

Au cours de cette législature, le Conseil d'Etat a poursuivi ses efforts afin de profiler le bilinguisme comme atout du canton par un renforcement de la compréhension entre les communautés linguistiques en favorisant les échanges et l'apprentissage des langues. Il a également prévu l'adoption du concept général de l'enseignement et de l'apprentissage de la langue partenaire et des langues étrangères durant la scolarité obligatoire, se donnant ainsi les moyens de renforcer la compréhension et l'utilisation de la langue partenaire en commençant par l'école. Les mesures qui seront mises en place rendront d'autant plus attractives et efficaces les possibilités offertes aux degrés scolaires subséquents, telles que les maturités bilingues, dont l'offre est systématique dans les collèges, ou les opportunités données dans les Hautes Ecoles fribourgeoises, qui doivent se profiler en tant qu'institutions bilingues (Université, HEP, ...). C'est également durant cette législature que seront mis en place les outils favorisant l'apprentissage de l'anglais dès la 5<sup>e</sup> année primaire.

### 6.4 Bases légales fribourgeoises

La Constitution cantonale, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005, retient les principes suivants:

#### Art. 6 Langues

<sup>1</sup> *Le français et l'allemand sont les langues officielles du canton.*

<sup>2</sup> *Leur utilisation est réglée dans le respect du principe de la territorialité: l'Etat et les communes veillent à la répartition territoriale traditionnelle des langues et prennent en considération les minorités linguistiques autochtones.*

<sup>3</sup> *La langue officielle des communes est le français ou l'allemand. Dans les communes comprenant une minorité linguistique autochtone importante, le français et l'allemand peuvent être les langues officielles.*

<sup>4</sup> *L'Etat favorise la compréhension, la bonne entente et les échanges entre les communautés linguistiques cantonales. Il encourage le bilinguisme.*

<sup>5</sup> *Le canton favorise les relations entre les communautés linguistiques nationales.*

Comparé à l'ancien article constitutionnel, l'ouverture à l'allemand ou au français (L2) a été nettement renforcée, notamment par un encouragement au bilinguisme qui ne figurait pas jusqu'à présent dans la Constitution cantonale. La nouvelle législation permet également une officialisation des deux langues (français et allemand) dans

les communes comportant une forte minorité linguistique autochtone, ce qui n'était pas le cas précédemment.

La loi sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation du 23 mai 1985 (LS 411.0.1) précise, quant à elle, dans quelle langue doit être donné l'enseignement.

#### Art. 7 Langue de l'enseignement

<sup>1</sup> *L'enseignement est donné en français dans les cercles scolaires où la langue officielle est le français, et en allemand dans les cercles scolaires où la langue officielle est l'allemand.*

<sup>2</sup> *Lorsqu'un cercle scolaire comprend une commune de langue officielle française et une commune de langue officielle allemande, ou une commune bilingue, les communes du cercle scolaire assurent la fréquentation gratuite de l'école publique dans les deux langues.*

Dans le projet de la future loi scolaire, un article sera ajouté concernant la promotion de l'apprentissage des langues, dans le but d'encourager la mise en œuvre des dispositifs particuliers prévus dans le concept.

#### 6.5 Objectifs, contenus et dotation horaire de l'enseignement actuel des langues

Les objectifs à atteindre à la fin de chaque cycle du primaire et des 3 ans du CO sont déterminés par des plans d'études qui ont été récemment réécrits selon le cadre de référence européen des langues (CECR) et qui sont en cours d'introduction. Il s'agit du PER (plan d'études romand) pour la partie francophone et du «Lehrplan 21» (plan d'études des 21 cantons alémaniques de la CDIP) pour la partie germanophone. Au terme de leur scolarité obligatoire, tous les élèves devraient atteindre, aussi bien en L2 qu'en L3 (anglais), le niveau A2 (cf. chap. 8).

Les moyens utilisés actuellement ont été renouvelés au cours des 10 dernières années dans la partie francophone où ont été introduits successivement Tamburin (vol. 1 en 3P–4P et vol. 2 L.1–2–3 en 5P) et Geni@l de la 6P à la 3<sup>e</sup> du CO<sup>1</sup>. Dans la partie alémanique, on utilise le manuel «Bonne chance» sur l'ensemble de la scolarité obligatoire (de 3P à la 3<sup>e</sup> du CO); de nouveaux moyens sont en cours de développement dans le cadre du projet «Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule».

En ce qui concerne l'anglais au CO, le manuel utilisé est «New Live» pour la partie francophone et «Ready for English» pour la partie alémanique.

#### Dotation horaire actuelle:

L2: allemand ou français	partie francophone (L2 = allemand)	partie alémanique (L2 = français)
primaire: 3P–4P	2 unités hebdomadaires	2 unités hebdomadaires
primaire: 5P–6P	2 unités hebdomadaires	3 unités hebdomadaires
CO: selon type de classe	3 ou 4 unités hebdomadaires	4 unités hebdomadaires
classes de développement	programme individualisé	

**Anglais (L3)** Dans toutes les écoles du CO francophones et alémaniques, l'apprentissage de l'anglais a été instauré

<sup>1</sup> Géni@l débute en 6P (5 premières leçons) depuis la rentrée 2009, remplaçant ainsi les dernières leçons de Tamburin 2, dont les thèmes étaient peu adaptés à l'âge des élèves.

depuis 2003 à raison de deux unités hebdomadaires au degré 7 (7 et 8 pour la partie alémanique), puis de trois unités aux degrés 8 et 9 (9 pour la partie alémanique).

**Italien (L4)** L'apprentissage de l'italien peut être proposé en cours facultatif.

#### 7. STRATÉGIE DE LA CDIP<sup>2</sup> – ARTICLE CONSTITUTIONNEL FÉDÉRAL

##### 7.1 Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire

Lors de son assemblée plénière du 25 mars 2004, la CDIP a déterminé son plan de travail comprenant les objectifs communs suivants:

- mesures de promotion et d'encadrement importantes dès le début de la scolarité (EE), afin de permettre aux élèves de construire et d'approfondir leurs compétences dans la langue nationale locale (langue standard);
- à court terme, enseignement de l'anglais pour tous les écoliers et écolières dès la 7<sup>e</sup>;
- deux langues étrangères pour tous, soit une langue nationale et l'anglais, dès 2012/13, la première au plus tard dès la 3<sup>e</sup> primaire, la seconde au plus tard dès la 5<sup>e</sup> primaire;
- usage généralisé du Portfolio européen des langues;
- formation des enseignants: prescription d'exigences de compétences linguistiques à l'entrée de la formation initiale, de compétences linguistiques et didactiques au terme de la formation et reconnaissance d'un profil de semi-généraliste en complément au règlement de reconnaissance des diplômes d'enseignants pour le degré préscolaire et primaire;
- détermination des standards pour les compétences attendues dans la langue locale en fin de 2<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> et des compétences attendues dans deux langues étrangères en fin de 6<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> (HarmoS<sup>3</sup>);
- évaluations nationales régulières des résultats de l'enseignement des langues sur la base des standards HarmoS;
- instauration d'une agence nationale pour les échanges;
- création d'un centre national de compétences sur les langues.

##### 7.2 Articles de la Constitution fédérale

Les nouveaux articles constitutionnels sur l'éducation, acceptés par le peuple le 21 mai 2006, notamment le principe de subsidiarité permettant à la Confédération de contraindre les cantons à une entente, sont un premier pas vers une harmonisation plus importante du système scolaire suisse, en particulier dans le domaine de l'apprentissage des langues.

Sur le plan fédéral également, une nouvelle loi sur les langues nationales et sur la compréhension entre les communautés linguistiques est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier

<sup>2</sup> CDIP: Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'Instruction Publique

<sup>3</sup> HarmoS: Accord intercantonal suisse en vue de l'harmonisation de la scolarité obligatoire

2010. Cette loi vise à renforcer le quadrilinguisme de la Suisse et ainsi à consolider la cohésion nationale. Elle favorise les échanges entre les communautés linguistiques, tant au niveau des élèves que des enseignants, tous niveaux scolaires confondus (art. 14, 15 et 16). En son article 17, elle propose la création d'une institution d'encouragement au plurilinguisme; une ordonnance concernant cet objet devrait paraître prochainement.

## 8. SITUATION EN SUISSE ROMANDE (CIIP<sup>1</sup>) ET DANS LA CONFÉRENCE ALÉMANIQUE DES CANTONS DU NORD-OUEST (NW EDK<sup>2</sup>)

Situé sur la frontière linguistique, le canton de Fribourg fait partie de deux conférences régionales de la CDIP, à savoir la CIIP pour la partie francophone et la NW EDK pour la partie alémanique qui participe au projet «Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule» comprenant 6 des 9 cantons de la NW EDK (BS, BL, SO, BE, FR et VS).

Les décisions concernant la politique des langues des deux Conférences vont dans le sens des recommandations du Conseil de l'Europe et de la stratégie de la CDIP. L'une et l'autre ont des priorités largement convergentes et les quelques nuances qui apparaissent n'ont pas posé de problème dans l'élaboration du concept fribourgeois des langues, les différences entre les deux régions linguistiques portant essentiellement sur le caractère prioritaire accordé à l'une ou l'autre option, en fonction des besoins régionaux et du développement propre à chacun des projets.

## 9. CADRE EUROPÉEN COMMUN DE RÉFÉRENCE POUR LES LANGUES

Publié en 2001 sous l'égide du Conseil de l'Europe, le Cadre européen commun constitue une approche totalement nouvelle et très détaillée de la description et de l'étalonnage de l'utilisation de la langue et des différents types de connaissances et de compétences qu'elle requiert en vue de favoriser la mobilité éducative et professionnelle au sein de l'Europe.

Celui-ci définit les compétences fondamentales de l'apprentissage des langues (compréhension orale/écrite, expression orale/écrite, interaction) sur une échelle comportant six niveaux:

- Utilisateur élémentaire: A1, A2
- Utilisateur indépendant: B1, B2
- Utilisateur expérimenté: C1, C2

C'est sur ces bases que les différents Portfolios européens des langues (PEL) ont été conçus, invitant et encourageant les Européens à apprendre d'autres langues en plus de leur première langue (soit langue maternelle, soit langue du lieu) ainsi qu'à découvrir d'autres cultures, ayant pour objectif second de sauvegarder la pluralité linguistique et culturelle en Europe et d'encourager les échanges et la compréhension entre les peuples.

<sup>1</sup> CIIP: Conférence Intercantonale de l'Instruction Publique de la Suisse romande et du Tessin

<sup>2</sup> NW EDK: Conférence des directeurs d'instruction publique de la Suisse alémanique du Nord Ouest

Il permet de répertorier en permanence, de façon claire et comparable sur un plan international, les connaissances de langue ainsi que les expériences interculturelles personnelles. De plus, il incite à la réflexion sur ses propres apprentissages.

## 10. CONCEPT CANTONAL Fribourgeois: UNE DOUBLE APPROCHE EN NEUF PROPOSITIONS

### 10.1 Résumé du processus d'élaboration

Une commission cantonale fut constituée en février 2001 avec pour mandat de «réexaminer la conception générale des langues et proposer des modifications pour tenir compte des résultats de la votation, de coordonner les travaux déjà entrepris et à entreprendre par les divers degrés d'enseignement dans le domaine des langues et de promouvoir la formation continue du personnel enseignant». Les travaux de cette commission aboutirent à un premier rapport déposé à la DICS en 2004. Il fit l'objet d'une consultation interne des cadres et des collaborateurs pédagogiques. Sur la base de celle-ci, il s'avéra que l'orientation générale proposée par la commission comme l'articulation des propositions, certaines approches didactiques ainsi que la planification devaient être revues. Entre-temps, il a fallu tenir compte des travaux conduits au niveau des régions linguistiques (CIIP et NW EDK) et intégrer les données de la stratégie développée par la CDIP, voire de la modification constitutionnelle. Le rapport mis en consultation tenait compte de ces différents éléments et définissait le cadre donné désormais à l'apprentissage des langues au sein de la scolarité obligatoire pour l'ensemble du canton de Fribourg.

### 10.2 Axe prioritaire: valoriser l'apprentissage des langues au sein de leur discipline

L'apprentissage des langues, tel qu'il se pratique aujourd'hui dans les classes, restera longtemps encore le moyen qui offre, de manière systématique, les conditions d'apprentissage permettant à chaque élève de développer des compétences langagières et d'acquérir les connaissances culturelles véhiculées par la langue-cible. Par son organisation et son fonctionnement, le système scolaire assure la régularité nécessaire à toute forme d'apprentissage, favorise l'égalité de traitement des élèves qui bénéficient tous des mêmes grilles horaires et permet d'adapter les démarches d'apprentissage à leur niveau, au moins partiellement.

L'évolution de ces dernières années tend à garantir l'acquisition de connaissances et de compétences permettant de communiquer de manière simple, directe et cohérente dans le milieu de la langue étudiée, selon les descripteurs du niveau A2 / B1 du PEL, au terme de la scolarité obligatoire.

### 10.3 Un concept en deux approches: des renforcements et des innovations

Il est souhaitable, cependant, que l'enseignement des langues à l'école tire encore un meilleur profit des possibilités qui s'offrent aujourd'hui. Il s'agit principalement de:

- **renforcer** (améliorer, consolider, optimiser) les apprentissages en exploitant davantage la marge de progrès des dispositifs mis en place ces dernières années;

- **innover** en proposant de nouvelles opportunités d'apprendre.

La première approche consiste à renforcer l'offre actuelle faite aux élèves durant et hors du temps de classe autour du noyau fondamental que représente l'enseignement/apprentissage au sein de la discipline: méthodologie repensée en vue d'une claire priorité accordée aux compétences communicatives, échanges scolaires, 10<sup>e</sup> année linguistique, prise en compte des langues de la migration, recours plus systématique aux technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE), ...

La seconde approche tend à compléter ces démarches de renforcement par des apports novateurs, intégrés au cursus scolaire ou proposés en option sur le plan extra-scolaire. Parmi ces innovations, également présentes dans les recommandations des institutions intercantonaux, il convient de relever l'éveil et l'ouverture générale aux langues, l'utilisation du Portfolio (PEL), l'introduction de l'anglais dès la 5P, mesures auxquelles il faut ajouter la conduite de projets linguistiques au sein des établissements: enseignement précoce de la L2, instauration de classes bilingues dans les établissements situés sur la frontière linguistique, démarches d'enseignement intégré aux autres disciplines. Dans le cadre de ces innovations, une attention particulière sera portée au développement de la didactique intégrée des langues<sup>1</sup>.

Enfin, le concept traite des conditions générales favorisant l'apprentissage des langues, indépendamment des dispositifs retenus: formation des enseignants, recherche de la qualité, procédures d'évaluation, choix des moyens d'enseignement, conditions de travail dans les classes et la place des langues dans la grille horaire.

## Les renforcements

### Proposition 1: Apprentissage au sein de la discipline: des activités variées et une méthodologie repensée

- Promouvoir un apprentissage des langues permettant aux élèves de développer des compétences fonctionnelles: compréhension et expression écrites et orales, interaction.
- Mettre à disposition des classes des moyens d'enseignement soutenant cette approche.
- Adapter les plans d'étude en fonction de cette orientation en assurant une bonne cohérence des programmes entre les divers degrés de la scolarité.
- Offrir aux enseignants des compléments de formation linguistique et didactique.

### Proposition 2: Echanges scolaires linguistiques: Promouvoir et intensifier les échanges linguistiques tout au long de la scolarité obligatoire, à savoir:

- Contact à distance par différentes formes de courrier;
- Visites et rencontres: par classes, par demi-classes, individuellement, par rotation (à tour de rôle, des élèves passent de quelques leçons à une semaine, par exemple, dans la classe de leurs partenaires

<sup>1</sup> Principe d'approche coordonnée, voire simultanée, de l'enseignement et de l'apprentissage des langues présentes à l'école.

et dans leur famille et vivent ainsi une période d'immersion totale);

- Echanges de vacances (bain linguistique intense en dehors du cadre scolaire) comprenant un soutien financier;
- Echanges de longue durée durant lesquelles les élèves, en priorité ceux des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> degrés, peuvent fréquenter une école de l'autre langue.

### Proposition 3: 10<sup>e</sup> année linguistique

- Soutenir l'offre existante de la 10<sup>e</sup> année linguistique.
- Elargir cette offre par la possibilité de valider la 10<sup>e</sup> linguistique comme année de programme supplémentaire dans une classe plus exigeante et par l'instauration de classes de 10<sup>e</sup> année bilingue dans les écoles du CO (cf. prop. 9).
- Proposer des ressources pédagogiques aux enseignants qui accueillent des élèves de 10<sup>e</sup> linguistique.

### Proposition 4: Prise en compte des langues de la migration

- Offrir un soutien aux enseignants, afin qu'ils puissent mieux prendre en compte les compétences spécifiques des enfants migrants, en particulier leur faciliter le transfert des compétences acquises lors de l'apprentissage de leur 1<sup>re</sup> langue étrangère.
- Favoriser la collaboration avec les responsables des cours de langue et culture d'origine (échanges d'information, notation systématique dans le bulletin scolaire, ...).

## Les innovations<sup>2</sup>

### Proposition 5: Eveil et ouverture aux langues

- Favoriser l'ouverture aux langues, de l'école enfantine à la 6P.
- A cette fin, généraliser l'utilisation des moyens EOLE<sup>3</sup> dès 2010 dans la partie francophone et collaborer au développement des moyens ELBE dans la partie alémanique.
- Mettre en œuvre les dispositifs nécessaires d'information et de formation des enseignants.

### Proposition 6: Deuxième langue étrangère dès la 5P

- Préparer, de concert avec la CIIP et la NW EDK, les démarches nécessaires à l'implantation du nouveau cours d'anglais en 5P prévu en 2013 et 2014.
- En étroite collaboration avec la HEP-FR, assurer la formation des enseignants, aussi bien en ce qui concerne les compétences linguistiques personnelles en anglais que des compétences pédagogiques et didactiques.
- Réviser la grille horaire en 5P et 6P afin d'y placer les deux unités d'enseignement prévues.
- Collaborer au choix des moyens d'enseignement romands et à la mise sur pied de classes-pilote.

<sup>2</sup> Parmi les nouveautés, les propositions 5, 6 et 7 sont destinées à une mise en œuvre systématique et généralisée; les propositions 8 et 9 relèvent d'une démarche de projet et, à ce titre, seront mises en œuvre de manière progressive.

<sup>3</sup> Les moyens EOLE sont en cours d'introduction, simultanément de l'école enfantine à la 6P, dans la partie romande. Les enseignants ont jusqu'en 2010 pour participer à un après-midi de formation/information.

### **Proposition 7: Portfolio européen des langues (PEL): inventaire des compétences**

- a. Introduire successivement le PEL II (11–15 ans), puis le PEL I (8–11 ans), selon le calendrier décidé par la CDIP et les régions linguistiques CIIP et NW EDK;
- b. Informer les cadres et l'ensemble du corps enseignant sur les enjeux de cet outil.
- c. Former les enseignants de la 5P à la 3<sup>e</sup> du CO à l'utilisation du PEL II dès son introduction (partie francophone: en 2012; partie alémanique: déjà introduit).
- d. Former les enseignants de la 1P à la 4P à l'utilisation du PEL I dès son introduction prévue ultérieurement.

### **Projets linguistiques au sein des établissements**

### **Proposition 8: Séquences d'enseignement dans la langue partenaire**

- a. Encourager et soutenir la conduite, sous forme de projets, de séquences d'enseignement intégrant la langue maternelle (L1) et la langue partenaire (L2).
- b. Favoriser ce type d'apprentissage aussi bien dans les activités conduites au cycle élémentaire (école enfantine–1P–2P) que dans les autres degrés de la scolarité.

### **Proposition 9: Classes bilingues<sup>1</sup>**

- a. Encourager la création de classes bilingues.
- b. Proposer différentes modalités d'organisation qui tiennent compte à la fois de la composition des élèves selon leurs savoirs linguistiques et des contingences locales, en particulier, des compétences des enseignants.
- c. Réaliser cette mise en place d'abord dans les écoles du CO qui s'y prêtent mieux en fonction de la multiplicité des enseignants, puis, selon l'intérêt et les résultats obtenus, élargir cette offre à l'ensemble de la scolarité obligatoire (EE, EP).

## **11. CONDITIONS CADRE**

Le rapport mis en consultation relevait l'importance d'un certain nombre de conditions-cadre en vue d'améliorer de manière décisive l'apprentissage des langues.

### **11.1 Formation des enseignants**

Quel que soit le dispositif choisi, il est essentiel que l'enseignant chargé de cours de langue, ou d'une activité liée à l'apprentissage des langues, soit à l'aise dans les différentes compétences rendues nécessaires par une approche communicative des langues: compétences personnelles en L2/L3, compétences didactiques et méthodologiques

<sup>1</sup> Formes possibles de classes bilingues:

- Classe composée d'élèves bilingues;
- Classe composée à part égale d'élèves monolingues francophones et alémaniques;
- Classe composée majoritairement ou uniquement d'élèves monolingues;
- Classe composée à part égale d'élèves monolingues francophones et alémaniques effectuant une 10<sup>e</sup> année linguistique.

transdisciplinaires, compétences en plurilinguisme et multiculturalité, ...

#### **11.1.1 Formation initiale**

La formation initiale des enseignants EE + EP proposée par la HEP-FR<sup>2</sup>, avec ses exigences posées à l'entrée en formation, son offre de diplôme bilingue ou encore sa mention «profil langues», qui s'est élargi en un profil «plurilinguisme et diversité», répond aux attentes en matière de compétences attendues des futurs enseignants pour la langue 2. Il en est de même à l'Université pour les enseignants du CO. La HEP-FR ainsi que le CERF<sup>3</sup> ont par ailleurs le souci d'adapter leurs contenus en fonction de l'introduction des nouveaux moyens d'enseignement et des méthodologies qui les sous-tendent. En ce qui concerne la HEP, de nouveaux développements sont à considérer, en particulier la création de l'Unité d'Enseignement et de Recherche «Plurilinguisme et diversité» qui, suite à l'impulsion de la DICS, a permis de mettre en place de nouveaux dispositifs et une structure de recherche. Le cursus des étudiants est avant tout conçu afin de leur fournir les bases conceptuelles et linguistiques d'une didactique des langues étrangères valables transversalement pour le français, l'allemand et l'anglais, tout en proposant par ailleurs des cours de didactique spécifique pour chaque langue. D'autre part, l'ouverture aux questions de la diversité sociale et de ses liens avec le plurilinguisme permet aux étudiants de recevoir une formation non seulement didactique mais aussi réflexive et pratique sur la gestion de la diversité linguistique en classe.

#### **11.1.2 Formation continue**

Le service de la formation continue de la HEP-FR, en proposant, voire en élargissant sa palette diversifiée d'offres de cours en L2, doit permettre aussi bien aux généralistes de l'école enfantine et primaire qu'aux spécialistes du CO de se perfectionner en répondant aux attentes de l'institution et aux besoins exprimés par les enseignants. Il conviendra de favoriser plus encore les échanges entre enseignants parlant leur propre langue (concept Tandem: contact régulier entre un enseignant alémanique et un enseignant francophone).

De plus, en vue de l'arrivée de l'anglais en 5P, des cours spécifiques, aussi bien en compétences personnelles que pour les aspects didactiques et méthodologiques, devront être développés pour qu'un nombre suffisant d'enseignants puisse assumer ces cours d'anglais en 5P–6P dès son introduction en 2013.

Un sondage effectué au printemps 2008 auprès de l'ensemble des enseignants fribourgeois relève le grand intérêt de ces derniers pour l'enseignement de l'anglais.

Dans la partie francophone, 437 enseignants ont répondu au questionnaire, ce qui correspond à un taux de 30%. Quant aux niveaux de compétences, même s'ils sont globalement inférieurs aux recommandations de la CIIP (B2/C1, selon le CECR), former un nombre suffisant d'enseignants au niveau souhaité sera possible. Selon le sondage, 15% atteignent le niveau B2 ou plus (correspondant au First Certificate), et 25% ont le niveau B1, ce qui correspond à un total de 40% qui, moyennant un

<sup>2</sup> Haute Ecole Pédagogique du canton de Fribourg

<sup>3</sup> Centre d'enseignement et de recherche francophone (anciennement SFM: Service de formation des maîtres) de l'Université de Fribourg

complément de formation, parviendraient au niveau de compétences requis pour pouvoir enseigner l'anglais.

**Dans la partie alémanique**, 177 enseignants primaires ont pris part au sondage, ce qui correspond à un taux de 58%. Parmi ces derniers, 33% ont un niveau de compétences de B2 ou plus et 32% atteignent le niveau B1. C'est donc près du 2/3 des enseignants primaires alémaniques qui atteignent le niveau B1 et plus.

A noter encore que dans les deux parties linguistiques, plus de la moitié des enseignants consultés ont émis le vœu de pouvoir enseigner l'anglais au primaire.

Au CO, les compétences attendues pour l'enseignement de l'anglais ne devraient pas représenter de problèmes particuliers pour les enseignants spécialistes.

### 11.1.3 Accompagnement dans la pratique

En complément à la formation continue, il est nécessaire de prévoir – comme lors de l'introduction de nouveautés – un accompagnement/soutien aux enseignants afin que ces derniers soient mieux préparés et motivés pour aborder l'introduction d'un enseignement des langues nouveau ou renouvelé. Cela doit permettre de renforcer auprès de l'enseignant le sentiment de sécurité, l'impression de ne pas être livré à lui-même.

Côté alémanique, cet accompagnement dans la pratique fait partie du concept de formation continue du projet de coopération «Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule» des 6 cantons-frontière.

Dans les classes primaires de la partie francophone, ce rôle est tenu par les collaborateurs pédagogiques de branches qui peuvent intervenir, à la demande de l'enseignant ou de l'inspecteur, sous forme de soutien, de conseil, voire de co-animation de leçons. Il en va de même dans les écoles du CO ou le collaborateur pédagogique peut compter, en plus, sur le soutien des animateurs de langues présents dans chaque école.

## 11.2 Amélioration de la qualité, clarté et logique des processus, accompagnement des nouveaux dispositifs, évaluation

Le contrôle de la qualité de l'enseignement dispensé, des acquis des élèves comme le suivi de la mise en place des différentes propositions et des processus qui leur sont liés, en particulier l'accompagnement des nouveaux dispositifs, constituent des conditions-clés de la réussite du développement du concept des langues.

Si les structures d'accompagnement mises en place récemment pour l'allemand dans les écoles du CO francophones (collaborateur pédagogique et commissions de langue au niveau cantonal, animateurs dans les établissements) sont de nature à soutenir la mise en œuvre des propositions du concept, il n'en est pas de même au niveau primaire. Les Conférences des inspecteurs et les collaborateurs pédagogiques doivent pouvoir être relayés plus efficacement par une structure plus étroffée qu'il conviendra de mettre sur pied (groupes relais, enseignants délégués, ...). Côté alémanique, cet accompagnement dans la pratique fait partie du concept de formation continue du projet de coopération «Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule». La collaboratrice pédagogique ainsi que les différents groupes de travail assureront la coordination dans le cadre de l'enseignement des langues étrangères aussi bien pour le degré primaire que pour le cycle

d'orientation. En outre, le projet Passepartout a formé des personnes ressources qui assument la formation continue en didactique pour le corps enseignant.

Des pratiques efficaces d'évaluations interne et externe permettront d'évaluer le degré de qualité obtenu, toutes propositions confondues; elles seront un passage obligé pour lesquels des moyens financiers devront être prévus. Dans ces domaines, le canton de Fribourg collabore avec d'autres cantons par sa participation à des projets régionaux ou nationaux, voire internationaux.

Les inspecteurs des écoles ainsi que les directeurs des CO sont chargés du contrôle de la qualité de l'enseignement dans les classes pour la scolarité obligatoire. Ils assument cette tâche également pour l'enseignement de la L2 et des langues étrangères. Pour ce faire, ils peuvent compter sur la collaboration de personnes spécialisées en matière d'enseignement des langues.

Périodiquement, la Direction (DICS), par ses Services de l'enseignement, conduit des évaluations cantonales testant le degré de maîtrise des élèves dans les différentes compétences. Ainsi, chaque année, les élèves francophones de 4P passent une épreuve commune cantonale d'allemand, tandis que ceux de 6P sont évalués dans leurs compétences en L2 par le biais de la procédure de passage au CO (PPO). Les élèves alémaniques de la 6P passeront en juin 2010 pour la première fois une épreuve commune qui permettra d'évaluer leurs compétences en L2, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit. Ces évaluations donnent aux enseignants la possibilité de situer les résultats de leurs élèves par rapport à une norme établie au plan cantonal, elle-même définie sur la base des descripteurs du Cadre de référence européen des langues. Elles permettent d'effectuer les régulations nécessaires au plan d'étude ou aux ressources à disposition.

## 11.3 Moyens d'enseignement et matériel didactique complémentaires

L'utilisation des moyens d'enseignement officiels est à compléter par d'autres moyens, en particulier pour des besoins de documentation, de différenciation, d'entraînement, d'approfondissement et de répétition, pour renouveler des contenus ou simplement pour varier les cours.

L'enseignement précoce nécessite des supports didactiques nouveaux. Outre les compléments qui viennent d'être cités, la mise en place du concept cantonal ne prévoit pas de matériel supplémentaire, le matériel existant étant suffisant. Pour l'anglais dès la 5P, de nouveaux moyens seront choisis ou développés; par la suite, ils occasionneront également des changements au CO.

## 11.4 Conditions de travail dans les classes

Pour la réalisation des différentes propositions, de bonnes conditions de travail dans les classes sont indispensables et représentent même une condition préalable à toute démarche. Dans l'enseignement des langues, l'école vise à recréer des situations de communication aussi proches que possible de celles rencontrées dans la réalité. Or, la réalité se caractérise par le contact direct et spontané d'un ou de plusieurs interlocuteurs.

Même s'il faut se garder de faire l'amalgame entre démarche communicative et expression orale, les activités conduites nécessitent de nombreux échanges au sein de la classe, sous les formes les plus variées. Des effectifs élevés ou des comportements problématiques d'élèves

rendent la conduite de la classe trop lourde et difficile. La tentation est alors grande pour l'enseignant de s'en remettre uniquement à des activités d'apprentissage classiques, suscitant beaucoup moins d'interactions entre les élèves.

De plus, les différentes activités (jeux de rôle, travaux de groupes, ...) qui ne sont pas uniquement propres à l'apprentissage des langues, demandent de la place en suffisance, y compris pour le matériel d'appoint nécessaire (ordinateurs, surfaces d'affichage, dictionnaires, ...).

Pour ces différentes raisons, il conviendra d'être attentif aux conditions d'apprentissage et, le cas échéant, de prendre les mesures adéquates sous forme d'appui ou de dédoublement temporaire des cours.

## 11.5 Grille horaire et plans d'étude

Afin que les passages entre les différents cycles de la scolarité se fassent de manière harmonieuse, il conviendra de poursuivre et d'intensifier les collaborations, notamment entre primaire et secondaire, et de garder une vue d'ensemble sur les objectifs et la répartition des unités d'enseignement sur toute la scolarité obligatoire. Les nouveaux plans d'étude, qui sont l'objet d'une importante mise à jour conduite dans les deux régions linguistiques auxquelles est rattaché le canton de Fribourg (CIIP et NWEDK), faciliteront cette vision plus globale de l'enseignement/apprentissage des langues, les compétences attendues en fin de chaque cycle étant définies selon les niveaux du CECR. Cela permettra également une meilleure coordination entre le CO et le secondaire II.<sup>1</sup>

La grille horaire, tant au degré primaire qu'au CO, ne devrait pas subir, pour l'instant, de modifications importantes, sauf en ce qui concerne l'apprentissage de l'anglais en 5P-6P, qui occupera deux unités par semaine.

Les activités d'éveil aux langues telles qu'elles se présentent actuellement dans la partie francophone peuvent être intégrées dans la planification hebdomadaire sans trop de problèmes, puisqu'elles sont ancrées disciplinairement dans des branches telles que l'environnement, le français, l'allemand ou encore les disciplines artistiques. De plus, ce ne seront pas toutes les activités EOLE qui seront imposées mais un minimum de 3 activités au cours d'un cycle<sup>2</sup>, ce qui représente, en fonction des activités choisies, entre 150 et 300 minutes par an de la 3P à la 6P.

## 11.6 Aspects légaux

La plupart des options du concept fribourgeois des langues ne nécessitent pas de changement de la loi scolaire.

Cependant, il est indispensable de prévoir une base légale pour l'instauration des classes bilingues expérimentales; il en est de même du développement de l'enseignement bilingue intégré durant l'école obligatoire, même sous forme expérimentale. Il est également souhaitable de renforcer la base légale des échanges scolaires et de la 10<sup>e</sup> année linguistique. Enfin, une modification de la loi scolaire et/ou du règlement d'exécution pourrait s'avérer nécessaire en fonction de l'option prise pour l'introduction des deux unités d'anglais en 5-6P.

<sup>1</sup> Une stratégie pour la coordination des langues étrangères au secondaire II a été mise en consultation par la CDIP.

<sup>2</sup> La décision définitive sera prise par la CIR (Conférence des Inspecteurs) avant la généralisation en 2010.

Ces modifications seront proposées dans le cadre de la révision complète de la LS et de son règlement d'exécution dont la consultation aura lieu en 2010.

## 11.7 Communication

Un travail d'information et de promotion de l'enseignement des langues doit être entrepris parallèlement à la diffusion du rapport. Il convient d'assurer en particulier une bonne présentation des options prises au niveau des autorités scolaires locales, des parents d'élèves, des associations d'enseignants et du grand public.

## 12. CONSULTATION ORGANISÉE PAR LA DICS ENTRE FÉVRIER ET JUIN 2009

La consultation a été lancée le 9 février, avec un délai de réponse au 15 juin 2009, auprès des Directions du Conseil d'Etat, des partis politiques, des communes et commissions scolaires, des associations, conférences et groupements concernés (Association des communes fribourgeoises, syndics des chefs-lieux, Associations fribourgeoises d'enseignants, Parents d'élèves, ...) ainsi que de tous les enseignants fribourgeois.

Les dernières réponses sont parvenues à la DICS vers la mi-août. Les personnes et organes consultés pouvaient utiliser soit un questionnaire en ligne, soit un formulaire à retourner par courrier/courriel.

Parmi les 401 réponses reçues, la grande majorité (359) s'est faite par le biais du questionnaire en ligne ou en complétant le formulaire, avec un envoi par poste ou par courriel; les remarques et réponses de ces derniers ont été insérées dans le système en ligne. Une partie des organes consultés, notamment les partis politiques, quelques associations, directions et conférences ont préféré répondre par des commentaires généraux visant l'ensemble du concept, sans utiliser le questionnaire. Ces deux catégories de prises de position, quantitatives (taux d'acceptation) ou qualitatives (remarques, observations, questions, ...), ont été analysées séparément.

## 12.1 Résultats et constats

La grande majorité des réponses va dans le sens d'un soutien au concept cantonal des langues et souligne la volonté de vouloir contribuer à la réalisation du projet. Dans l'ensemble, aucune prise de position, même si l'une ou l'autre est parfois très critique, n'est entièrement défavorable. Les principaux doutes émis concernent les conditions-cadre et la mise en œuvre (moyens financiers et ressources humaines jugés insuffisants, niveau de compétence des enseignants, ...) Les propositions soulevant le plus d'interrogations et de réserves sont celles qui sont formulées en projets, à savoir la proposition 8 (conduite de séquences d'apprentissage en L2) et la proposition 9 (instauration de classes bilingues). Les autres propositions ont toutes été accueillies très favorablement.

### Proposition 1: Apprentissage au sein de la discipline

Cette proposition de renforcement de ce qui se pratique déjà depuis plusieurs années au sein de la discipline a rencontré un vif succès auprès de la très grande majorité des personnes consultées (plus de 90% d'avis positifs).

De nombreuses remarques émanant aussi bien des enseignants que de l'ensemble des partenaires consultés re-

lèvent l'importance d'orienter clairement l'apprentissage des langues vers l'acquisition de compétences communicatives. Du côté des enseignants, en particulier, les principales sources de préoccupations concernent l'effectif des classes, le matériel scolaire adapté et le niveau de compétences linguistiques. Certains craignent que la surcharge du programme scolaire ne permette pas aux élèves de maîtriser leur première langue.

Les communes, les partis politiques et la plupart des partenaires soutiennent sans réserve cette proposition. La HEP-FR demande que les dimensions communicatives et structurales soient intégrées dans les futurs moyens d'enseignement.

#### **Proposition 2: Echanges scolaires linguistiques**

Les échanges, tels qu'ils se pratiquent déjà, ainsi que les nouvelles options proposées rencontrent l'adhésion de tous les partenaires (83% pour; 12% contre) qui soulignent l'aspect complémentaire à l'enseignement au sein de la discipline que représentent ces expériences de communication réelle.

Cette proposition a néanmoins suscité un certain nombre d'interrogations de la part des enseignants concernant la faisabilité, la crainte d'une surcharge de travail et l'efficacité de l'organisation des échanges. Quant à savoir si les échanges linguistiques doivent être conduits au degré primaire déjà, les avis sont plutôt partagés.

Les communes craignent les frais liés aux infrastructures et aux moyens à engager.

Les partis politiques et les associations soutiennent la proposition.

#### **Proposition 3: 10<sup>e</sup> année linguistique**

La quasi-totalité des partenaires soutiennent la proposition (près de 94%), exprimant l'importance de la 10<sup>e</sup> année linguistique à la condition que l'offre de places, l'encadrement des jeunes dans les familles d'accueil et les moyens financiers soient assurés. La possibilité d'instaurer cette forme de différenciation dans le cursus scolaire au terme de l'école obligatoire est globalement bien appréciée, au même titre que la possibilité d'entreprendre par la suite des études supérieures dans une classe bilingue.

Les communes et des associations soutiennent sans réserve cette proposition. D'aucuns proposent un plan d'études spécifique à la 10<sup>e</sup> linguistique.

#### **Proposition 4: Prise en compte des langues de la migration**

Plus de la moitié des personnes consultées sont favorables à cette proposition; seuls 15% d'avis exprimés y sont défavorables.

L'attention portée aux enfants migrants est considérée comme très importante. Un grand nombre de remarques portent sur la faisabilité des démarches nécessaires à la mise en œuvre des suggestions contenues dans la proposition 4. Les commissions scolaires, les communes et les enseignants craignent une surcharge de travail pour les enseignants et demandent que les conditions de mise en œuvre soient mieux développées, en particulier qu'elles fassent l'objet d'un financement approprié, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la langue première des élèves concernés.

L'Association des communes fribourgeoises soutient la proposition sans réserve.

#### **Proposition 5: Eveil et ouverture aux langues**

Avec 66% d'avis positifs, les partenaires consultés soutiennent assez fortement le fait de proposer dans le cadre de la grille horaire des activités d'éveil et d'ouverture aux langues. Plusieurs demandes soutiennent la conduite de cet enseignement dès l'école enfantine et expriment le vœu que des moyens soient mis à disposition également dans la partie alémanique.

Néanmoins certains craignent une accumulation des propositions inscrites au cœur de l'enseignement des langues et d'autres estiment que la démarche «EOLE» est finalement peu importante dans le programme scolaire, comparée à l'enseignement de la L1.

#### **Proposition 6: Deuxième langue étrangère dès la 5P**

#### **Proposition 7: Portfolio européen des langues (PEL): inventaire des compétences**

Les propositions 6 et 7 n'ont pas été soumises à consultation, ces dernières étant liées aux décisions de la CDIP et des conférences régionales des cantons francophones (CIIP) et des cantons alémaniques du nord-ouest (NW EDK).

#### **Proposition 8: Séquences d'enseignement dans la langue partenaire**

Les avis sont nuancés et les statistiques indiquent des avis tranchés, aussi bien en faveur que contre la conduite de séquences d'enseignement simultanées en L1-L2. Une majorité (174 sur 297, soit 58%) apporte cependant son soutien à cette proposition. Les associations et les commissions scolaires l'accueillent très positivement et ne manifestent que peu de restrictions. Les partenaires consultés demandent à ce qu'on fasse appel à des personnes ressources et que l'on favorise des échanges entre enseignants de langue différente. Le CRPF rend attentif au fait que l'instauration de séquences d'enseignement intégré est illégal dans le cadre juridique actuel.

A la question «*La proposition 8 vous paraît-elle réalisable sur l'entier de la scolarité obligatoire?*» les différents niveaux d'appréciation se situent tous dans une fourchette allant de 12 à 19%, ce qui indique bien la diversité des avis. D'autres partenaires consultés soulignent surtout l'exigence d'un tel enseignement, particulièrement pour les élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages scolaires. Quelques partenaires craignent qu'on établisse ainsi des classes à deux vitesses, ou encore que l'on profite de cette possibilité pour instaurer des classes bilingues de façon détournée.

A la question de savoir si la proposition 8 devrait être limitée seulement aux plus grands degrés de la scolarité obligatoire, on constate clairement une opposition entre les avis exprimés. La tendance est tout de même plus forte vers un élargissement de cette proposition à tous les degrés (40% contre 33%). Parmi les remarques, certains partenaires souhaitent une intégration de cet enseignement déjà à partir de l'école enfantine, tandis que d'autres exigent qu'il ne se développe qu'au CO. Les commissions scolaires, les institutions et les conférences de cadres estiment que ce type d'enseignement peut être introduit dès l'école enfantine.

### **Proposition 9: Classes bilingues**

Les partenaires consultés soutiennent à un taux très élevé l'ouverture de plusieurs types de classes bilingues (78%), la proposition pouvant être considérée comme un véritable plébiscite. Toutefois, des enseignants soulignent que certaines conditions devraient être respectées pour que ce type de classes puisse se développer, par exemple la nécessaire formation et l'engagement d'enseignants bilingues, l'ouverture de classes bilingues dans l'ensemble du canton et non pas seulement dans certaines régions. Quelques partenaires s'opposent aussi clairement à cette proposition, la trouvant élitiste. D'autres se demandent si cela est financièrement réalisable.

Une crainte souvent exprimée concerne le risque d'inégalité des chances, si l'initiative d'ouverture des classes est laissée aux seuls cercles scolaires.

Les communes soutiennent la proposition à la condition que l'offre soit identique pour tous et partout. Quant au financement, de grosses réserves sont exprimées. Les partis politiques apportent leur soutien, mais avec une forte divergence quant au fait de débuter au degré primaire, au secondaire, ou seulement au secondaire II.

Le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, les associations d'enseignants (AMCOFF) et de parents (FAPAF, S&E) souhaitent un contrôle et une supervision de la DICS.

### **Prises de position complémentaires relatives aux conditions cadre**

La grande majorité des personnes consultées estiment que les propositions du concept cantonal sont suffisantes et judicieuses pour permettre aux écoliers fribourgeois de réellement progresser dans le domaine de l'apprentissage des langues. De nombreuses remarques ont cependant été formulées au sujet des conditions-cadre; la question de la faisabilité des différentes propositions du concept est généralement soulignée ou posée. De nombreux enseignants, notamment, estiment les propositions bien conçues, voire exigeantes, mais doutent de leur réelle mise en pratique au vu des conditions cadre à remplir: effectifs des classes élevés à trop élevés, finances insuffisantes, moyens d'enseignement partiellement à créer, surcharge du programme, délais trop courts.

Quelques partenaires consultés craignent l'arrivée d'une école à deux vitesses (prise en compte insuffisante des élèves en difficulté, surcharge du programme scolaire) et ils jugent le niveau de compétences linguistiques trop exigeant par rapport à son niveau actuel (surcharge de travail et demande d'enseignants spécialistes, surtout pour la partie francophone). D'autres relèvent la non prise en compte de l'enseignement de la L1 qui, elle aussi, aurait besoin de renforcements et d'innovations. Ils estiment qu'une grande importance est accordée aux L2 et L3, au détriment des autres branches.

Certains exigent que la problématique du Schwyzerdütsch soit également traitée.

### **Prises de position complémentaires relatives à la mise en œuvre**

Malgré le fait que les réponses tendent plutôt vers l'affirmative (61% entre ++ et +), le nombre peu élevé d'avis très positifs (7,8%) reflète une certaine perplexité quant aux conditions de mise en œuvre. Le doute est clairement exprimé aussi dans les différentes remarques qui rejoignent, pour la plupart, celles relevées dans la question

précédente. Parmi les enseignants primaires qui se sont exprimés (47 remarques), certains émettent des craintes face à la surcharge engendrée, face aux difficultés d'assumer l'ensemble des matières, ainsi que par rapport aux effectifs de classe élevés (11 remarques allant dans ce sens). Une planification concrète est souvent demandée, avec plus de détails et des priorités clairement établies (communes, CERF<sup>1</sup>), une évaluation des mesures de renforcement, l'instauration des conditions cadre pour l'ouverture des classes bilingues sur l'ensemble du canton, la mise à disposition de matériel adéquat pour les différents types d'enseignement.

Une exigence souvent exprimée concerne l'amélioration de l'organisation des échanges. Parmi les autres remarques, il convient de relever quelques souhaits: une meilleure information de tous les partenaires des écoles, une adaptation de la grille horaire, l'élaboration de stratégies concrètes et d'un calendrier explicite ainsi qu'un allègement dans d'autres domaines d'enseignement jugés moins prioritaires.

### **Prises de position complémentaires relatives aux ressources financières**

A la question «*Les moyens financiers sont-ils suffisants pour les développements prévus*», on constate un quasi-équilibre entre les avis positifs (30%) et les avis négatifs (32%). Comme dans la question précédente, un grand nombre de personnes – enseignants, commissions scolaires, conférences de cadres et institutions – craignent que les moyens financiers prévus ne soient pas à la hauteur des ambitions du projet considéré dans sa totalité.

Plusieurs communes expriment la crainte de devoir assumer des frais supplémentaires générés par les différentes propositions.

Les communes et l'Administration des finances estiment le plan financier peu clair et non conforme aux projections budgétaires 2007–2011. Certaines communes demandent de revoir la clé de répartition entre Etat et communes.

Les partis politiques demandent de mieux cibler et de fixer des priorités dans les investissements. La commune de Fribourg trouve que les coûts pour les classes bilingues sont sous-estimés.

Certains regrettent l'absence de plan financier pour la proposition 4, soit la meilleure prise en compte des langues de la migration.

## **12.2 Orientation et priorités suite aux remarques émises lors de la consultation**

D'une manière générale, le soutien exprimé aux 9 propositions permet de les maintenir telles quelles, sans devoir en ajouter ou en supprimer, sans qu'il y ait besoin, non plus, de devoir développer de nouvelles orientations. Dans la mise en œuvre, cependant, il conviendra de tenir compte d'un certain nombre de remarques récurrentes, concernant avant tout les aspects financiers (prévisions insuffisantes ou trop importantes), les conditions de travail (effectif des classes, problèmes de locaux, surcharge de travail, ...) et le niveau de compétence en L2/L3 des enseignants. Ci-dessous, sont présentées les principales conclusions dégagées de la phase de consultation; elles ont été regroupées par thème.

<sup>1</sup> Centre d'enseignement et de recherche francophone pour la formation des enseignant-e-s du secondaire I et II

### **Echanges scolaires et 10<sup>e</sup> linguistique (prop. 2 et 3)**

Actuellement, un poste à 0,65 EPT permet de gérer les demandes émanant aussi bien des enseignants cherchant un contact avec une classe de l'autre région linguistique que des élèves souhaitant prolonger leur scolarité obligatoire par une 10<sup>e</sup> année en immersion. Le développement de ces offres, souhaité par tous les partenaires, doit s'accompagner d'un certain nombre de mesures:

- instauration d'une plate-forme Educane<sup>2</sup> pour favoriser les échanges de classes, les échanges d'élèves ou encore les échanges d'enseignants.
- développement du concept pour l'accueil des élèves effectuant une 10<sup>e</sup> année dans notre canton;
- soutien logistique (effectifs réduits, moyens didactiques, programme spécifique, ...) aux enseignants accueillant un ou plusieurs élèves en immersion dans le cadre spécifique des échanges scolaires ou de la 10<sup>e</sup> linguistique;
- augmentation du poste de 0,35 EPT pour mettre en œuvre les deux points précédents;
- développement du partenariat avec d'autres cantons, afin d'augmenter le potentiel de familles et de CO pouvant accueillir des élèves effectuant une 10<sup>e</sup> année linguistique.

### **Accueil des enfants migrants et éveil et ouverture aux langues étrangères (prop. 4 et 5)**

Plusieurs partenaires consultés s'étonnent du manque de moyens financiers consacrés à ces deux propositions, plus particulièrement pour l'accueil des migrants. Les deux postes existants, soit 0,9 EPT, semblent pourtant suffire pour assumer les différents éléments de leur cahier des charges, particulièrement pour le soutien à apporter aux enseignants de langue et culture d'origine (LCO) et aux titulaires de classes comptant des élèves migrants, pour favoriser la collaboration entre partenaires concernés, notamment par la création d'un réseau de compétences. Les autres éléments à développer – notation dans le livret scolaire, mise à disposition de locaux dans les écoles en dehors des horaires scolaires et accès aux formations linguistiques de la HEP – peuvent se réaliser sans incidences financières importantes.

Quant au concept d'éducation et d'ouverture aux langues, les moyens sont déjà existants et en cours d'introduction de l'école enfantine à la 6P dans la partie francophone. Les prévisions financières ne concernent que le développement de moyens pour la partie alémanique.

### **Séquences d'enseignement dans la langue partenaire et ouverture de classes bilingues (prop. 8 et 9)**

En raison des nombreuses remarques et avis divergents formulés par les partenaires consultés, il convient avant tout de préciser et de rappeler un certain nombre d'éléments concernant ces propositions. Il ne s'agit donc pas, ci-dessous, de modifications apportées aux orientations du concept.

- Séquences en L2: il s'agit bien de projets conduits au sein des établissements scolaires. L'intention n'est pas de généraliser, à terme, ce type d'enseignement à l'ensemble du canton. Les cercles scolaires primaires et

les établissements du CO doivent cependant avoir la possibilité de développer, dans une collaboration entre autorités et corps enseignant, des projets innovants sous forme expérimentale avec une supervision et un suivi assurés par la DICS.

- Pour ces deux propositions, le financement doit être précisé. L'Etat prendra à sa charge les frais de formation ainsi que les frais de suivi et d'évaluation des projets. Les communes auront à leur charge les autres frais liés aux infrastructures et au matériel spécifique. Le cas échéant, l'Etat et les communes prennent en charge, selon la répartition des charges prévue par la loi scolaire, les unités supplémentaires d'enseignement.
- En ce qui concerne les classes bilingues, il conviendra de les développer progressivement, mais en donnant la priorité à la 10<sup>e</sup> linguistique bilingue. Et ceci dans les différentes écoles du CO du canton, de telle sorte que les élèves intéressés puissent s'y inscrire sans devoir se déplacer.
- La loi scolaire devra être adaptée, afin de faciliter ce type d'enseignement, aussi bien pour les séquences conduites dans la langue partenaire que pour l'instauration des classes bilingues.

### **Soutien à la L1 et problématique de la langue standard/dialecte**

Dans le cadre de la consultation, de nombreuses remarques ont été émises concernant la non-prise en compte de la L1 d'une part et la problématique du dialecte suisse-allemand, d'autre part.

La promotion des compétences linguistiques dans la langue maternelle ou langue première (langue du lieu, L1), en allemand (L2) et en anglais (L3), constitue un des objectifs fondamentaux de la formation de la scolarité obligatoire. Pour la partie alémanique, vu l'usage répandu du dialecte, il est très important de promouvoir la langue standard. Ainsi a été lancée en 2004 l'initiative «Sprechlust, vom Umgang mit Hochdeutsch als Unterrichtssprache» qui poursuit la promotion de la langue standard dès le plus jeune âge, c'est-à-dire à partir de l'école enfantine.

Bien que le concept des langues n'ait pas développé des mesures de promotion et d'encadrement spécifiques pour la L1, la priorité est et restera l'apprentissage et la maîtrise de la L1, tant au niveau linguistique, que culturel et en tant que véhicule de la communication. En outre, cet apprentissage ne se limite pas aux cours de langue, mais demande une application dans toutes les branches.

Pour la partie francophone, le dialecte, le Schwyzerdütsch, représente non seulement une richesse ou un obstacle supplémentaire, il demande aussi une attention particulière. Les élèves ont la possibilité de conduire des échanges (échange de classe, échange individuel) durant leur scolarité obligatoire, ce qui devrait leur fournir l'occasion de se familiariser quelque peu à la langue parlée de leurs camarades.

Les élèves parlant une langue première différente continueront à suivre des cours de langue et de culture d'origine. Les établissements scolaires sont tenus à collaborer avec les enseignants de LCO.

<sup>1</sup> Educane<sup>2</sup> est un module d'educa, la plate-forme du Serveur suisse de l'éducation. La plate-forme d'apprentissage et de travail educane<sup>2</sup> est un produit développé spécialement pour l'éducation.

### 13. MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE ET PLANIFICATION FINANCIÈRE

Dans l'établissement des priorités déterminant la mise en œuvre des différentes propositions, il convient de tenir compte des trois facteurs suivants:

- développement propre à chaque région linguistique, francophone et alémanique;
- élaboration d'un calendrier de réalisation raisonnable qui tienne compte des ressources à disposition, tant humaines, que matérielles et financières;
- harmonisation des propositions fribourgeoises avec les décisions intercantionales ou nationales.

Les tableaux présentant les ressources et moyens nécessaires des différentes propositions, les aspects financiers qui leur sont liés ainsi que le calendrier de mise en œuvre font partie intégrante du présent rapport.

La prise en compte du résultat de la consultation ainsi que les objectifs fixés par le projet «Passe-partout- Fremdsprachen an der Volksschule» pour la partie alémanique du canton, demandent des investissements financiers. La mise en œuvre de certaines opportunités accordées aux cycles d'orientation, c'est-à-dire, l'ouverture des classes bilingues (proposition 9), surtout en 10<sup>e</sup> année, et la démarche de projets pour l'introduction de séquences d'enseignement intégrant la langue une (L1) et la langue partenaire (L2) (proposition 8) doit faire partie intégrante des ressources financières.

**Tableau des différentes propositions**

Codes utilisés:

**f** = francophone

**de** = alémanique

Thème	Ressources et moyens <sup>1</sup>	Aspects financiers	Degré de priorité / échéances
<b>Proposition 1</b>			
<b>Apprentissage au sein de la discipline</b>	<p><b>Ressources humaines</b> appui aux classes difficiles (situations d'élèves part., effectif élevé, ...) primaire et CO confondu, sous forme d'EPT d'enseignement. Estimation: en total 9 EPT sur trois budgets</p> <p><b>Formation continue</b> <b>f+de:</b> mise à disposition de modules supplémentaires pour le développement des compétences personnelles en L2 en lien avec les travaux intercantonaux. Total: 125 000 fr. sur cinq budgets</p> <p><b>Moyens/ressources didactiques</b> <b>f:</b> de nouveaux moyens ont été introduits récemment <b>de:</b> soutien et suivi des classes pilotes expérimentant le nouveau moyen d'enseignement en cours d'élaboration en commun avec les cantons «frontières». Durée limitée à 7 ans</p>	+ 1,15 EPT + 2,10 EPT + 5,75 EPT  25 000 15 000 10 000 25 000 50 000  + 0,2 EPT + 0,5 EPT + 0,3 EPT	2010/11 2011/12 2013/14  2009/10 2010/11 2011/12 2012/13 2013/14  2011/12 2012/13 2013/14
<b>Proposition 2</b>			
<b>Echanges scolaires</b>	<p><b>Ressources humaines</b> renforcement du bureau cantonal de coordination des échanges.</p> <p><b>f+de:</b> augmentation du poste de 65% (existant) à 100% octroi d'un montant de 500 fr. par échange x 100 pour subvention des frais d'organisation des activités</p>	+ 0,25 EPT + 0,10 EPT  + 5 000 + 50 000 + 20 000 + 25 000	2010/11 2011/12  2010/11 2011/12 2012/13 2013/14
<b>Proposition 3</b>			
<b>10<sup>e</sup> année linguistique</b>	<p><b>Ressources humaines</b> ouverture de classes au CO seulement en cas d'augmentation de la demande</p> <p><b>Moyens/ressources didactiques</b> proposition de ressources pédagogiques complémentaires aux enseignants</p>	–	–
<b>Proposition 4</b>			
<b>Meilleure prise en compte des langues de la migration</b>	<p><b>Ressources humaines</b> -</p> <p><b>Moyens/ressources didactiques</b> -</p>	–	–

<sup>1</sup> Les ressources indiquées sont des compléments aux budgets standards existants.

## Innovations

Thème	Ressources et moyens <sup>1</sup>	Aspects financiers	Degré de priorité / échéances
<b>Proposition 5</b>  <b>Eveil et ouverture aux langues</b>	<p><b>Ressources humaines</b> f: accompagnement par groupe de pilotage; <b>de:</b> décharge = 0,2 EPT sur une durée limitée à trois ans</p> <p><b>Moyens/ressources didactiques</b> moyens romands existants (EOLE) moyens alémaniques à développer (ELBE), éventuellement en collaboration intercantonale</p> <p><b>Formation des enseignants</b> Introduction à EOLE/ELBE, de EE à 6P, 1 après-midi, 1350 enseignants</p>	<p><b>f:</b> assumé à l'interne <b>de:</b> 0,2 EPT  env. 60 fr. par classe</p> <p><b>f+de:</b> 10 000 fr.</p>	2010/11  <b>f:</b> en cours <b>de:</b> dès 2010/11
<b>Proposition 6</b>  <b>Deuxième langue étrangère dès la 5P</b>	<p><b>Ressources humaines</b> groupe de pilotage de 5 à 10 personnes responsable de l'organisation, du suivi et de la didactique pendant la phase d'introduction/évaluation, soit trois ans (1,5 EPT sur deux budgets)</p> <p><b>Moyens/ressources didactiques</b> participation aux moyens intercantonaux développés par les régions respectives</p> <p><b>Formation des enseignants</b> En fonction des données élaborées sur le plan intercantonal: – formation continue des enseignants de 5P–6P disposant de connaissances préalables en anglais – formation de spécialistes de branche (env. 20 à 30 personnes) – mise à disposition de modules de formation continue pour développement des compétences personnelles en anglais. Estimation: 250 enseignants x 800 fr.</p> <p><b>Grille horaire</b> – dotation de 2 unités d'anglais dont 1 unité supplémentaire, 350 classes (f+ de) 5P et 6P, soit 12,5 EPT x 100 000</p>	<p><b>f+de:</b> + 0,5 EPT + 1,0 EPT</p> <p><b>f+de:</b> sur 5 ans: 75 000 2009/10 70 000 2010/11 70 000 2011/12 120 000 2012/13 65 000 2013/14</p> <p>625 000 (5P) 1 250 000 (5P/6P)</p>	2011/12 2013/14  dès 2013 dès 2014
<b>Proposition 7</b>  <b>Portfolio PEL/ESP</b>	<p><b>Ressources humaines</b> <b>f+de:</b> selon ressources internes</p> <p><b>Formation des enseignants</b> <b>f:</b> 2 à 3 jours pour tous les enseignants de 5-6P et du CO sur 2 ans EP: 350 enseignants CO: 200 enseignants <b>de:</b> en cours</p> <p><b>Moyens / ressources didactiques</b> – PEL II, Classeur de l'élève: 10 fr. – Guide du maître: 32 fr.</p>	<p>40 000 par année sur 2 ans</p>	2010/11 2011/12
<b>Proposition 8</b>  <b>Séquences d'enseignement dans la langue partenaire</b>	<p><b>Ressources humaines</b> <b>f+de:</b> 0,5 + 0,3 EPT de collaborateur pédagogique</p> <p><b>Moyens / Ressources didactiques</b> <b>f+de:</b> création ou recherche de moyens pédagogiques</p> <p><b>Formation des enseignants</b> Formation continue pour animateurs et/ou enseignants concernés.</p>	<p>+ 0,5 EPT + 0,3 EPT</p> <p>10 000 10 000 20 000</p>	2011/12 2013/14  2011/12 2012/13 2013/14

<sup>1</sup> Les ressources indiquées sont des compléments aux budgets standards existants.

Thème	Ressources et moyens <sup>1</sup>	Aspects financiers	Degré de priorité / échéances
<b>Proposition 9</b>			
<b>Classes bilingues organisées selon différentes modalités</b>	<b>Ressources humaines</b> Ouverture de classes au CO: 2010: + 2 classes (x 1,6 <sup>2</sup> EPT) 2011: + 3 classes (x 1,6 EPT) 2012: + 4 classes (x 1,6 EPT) 2013: + 3 classes (x 1,6 EPT)  Ouverture de classes EE et EP: 2012: + 4 classes (x 1 EPT) 2013: + 4 classes (x 1 EPT)  <b>Formation des enseignants</b> cours de didactique pour enseignants concernés  <b>Moyens/ressources didactiques</b> création ou recherche de nouveaux moyens	+ 3,2 EPT + 4,8 EPT + 6,4 EPT + 4,8 EPT  + 4 EPT + 4 EPT  20 000 15 000 20 000	2010/11 2011/12 2012/13 2013/14  2012/13 2013/14  2010/11 2011/12 2012/13
<b>Pilotage scientifique et évaluation des projets (prop. 8–9)</b>	<b>Contrat avec prestataire externe (Université, HEP, ...)</b>  Estimation de 10 000 fr. par projet soit 5 projets sur 3 ans	20 000 15 000 15 000	2010/11 2011/12 2012/13
<b>Conduite de la mise en œuvre</b>	<b>Gestion et coordination de l'ensemble des mesures:</b> <b>(f: 1 EPT, de: 0,5 EPT)</b>	<b>f: 0,6 EPT</b> <b>de: 0,9 EPT</b>	2010/11 2011/12
<b>TOTAL</b>	<b>Ressources humaines</b> <b>Formation des enseignants</b> <b>Unités enseignement anglais</b>	<b>+ 41,55 EPT</b> <b>860 000</b> <b>1 250 000</b>	2010 à 2014

Afin de soutenir les mesures de promotion et d'encadrement (proposition 1) et la mise en œuvre des propositions 6 et 7 (non soumises à consultation<sup>3</sup>), notamment la deuxième langue étrangère dès la 5P ainsi que le portfolio européen des langues (PEL), il convient de mettre en évidence les implications financières. Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif des ressources humaines et financières sur les cinq années de développement du projet.

**Tableau récapitulatif des ressources humaines et financières: mesures cumulatives pour l'école obligatoire**

Propositions/Budgets année	2010	2011	2012	2013	2014	Total Fr.	Total EPT
1 Apprentissage au sein de la discipline (missions intercantonales) <sup>4</sup> de: suivi nouveaux moyens	- 25 000 -	1,15 EPT 15 000 0,2 EPT	2,1 EPT 10 000 0,5 EPT	- 25 000 -	5,75 EPT 50 000 0,3 EPT	<b>125 000</b>	<b>9 EPT</b> <b>1 EPT</b>
2 Echanges	-	0,25 EPT 5 000	0,10 EPT 50 000	- 20 000	- 25 000	<b>100 000</b>	<b>0,35 EPT</b>
3 10 <sup>e</sup> linguistique	-	-	-	-	-		
4 Langues de la migration	-	-	-	-	-		-
5 Eveil et ouverture aux langues	-	0,2 EPT 10 000	-	-	-	<b>10 000</b>	<b>0,2 EPT</b>
6 Anglais-pilotage formation augmentation des unités enseign.	75 000	70 000	0,5 EPT 70 000 - 120 000 625 000	- 625 000	1 EPT 65 000 625 000	<b>400 000</b> <b>1 250 000</b>	<b>1,5 EPT</b>
7 PEL/ESP	-	40 000	40 000	-	-	<b>80 000</b>	

<sup>1</sup> Les ressources indiquées sont des compléments aux budgets standards existants.

<sup>2</sup> Facteur de calcul pour la conversion du nombre de classe en EPT au CO (équivalents plein temps d'enseignement) en raison de la charge horaire différente des élèves et des enseignants)

<sup>3</sup> liées aux décisions de la CDIP ainsi qu'à celles des Conférences régionales des cantons francophones (CIIP) et des cantons alémaniques du nord-ouest (NW EDK)

<sup>4</sup> Partie francophone/allemande: participation aux projets coopératifs de la CIIP et des cantons frontières: développement et suivi des projets, formation continue, création de moyens d'enseignement.

Propositions/ Budgets année		2010	2011	2012	2013	2014	Total Fr.	Total EPT
8	Séquences enseign. langue partenaire	-	-	0,5 EPT 10 000	- 10 000	0,3 EPT 20 000	<b>40 000</b>	<b>0,8 EPT</b>
9	Classes bilingues - CO - primaire + EE	-	3,2 EPT - 20 000	4,8 EPT - 15 000	6,4 EPT 4 EPT 20 000	4,8 EPT 4 EPT -	<b>55 000</b>	<b>19,2 EPT</b> <b>8 EPT</b>
	Suivi scient. des projets	-	20 000	15 000	15 000	-	<b>50 000</b>	
	Conduite générale, mise en œuvre concept langues	-	0,6 EPT	0,9 EPT	-	-		<b>1,5 EPT</b>
<b>Total</b>	<b>EPT ens.</b>	<b>-*</b>	<b>5,6 EPT</b>	<b>9,4 EPT</b>	<b>10,4 EPT</b>	<b>16,15 EPT</b>		<b>41,55 EPT</b>
<b>Total</b>	<b>formation</b>	<b>100 000</b>	<b>180 000</b>	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>	<b>160 000</b>	<b>860 000</b>	
<b>Total</b>	<b>enseignement</b>				<b>625 000</b>	<b>625 000</b>	<b>1 250 000</b>	

\*Au budget 2009, il y a en tout 5,6 EPT disponibles (mise en œuvre des projets Passepartout et CIIP: nouveaux moyens L2, PEL/ESP/Anglais, ...)

## 14. EXPÉRIENCE ET PRATIQUE DE LA LANGUE 2 DANS LES FILIÈRES DU SECONDAIRE II

Dans le cadre de la motion Suter/Steiert (cf. chap. 3) il est demandé que l'expérience et la pratique de la langue partenaire se poursuivent dans l'ensemble des filières du secondaire II, à savoir les Collèges cantonaux, les Ecoles de culture générale, le Secondaire 2 de formation générale ainsi que les Ecoles professionnelles.

### 14.1 Collèges cantonaux – Classes de maturité gymnasiale

Depuis longtemps la pratique du bilinguisme a été favorisée dans les collèges cantonaux de la ville de Fribourg (Saint-Michel, Sainte-Croix et Gambach) établissements réunissant des classes francophones et germanophones. A plusieurs reprises, diverses modalités de suivre une ou deux branches d'enseignement dans la langue partenaire ont été organisées. Des échanges entre sections linguistiques d'une école sont aussi possibles. En 1991 a été ouverte la première classe bilingue proprement dite du Collège Saint-Michel.

Avec l'introduction de la nouvelle maturité, en 1998, la pratique du bilinguisme s'est généralisée dans tous les collèges cantonaux, y compris au Collège du Sud à Bulle. L'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM) du 16 janvier/15 février 1995, prévoit expressément la possibilité d'attribuer au diplôme de maturité la mention «bilingue». L'article 18 du Règlement énonce: «La mention bilingue attribuée par un canton selon sa propre réglementation peut être reconnue». Cette mention prouve que le candidat a non seulement suivi un enseignement et passé un examen dans la langue pour laquelle il obtient cette mention, mais qu'il l'a en plus utilisée dans une pratique quotidienne, c'est-à-dire par immersion, comme moyen de communication pour l'étude d'autres disciplines.

Le Règlement du 15 avril 1998 sur les études gymnasiales (REG) prescrit dans son article 11:

<sup>1</sup> Chaque collège offre aux élèves la possibilité de participer à des activités impliquant l'usage de l'autre langue officielle du canton.

<sup>2</sup> Une formation bilingue répondant aux critères de l'attribution d'une mention «bilingue» est offerte aux élèves qui le souhaitent. Les conditions concernant cette formation sont fixées par la Direction.

Le Règlement du 17 septembre 2001 concernant les examens de baccalauréat (REB) signale également cette possibilité à l'article 1 al. 3:

<sup>3</sup> Ce certificat peut porter la mention «bilingue» s'il correspond aux conditions fixées par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport.

La DICS a émis des lignes directrices du 26 avril 2001 concernant les conditions d'obtention de la mention «bilingue» sur le certificat de maturité gymnasiale. Selon ces directives, chaque collège est tenu d'offrir des possibilités de formation bilingue mais les modalités peuvent changer selon les établissements. Une première modalité consiste en l'immersion totale, c'est-à-dire que la personne candidate à la mention «bilingue» suit l'ensemble des cours dans une classe de l'autre section linguistique; cette forme de bilinguisme est possible dans tous les collèges de la ville de Fribourg, mais elle n'est bien sûr pas la plus courante. Les établissements proposent surtout soit des classes bilingues soit des cours bilingues.

Les classes bilingues sont formées d'élèves francophones et germanophones qui suivent ensemble tout l'enseignement des branches fondamentales, la moitié de ces branches étant enseignées en français, l'autre moitié en allemand. Dans chacune des branches, la langue d'enseignement est aussi celle utilisée pour les examens et l'évaluation. Les élèves des deux groupes linguistiques forment la même classe durant trois années consécutives, ce qui favorise les contacts entre les deux communautés culturelles. Les classes bilingues existent actuellement au Collège Saint-Michel et au Collège Sainte-Croix. Certains élèves choisissent de suivre la «double langue maternelle», soit les cours de langue première dans les deux langues.

Au Collège de Gambach, les effectifs ne permettent pas de constituer de véritables classes bilingues. L'immersion partielle est alors réalisée par l'organisation de cours bilingues. Les horaires hebdomadaires des classes sont constitués en sorte que les élèves puissent suivre plusieurs branches de leur programme dans une classe de l'autre section linguistique. Des élèves francophones et germanophones sont réunis pour certains cours, ce qui, là aussi, permet des contacts directs entre les deux communautés. De plus, un certain nombre d'élèves suit la totalité des cours dans l'autre section linguistique, à l'exception des langues 1 et 2.

Le Collège du Sud à Bulle ne comprend pas de classes germanophones. Dans cet établissement une filière bilingue est néanmoins constituée d'élèves suivant l'enseignement de certaines branches dans la langue partenaire. Pour ces cours les élèves sont réunis chez des professeurs de langue maternelle allemande ou parfaitement bilingues, qui utilisent l'allemand pour l'enseignement. Les élèves s'y expriment dans cette langue, tant pour la conversation que pour la rédaction des travaux écrits et des examens.

Dans l'ensemble des quatre collèges cantonaux 456 élèves, soit environ les 18% d'une volée, suivent un programme bilingue. Néanmoins ce n'est pas la totalité des élèves qui obtiennent une mention bilingue. A la session de juin 2009, 109 certificats de maturité bilingue ont été délivrés, soit le 15,5% des maturités gymnasiales.

Au Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) une filière bilingue est également proposée aux élèves, selon une modalité qui ressemble à celle pratiquée au Collège du Sud à Bulle. Durant l'année 2009/10, 20,6% des élèves suivent un cursus bilingue, soit 126 élèves, tant vaudois que fribourgeois, sur les 611 que compte la filière de maturité gymnasiale du GYB.

Finalement il faut signaler que dans les collèges cantonaux sont mis en place d'autres systèmes permettant de favoriser le bilinguisme, notamment l'organisation de «Tandems» ou paires d'élèves, un romand et un alémanique, qui se rencontrent régulièrement pour converser. Il existe aussi des tandems de classes. Des échanges linguistiques individuels de durée variable, ou des échanges de classes, sont proposés soit avec la Suisse alémanique, soit avec l'Allemagne.

## 14.2 Ecoles de culture générale (ECG)

Jusqu'à présent aucun enseignement bilingue véritable n'est offert ni à l'Ecole de culture générale de Fribourg (ECGF), ni dans les classes ECG du Collège du Sud, à Bulle.

Par contre il faut signaler que lors du passage de l'ancienne école de degré diplôme (ECDD) en Ecole de culture générale, une leçon hebdomadaire supplémentaire d'allemand a été introduite à la grille-horaire, et deux leçons supplémentaires d'anglais. A chaque niveau, les élèves des ECG peuvent choisir une branche complémentaire. En 3<sup>e</sup> année, il leur est proposé, parmi les branches complémentaires à choix, la conversation allemande, respectivement la conversation française. Cependant le nombre d'inscriptions est très faible et souvent ces cours ne peuvent pas être ouverts faute d'inscriptions suffisantes.

En outre on doit signaler que dans les ECG sont également organisés des «Tandems», à l'instar de ce qui se passe dans les collèges, et de nombreux élèves s'y inscrivent.

Au GYB, les élèves ECG et ceux de l'Ecole de commerce sont réunis dans des mêmes classes pour suivre les branches fondamentales. Pour l'ensemble de ces élèves, une filière bilingue est proposée. Durant l'année scolaire 2009/10, 20 élèves sur 290, tant fribourgeois que vaudois, soit le 6,89%, se sont inscrits dans cette filière.

Dernièrement et à l'instar de la Commission suisse de maturité, la Commission de la CDIP pour la reconnaissance des certificats des écoles de culture générale institue la possibilité d'obtenir un certificat ECG avec mention bilingue, en déterminant les conditions d'obtention.

Cette proposition a été acceptée par le comité de la CDIP en septembre 2008. Les directions des ECG étudient actuellement la faisabilité de cette filière dans nos écoles.

### 14.3 Propositions destinées à favoriser l'enseignement des langues étrangères au S2 de formation générale

Malgré les efforts consentis, la proportion des élèves qui profitent des offres d'amélioration de leur compétence en langue 2 ne nous paraît pas suffisante. Notamment la proportion de maturité avec mention bilingue (15,4%), devrait progresser. Pour atteindre ce but, diverses propositions ont été formulées.

Elles ont fait l'objet d'une consultation séparée auprès des directions, des commissions d'école et des enseignants du S2. L'appréciation portée à chaque proposition est mentionnée brièvement après chacune d'elles, ce qui a permis d'établir des priorités et diminuer les besoins initiaux.

#### 1<sup>re</sup> proposition: introduction à la filière bilingue par l'enseignement d'une branche du programme, précisément l'introduction à l'économie et au droit, dans la langue partenaire en 1<sup>re</sup> année de gymnase

Cette offre existe déjà au Collège du Sud et remporte un certain succès. Elle peut servir de modèle pour les autres collèges. L'avantage est de permettre aux élèves désireux de suivre les classes bilingues d'en faire l'expérience et de choisir en connaissance de cause. Les jeunes qui ont accompli une 10<sup>e</sup> année linguistique auraient une possibilité de poursuivre leur immersion dans la langue partenaire dès la 1<sup>re</sup> année de gymnase. A terme, il faudrait compter avec un groupe supplémentaire d'économie et droit bilingue par collège, soit 4 fois 3 leçons hebdomadaires ou 0,5 EPT.

Cette proposition reçoit un accueil favorable et doit faire l'objet d'une priorité; cependant, il apparaît judicieux de ne pas restreindre cette pratique à une branche en particulier.

#### 2<sup>e</sup> proposition: appui dans la langue partenaire aux élèves des classes bilingues

Diverses mesures peuvent être pratiquées:

- cours intensif centralisé avant l'entrée en classe bilingue; deux semaines de cours intensifs représentent 70 leçons effectives; pour l'ensemble des collèges, il faut compter avec dix groupes, ce qui représenterait 700 leçons effectives, soit l'équivalent de 0,75 EPT;
- cours d'appui individuel ou en groupe équivalent à 10 leçons effectives pour chaque élève durant la première année en classe bilingue, éventuellement comme soutien dans la Langue 2, soit comme soutien dans les branches enseignées dans la langue partenaire. Il faut compter avec environ 120 élèves commençant la classe bilingue pour l'ensemble des collèges, ce qui représenterait 1200 leçons effectives, soit 1,3 EPT.

Cette proposition, liée à la précédente, est également jugée prioritaire.

### **3<sup>e</sup> proposition: favoriser l'immersion totale, y compris à ECGF**

Le passage d'un élève dans l'autre section linguistique est favorisé. Néanmoins le passage est conditionné par un niveau suffisant de connaissances de la langue partenaire, avéré par un test de passage. Cette filière devrait être mentionnée de manière visible sur le certificat. Des soutiens sont organisés sous forme d'une leçon hebdomadaire supplémentaire dans la nouvelle langue maternelle. S'il y a un groupe par niveau dans chaque école, il faut compter avec une charge d'enseignement de 12 leçons hebdomadaires, soit 0,5 EPT. L'organisation du test de passage représente des frais estimés à 1000 francs par année.

La proposition est intéressante mais n'est pas jugée prioritaire.

### **4<sup>e</sup> proposition: offrir la possibilité de passer des examens de reconnaissance des acquis (standards internationaux), y compris à l'ECGF**

L'idée n'est pas d'obliger tous les élèves à passer des examens standardisés internationaux; c'est une possibilité qui leur est offerte. Cependant les élèves inscrits doivent être préparés spécialement. La proposition consiste à offrir des cours facultatifs dans chaque langue étrangère, de 2 leçons hebdomadaires durant six mois, après un test préliminaire pour attester de leur niveau d'entrée (nombre de places limitées). Les frais d'examens sont à la charge des élèves, respectivement des parents. Il faut compter avec un groupe par langue étrangère et par école, soit 5 leçons hebdomadaires par école, ce qui représente 1 EPT. L'organisation du test préliminaire représente des frais estimés à 1000 francs par année.

Cette opportunité est saluée par une large majorité des avis exprimés et permet d'obtenir une certification requise désormais dans plusieurs voies de formation ultérieures.

### **5<sup>e</sup> proposition: intensification des échanges, y compris à l'ECGF**

La possibilité de partir sur le temps d'école, au maximum deux mois et demi, doit être favorisée, moyennant la fréquentation d'un établissement équivalent. Cela implique une augmentation dans les écoles des ressources humaines pour organiser les échanges, pour en assurer la pérennité et le sérieux ainsi que pour établir des contacts avec les établissements en Suisse alémanique ou à l'étranger. L'augmentation est évaluée à 0,2 EPT par école, soit 1 EPT.

Cette proposition est agréée mais, compte tenu des efforts déjà engagés dans ce domaine, les moyens mis à disposition devraient se combiner avec ceux proposés pour la 6<sup>e</sup> proposition, tout en les réduisant de moitié.

### **6<sup>e</sup> proposition: favoriser les tandems de classes et individuels, y compris à l'ECGF**

Ces pratiques peuvent encore se développer dans les écoles, mais il serait nécessaire d'augmenter les ressources humaines pour les organiser et les encadrer. Pour intensifier les tandems de classe, des dispositions doivent être prévues dans les horaires. L'augmentation est évaluée à 0,2 EPT par école, soit 1 EPT.

*Voir 5<sup>e</sup> proposition.*

### **7<sup>e</sup> proposition: cours d'appui pour des élèves atteignant des compétences linguistiques insuffisantes**

Les élèves ayant des retards importants pour des raisons particulières (étrangers, migrants, ...) doivent pouvoir fréquenter des cours intensifs de langue durant l'été, par exemple au Centre d'introduction aux études universitaires (CIUS). Il serait nécessaire de leur assurer un certain appui financier. Ces cas sont cependant peu fréquents. Un budget annuel unique de 7500 francs est suffisant à cet effet.

Cette proposition est également soutenue; toutefois, elle donne lieu à des remarques nous conduisant à la retirer et à la soumettre dans un autre contexte que celui du bilinguisme.

### **8<sup>e</sup> proposition: formation continue des enseignants de langues**

Afin de se diriger vers l'intégration des standards internationaux du cadre européen (CECR), il y a lieu d'intensifier la formation continue des enseignants. Un effort important a déjà été consenti pour la compétence de la compréhension auditive. Un effort similaire devrait être entrepris en faveur des autres compétences (l'expression écrite et l'expression orale). Un tel programme de formation engendrera des coûts supplémentaires qui devront être ajoutés au budget de la formation continue pour les enseignants des écoles secondaires du deuxième degré. Différentes formes de cours sont possibles: cours individuels dans des instituts de formations (CPS/WBZ ou IFFT), cours spéciaux organisés à l'échelle cantonale. Une somme annuelle de 30 000 francs, durant cinq ans, devrait être prévue à cet effet.

La formation continue des enseignants est toujours jugée comme prioritaire, les contenus et orientations restant à définir.

## **14.4 Conséquences financières**

Lors d'une première estimation, la mise en œuvre de l'ensemble des propositions entraînait une augmentation annuelle de quelques 6 EPT et d'environ 40 000 francs. Néanmoins, en fonction des résultats de la consultation, un ordre de priorité a été établi aboutissant à une réduction globale des besoins et à leur répartition progressive sur deux exercices pour un total de 2,25 EPT et 16 000 francs pour 2011, puis 2,30 EPT et 15 000 francs pour 2012.

**Résumé des propositions pour le niveau Secondaire II de formation générale, avec indication des besoins et des priorités**

<i>Thème</i>	<i>Ressources et moyens</i>	<i>Aspects financiers</i>	<i>Degré de priorité/échéances</i>
<b><i>Proposition 1</i></b> <b><i>Collèges cantonaux</i></b>	<b>Ressources humaines</b> – 1 groupe supplémentaire d'Economie et droit, soit 3 leçons hebdomadaires, dans chaque collège. – Soit 12 leçons hebdomadaires (12/24 <sup>e</sup> ) pour les 4 collèges.	0,50 EPT	<b>Priorité 1</b> 2011: 0,50 EPT
<b><i>Proposition 2</i></b> <b><i>Collèges cantonaux</i></b>	<b>Ressources humaines</b> – <b>Cours intensif</b> , 10 jours à 7 leçons, par classe bilingue, soit 70 leçons par classe CSMI: 3 classes CSCR: 3 classes CSUD: 2 classes CGAM: 2 groupes Total: 700 leçons effectives, 38 leçons = 1/24 <sup>e</sup> 700 leçons = 18,42/24 <sup>e</sup> – <b>Cours d'appui individuel ou en groupe</b> 10 leçons effectives par élèves 120 élèves par volée Total: 1200 leçons effectives 1200 leçons = 31,57/24 <sup>e</sup>	0,75 EPT 1,30 EPT	<b>Priorité 1</b> 2011: 0,75 EPT 2012: 1,30 EPT
<b><i>Proposition 3</i></b> <b><i>Collèges de Fribourg + ECGF</i></b>	<b>Ressources humaines</b> – <b>1 leçon hebdomadaire supplémentaire dans la nouvelle langue maternelle</b> dans chaque école (4) à chaque niveau (3) soit 12/24 <sup>e</sup> <b>Frais</b> – <b>Organisation de l'examen de passage</b>	0,50 EPT 1000 fr.	<b>Priorité 2</b> Propositions non retenues
<b><i>Proposition 4</i></b> <b><i>Collèges de Fribourg + ECGF</i></b>	<b>Ressources humaines</b> – <b>1 cours facultatif (2 leçons hebdomadaires durant 6 mois)</b> pour chaque langue étrangère – allemand, Französisch, italien, anglais, espagnol – (5) pour chaque école (5) soit 24/24 <sup>e</sup> <b>Frais</b> – <b>Organisation de l'examen de passage</b>	1,00 EPT 1000 fr.	<b>Priorité 1</b> 2011: 0,5 EPT et 1000 fr. 2012: 0,5 EPT
<b><i>Proposition 5</i></b> <b><i>Collèges de Fribourg + ECGF</i></b> <b>Intensification des échanges</b>	<b>Ressources humaines</b> – <b>Augmentation des charges spéciales</b> 0,2 EPT par école pour 5 écoles	1,00 EPT	<b>Priorité 1</b> Réduction 50% 2011: 0,5 EPT
<b><i>Proposition 6</i></b> <b><i>Collèges de Fribourg + ECGF</i></b> <b>Favoriser les tandems de classe et individuels</b>	<b>Ressources humaines</b> – <b>Augmentation des charges spéciales</b> 0,2 EPT par école pour 5 écoles	1,00 EPT	<b>Priorité 1</b> Réduction 50% 2012: 0,5 EPT
<b><i>Proposition 7</i></b> <b><i>Collèges de Fribourg + ECGF</i></b> <b>Cours d'appui à certains élèves (migrants, étrangers, ...)</b>	<b>Frais de cours</b> – <b>Cours intensif au CIUS</b> estimation: 3 élèves/année à 2500 fr.	7500 fr.	<b>Priorité 2</b> Proposition non retenue
<b><i>Proposition 8</i></b> <b><i>Collèges de Fribourg + ECGF</i></b> <b>Favoriser les tandems de classe et individuels</b>	<b>Cours individuels (exemple)</b> – <b>Formation complète au CECR, à l'IFFT</b> 2000 fr. par personne (Inscription+frais) 2 enseignants par école et par année <b>Cours spéciaux niveau cantonal</b> 2 compétences langagières par année 5000 fr. par cours	20 000 fr. 10 000 fr.	<b>Priorité 1</b> 2011: 15 000 fr. 2012: 15 000 fr.
<b><i>Total pour les huit propositions</i></b>		<b>6,05 EPT</b> <b>39 500 fr.</b>	<b>Besoins retenus</b> <b>2011: 2,25 EPT</b> <b>16 000 fr.</b> <b>2012: 2,30 EPT</b> <b>15 000 fr.</b>

## 14.5 Ecoles professionnelles

Les professions répertoriées au niveau de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie sont régies par des ordonnances sur la formation professionnelle initiale. Chacune de ces ordonnances comporte un article en relation avec la «langue d'enseignement», qui prévoit que la langue d'enseignement est en règle générale la langue nationale du lieu où se trouve l'école, que l'on favorise l'enseignement bilingue dans la langue nationale du lieu où se trouve l'école et dans une autre langue nationale ou l'anglais, que les cantons peuvent admettre d'autres langues nationales.

Les écoles professionnelles de commerce ne proposent pas de cours facultatifs de langue étrangère puisque celle-ci est déjà comprise dans leurs programmes; il en va de même pour les maturités professionnelles intégrées et «post certificat fédéral de capacité» de toutes les filières. En ce qui concerne les formations professionnelles initiales de 2, 3 et 4 ans, l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle propose chaque année une offre de cours facultatifs (2 leçons pendant 25 semaines). Ces cours facultatifs comprennent entre autres des cours d'allemand et de français. Enfin, des cours sont également organisés pour les personnes en formation de langue étrangère qui veulent se perfectionner en allemand ou en français.

Toutefois, l'introduction – par rapport aux branches prévues dans les ordonnances sur la formation professionnelle initiale – d'une période hebdomadaire supplémentaire ou dispensée selon la forme de «cours blocs» entraînerait des conséquences financières au niveau de l'enseignement ainsi que des conséquences de type organisationnel (absence de l'apprenti-e dans l'entreprise formatrice).

Du point de vue des conséquences financières, on comptabilise 270 classes au niveau de l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle, des classes artisanales de l'Ecole professionnelle artisanale et commerciale et de l'Ecole professionnelle de la santé et du social qui seraient concernées par l'introduction d'une période hebdomadaire supplémentaire, ce qui représenterait un total de 270 heures d'enseignement supplémentaires, soit une augmentation des «équivalents plein temps» de 10,8.

En ce qui concerne les conséquences par rapport aux entreprises formatrices, pour les 2/3 de ces 270 classes, l'ajout d'une 9<sup>e</sup> heure serait possible. Pour le dernier tiers, on arriverait à un total de 10 heures d'enseignement par jour, ce qui est contraire à l'article 18 al. 2 de l'Ordonnance fédérale sur la formation professionnelle qui prévoit que: «Un jour d'école ne peut comprendre plus de neuf périodes d'enseignement, cours facultatifs et cours d'appui compris.». Il conviendrait donc de proposer des cours blocs. En imaginant un demi-jour bloc par mois, 90 classes auraient ainsi chacune 9 demi-jours de cours supplémentaires. Or, il convient de relever les résultats de l'étude «Coût et bénéfice de la formation des apprenti-e-s pour les entreprises suisses» qui démontrent que notamment l'augmentation des absences de la personne en formation dans l'entreprise ainsi que l'augmentation des charges financières et administratives ont comme conséquence directe une diminution de l'offre des places d'apprentissage.

A noter que l'introduction d'une heure de sport hebdomadaire légale et obligatoire depuis l'année scolaire 2010/11 à l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle, ainsi qu'à l'Ecole professionnelle commerciale,

implique que, pratiquement toutes les classes ayant 8h de cours hebdomadaires se verront rajouter une heure de sport. Ces classes auront ainsi 9h de cours hebdomadaires en moyenne ce qui rend impossible l'introduction d'une heure supplémentaire de cours, facultatifs au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle.

Ainsi, d'autres solutions peuvent être imaginées, notamment l'apprentissage de la langue partenaire en immersion. Cependant et de façon générale, nous constatons que les apprenants désirent avant tout obtenir une formation et ne pas s'impliquer dans une autre langue. Rappelons qu'un projet de cours en immersion «Bi.Li» avait été lancé il y a quelques temps. A titre d'exemple, une seule apprentie cuisinière avait accepté de suivre la moitié de sa formation dans l'autre langue sur un effectif de 40 candidats. D'autre part, des possibilités sont également offertes à la maturité professionnelle post certificat fédéral de capacité de suivre tout ou partie des cours dans l'autre langue. Pour le domaine commercial, une classe de maturité post-CFC en emploi bilingue est proposée depuis la rentrée scolaire 2008. Actuellement, ce sont près de 24 personnes qui suivent cette nouvelle offre de formation.

En ce qui concerne l'Ecole des Métiers de Fribourg (EMF), historiquement et ce durant plus d'un siècle, elle était une école affiliée à l'Ecole d'ingénieurs. Elle lui servait de voie d'apport et les effectifs de l'EMF sont restés de ce fait principalement francophones. Cependant, une offre bilingue par immersion existe pour la maturité professionnelle technique, intégrée à l'apprentissage. L'EMF est prête à s'engager dans des changements profonds pour résoudre cette problématique. Des mesures d'améliorations ont été mises en place pour l'année scolaire 2007/08. Un projet de plus grande envergure est envisagé pour l'année scolaire 2011/12. Il s'agit d'offrir une 10<sup>e</sup> année linguistique permettant de préparer des élèves se destinant à suivre une formation professionnelle initiale dans une des langues du canton dans les différents types de formation. Le budget 2011 prévoit les ressources nécessaires pour lancer ce projet-pilote à la rentrée scolaire 2011/12 avec une classe dans une des deux langues officielles du canton. En vue d'obtenir une reconnaissance et une subvention fédérales, un projet sera prochainement soumis à l'OFFT.

En parallèle à la motion Suter/Steiert, le projet «Plate-forme 2<sup>e</sup> langue pour la formation professionnelle initiale» met notre canton bilingue en première ligne. Aussi, mandat a été donné – par le Service de la formation professionnelle en accord avec la Direction de l'économie et de l'emploi – à la Conférence des directeurs des écoles professionnelles, de métiers et de stages de traiter cet important thème et de soumettre, à l'instar des mesures entreprises par l'EMF, des propositions de développement en la matière sous la forme de mesures applicables au niveau du budget 2009 déjà ainsi que des développements importants pour les suivants.

## Résumé des propositions pour les écoles professionnelles, avec indication des besoins et des priorités

Thème	Ressources et moyens	Aspects financiers	Degrés de priorité/ Echéances
<b>Proposition 1</b> EPAI-EPAC-ESSG Ajout d'une 9 <sup>e</sup> période L2	Pour 1/3 des classes EPAI-EPAC-ESSG, cette solution est possible (maxi. 9 leçons par jour).	<b>3,6 EPT</b>	<b>Priorité 2</b> Proposition non retenue
<b>Proposition 2</b> EPC Modèle d'enseignement BILI	Extension du modèle à un plus grand nombre d'apprenti-e-s	<b>Néant</b>	<b>Priorité 1</b> Proposition retenue
<b>Proposition 3</b> EMF Classe année linguistique PRO	Classe-s année linguistique à composante professionnelle dans la 2 <sup>e</sup> langue pour candidat-e-s retenus suite à une procédure d'admission	<b>2,0 EPT pour une classe à plein temps pour alémaniques</b> <b>2,0 EPT pour une classe à plein temps pour francophones</b>	<b>Priorité 1</b> Proposition retenue pour une classe alémanique en 2011/2012 avec le soutien de l'OFFT (projet sera déposé prochainement) Classe francophone en 2012/2013
<b>Total des propositions retenues</b>		<b>4,0 EPT</b> /. subvention OFFT à recevoir	<b>Besoins retenus</b> 2011: 2,0 EPT 2012: 2,0 EPT

## 15. RÉPARTITION DES TÂCHES, CONSTITUTIONNALITÉ, CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL, EUROCOMPATIBILITÉ ET MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

En application à la LGC, il convient de signaler que le projet sera pris en charge à la fois par l'Etat et par l'ensemble des communes, selon les clefs de répartition des frais afférents à la scolarité primaire (art. 87 et 88 LS) et du cycle d'orientation (art. 87 et 89 LS), ainsi que par l'Etat seul en ce qui concerne la scolarité post-obligatoire.

Comme indiqué au point 6.4 ci-dessus, la Constitution cantonale donne mission à l'Etat de favoriser la compréhension, la bonne entente et les échanges entre les communautés linguistiques cantonales, ainsi que d'encourager le bilinguisme. Ce projet va bien dans ce sens et sa constitutionnalité est donc garantie. Sa conformité au droit fédéral a été évoquée dans le point 7.2, en particulier dans le contexte de la nouvelle loi sur les langues nationales et sur la compréhension entre les communautés linguistiques. Enfin, dans le «Cadre européen de référence pour les langues» (CECR), le Conseil de l'Europe a fait sien le principe de l'apprentissage de la langue locale, de la langue du voisin et d'une langue utilisée sur le plan international; le projet est donc conforme aux engagements internationaux de la Suisse.

Les modifications législatives seront proposées dans le cadre de la révision totale de la loi scolaire.

## 16. CONCLUSION

Le principal défi que doit relever le concept des langues consiste avant tout dans l'équilibre à trouver entre la dynamique créative de ses propositions, généralement d'ordre plutôt conceptuel, et le nécessaire pragmatisme qui devra présider à ses réalisations. Il s'agira donc d'articuler au mieux les éléments suivants:

- les nouveaux apports de la didactique des langues,
- les possibilités réelles qu'offre le champ éducatif, mais aussi ses limites,
- l'importance de l'apprentissage des langues partenaire (L2) et étrangère (L3) et la nécessaire maîtrise de la langue maternelle ou langue du lieu,
- la place des langues estimée à l'aune de l'entier du programme éducatif,
- les opportunités d'implanter ces options dans la situation géographiquement et sociologiquement privilégiée d'un canton qui connaît, sur son territoire, la juxtaposition de deux cultures, donc de deux langues, doublées de l'existence d'une zone bilingue.

En fait, la démarche revient à confronter dans le réel des classes et des établissements scolaires les opportunités à saisir et les étapes de l'apprentissage des langues, telles que les rencontre chaque élève.

L'approche préconisée dans le concept fribourgeois de l'apprentissage des langues valorise les démarches d'enseignement conduites récemment qui, toutes, préconisent l'approche communicative des apprentissages, approche dite fonctionnelle. Elle les complète en proposant des innovations dans différents secteurs, cherchant en cela à élargir et enrichir les connaissances et compétences acquises dans le cadre strict de la discipline.

Au travers de la mise en œuvre d'une palette de dispositifs, dont on attend qu'ils se révèlent féconds, il ne s'agit pas de poursuivre l'objectif peu réaliste de rendre les élèves bilingues ou multilingues au terme de leur scolarité. Il s'agit, en complément de la maîtrise de la langue maternelle ou langue du lieu, de viser l'acquisition de deux langues utiles, utilisables et utilisées, tout en donnant l'envie aux élèves de poursuivre leur propre formation linguistique au terme de leur scolarité.

Visant l'acquisition d'un socle solide de connaissances et de compétences par les élèves, le concept fribourgeois des langues souligne l'importance à accorder à la méthodologie de l'enseignement, aux habitudes d'apprentissage à stimuler et à faire acquérir par les élèves ainsi qu'aux pratiques d'évaluation des compétences langagières destinées à soutenir les élèves dans leurs apprentissages.

Certaines mesures n'ont pas d'incidences financières. D'autres, au contraire, ne pourront voir le jour sans un accompagnement, une coordination et un soutien apportés à leur mise en œuvre ainsi qu'une attention accrue aux conditions cadre. Sur les cinq budgets annuels compris entre 2010 et 2014, ces mesures représentent au total environ 46 EPT et un engagement financier de l'ordre de 900 000 francs, essentiellement à titre de formation. Toutefois, l'essentiel des coûts s'explique surtout par l'ouverture des classes bilingues, qui s'additionneront aux classes existantes plus qu'elles ne les remplaceront. Cette seule mesure représente environ 30 EPT. Les postes destinés à améliorer les conditions d'apprentissage dans les classes totalisent, quant à eux, une dizaine de postes.

En conformité avec les différentes recommandations suisses et européennes, pragmatique dans son souci de concrétisation, non dénué d'ambition, tels pourraient être les caractéristiques du concept fribourgeois de l'apprentissage des langues. Celui-ci a pour objectifs de clarifier les démarches propres au domaine de l'enseignement et de l'apprentissage des langues et d'en définir les contours et priorités, en tenant compte aussi bien du profil attendu des élèves que des ressources humaines et financières à mettre en œuvre afin d'y parvenir.

D'un point de vue formel, le Conseil d'Etat vous demande:

- de prendre note que la suite définitive de la motion N° 110.01 sera décidée lors du vote sur l'actuel article 9 de l'avant-projet de loi sur la scolarité obligatoire, en consultation,
- d'accepter la motion N° 149.06 dans le même sens que la motion N° 110.01, avec suite définitive lors du vote sur l'actuel article 9 de l'avant-projet de loi sur la scolarité obligatoire, en consultation,
- d'accepter la motion N° 1027.07, en ce qui concerne la scolarité obligatoire, dans le même sens que les motions N° 110.01 et 149.06, avec suite définitive lors du vote sur l'actuel article 9 de l'avant-projet de loi sur la scolarité obligatoire, en consultation. S'agissant de la scolarité post-obligatoire, la motion ne demande pas de modification légale, mais la poursuite de l'expérience et de la pratique de la langue partenaire. Pour le post-obligatoire effectivement, les objectifs de la motion seront atteints sans modification légale,
- de prendre acte du rapport faisant suite au postulat N° 2025.07.

---

**BERICHT Nr. 206** *6. September 2010*  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**

- **zur Motion Nr. 110.01 Jacques Baudois/ Bernard Garnier über das Sprachenlernen in der obligatorischen Schule**
- **als Antwort des Staatsrates auf die Motion Nr. 149.06 Madeleine Freiburghaus/Jean-Louis Romanens über den Erwerb der Partnersprache**
- **als Antwort des Staatsrates auf die Motion Nr. 1027.07 Olivier Suter/Jean François Steiert über die Zweisprachigkeit in der Schule**
- **zum Postulat Nr. 2025.07 Solange Berset/Nadine Gobet über das 10. Partnersprachliche Schuljahr**

Hiermit legen wir Ihnen den Bericht zur Motion der Grossräte Jacques Baudois/Bernard Garnier, die Antwort des Staatsrates auf die Motion von Grossrätin Madeleine Freiburghaus und Grossrat Jean-Louis Romanens, auf diejenige der Grossräte Olivier Suter und Jean-François Steiert betreffend Erwerb der Partnersprache und die Antwort auf das Postulat Solange Berset und Nadine Gobet betreffend das 10. Partnersprachliche Schuljahr vor. Das Kantonale Konzept für den Sprachenunterricht in der obligatorischen Schule, die Resultate der Vernehmlassung,

die im Frühling 2009 stattfand, sowie die Anpassungen, welche aufgrund der Stellungnahmen der Vernehmlassungspartnerinnen und -partner gemacht wurden, sind im vorliegenden Bericht zusammengefasst. Der Staatsrat verfolgt mit diesem Bericht die Anliegen der drei Motions und des Postulats weiter.

Einige Elemente, die zur Beantwortung der Fragen betreffend Sekundarstufe II führen, (Motion Suter/Steiert) werden im Kapitel 14 behandelt.

Der Bericht umfasst folgende Kapitel:

**1. Motion Baudois/Garnier**

- 1.1 *Zusammenfassung der Motion Nr. 110.01*
- 1.2 *Antwort des Staatsrates*
- 1.3 *Parlamentarische Debatte*

**2. Motion Freiburghaus/Romanens**

**3. Motion Suter/Steiert**

**4. Postulat Berset/Gobet**

**5. Entwicklung im Sprachenlernen: Vom klassischen Vorgehen zu einer anwendungsorientierten Strategie**

**6 Ist-Zustand im Kanton Freiburg**

- 6.1 *Rückblick*
- 6.2 *Legislaturprogramm 2002–2006*
- 6.3 *Legislaturprogramm 2007–2011*
- 6.4 *Gesetzliche Grundlagen im Kanton Freiburg*
- 6.5 *Zielsetzungen, Inhalte und Lektionsdotation für den Sprachunterricht*

**7. Strategie der EDK und Bundesverfassungsartikel**

- 7.1 *Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule*
- 7.2 *Artikel der Bundesverfassung*

**8. Situation in der Romandie (CIIP) und in den Sprachgrenz-Kantonen der Nordwestschweiz (NW EDK)**

**9. Gemeinsamer Europäischer Referenzrahmen für Sprachen**

**10. Freiburgs kantonales Konzept für den Sprachunterricht: Zwei parallele Wege in neun Vorschlägen**

- 10.1 *Überblick über den Erarbeitungsprozess*
- 10.2 *Schwerpunkt: Aufwertung des Sprachenerwerbs in den Sprachfächern*
- 10.3 *Ein Konzept mit zwei parallelen Wegen: Intensivierung und Neuerungen*

**11. Rahmenbedingungen für die Durchführung**

- 11.1 *Ausbildung der Lehrpersonen*
- 11.2 *Qualitätssteigerung, Klarheit und Logik in den Abläufen, Begleitung bei neuen Dispositiven, Evaluation*
- 11.3 *Lehrmittel und didaktisches Ergänzungsmaterial*
- 11.4 *Arbeitsumfeld vor Ort*
- 11.5 *Stundentafel und Lehrpläne*
- 11.6 *Gesetzliche Aspekte*
- 11.7 *Kommunikation*

**12. Vernehmlassung ausgeführt von der EKSD; Februar–Juni 2009**

- 12.1 *Ergebnisse*
- 12.2 *Organisation und Priorisierung aufgrund der Stellungnahmen aus der Vernehmlassung*

**13. Operationnelle Einführung und Finanzplanung**

## **14. Erfahrung und Praxis des Fremdsprachenunterrichts auf der Sekundarstufe II**

- 14.1 Kantonale Gymnasien – Gymnasialklassen*
- 14.2 Die Fachmittelschulen (FMS)*
- 14.3 Vorschläge zur Förderung des Fremdsprachenunterrichts auf der Sekundarstufe II Allgemeinbildung*
- 14.4 Finanzielle Konsequenzen*
- 14.5 Die Berufsschulen*

## **15. Aufgabenverteilung, Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht, Eurokompatibilität und Gesetzesänderungen**

### **16. Schlussbemerkung**

## **1. MOTION BAUDOIS/GARNIER**

### **1.1 Zusammenfassung der Motion Nr. 110.01**

Am 9. Februar 2001 forderten die Grossräte Jacques Baudois und Bernard Garnier den Staatsrat auf, dem Grossen Rat gesetzliche Bestimmungen nach den folgenden Grundsätzen vorzuschlagen. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport regt die Schulkreise und Ausbildungsstätten an, zusätzliche Massnahmen zu ergreifen, um das Erlernen der Partnersprache und der Fremdsprachen zu fördern. Die pädagogischen Rahmenbedingungen müssen auf kantonaler Ebene unter der Verantwortung der Direktion festgelegt werden, in Absprache mit den verschiedenen Partnern der Schule, insbesondere mit dem Lehrkörper und den Eltern. Eine besondere Aufmerksamkeit wird der Ausbildung der Lehrpersonen und der pädagogischen Begleitung der Projekte sowie ihrer periodischen Evaluation gewidmet. Schliesslich werden angemessene Lösungen auf finanzieller Ebene vorgeschlagen.

### **1.2 Antwort des Staatsrates**

Am 18. September 2001 nimmt der Staatsrat Stellung zur Situation nach der Abstimmung vom 24. September 2000, an der das Freiburger Volk mit einer Mehrheit von 50,41% der Stimmen die Änderung von Artikel 7 des Schulgesetzes abgelehnt hat. Der verworfene Text sah in allen Schulkreisen des Kantons zusätzlich zum Sprachunterricht auch Fachunterricht in der anderen Sprache vor. In seiner Antwort hält der Staatsrat fest, dass die nicht von der Abstimmung betroffenen Massnahmen weitergeführt beziehungsweise rasch eingeführt würden: Früherer Fremdsprachenunterricht und neue Methoden, Verstärkung der Austausche, Weiterbildung der Lehrpersonen, Bildung einer kantonalen Kommission. Es erfolgt eine Standortbestimmung zu den von der Direktion bewilligten Versuchsprojekten, und der Rahmen ihrer Entwicklung und ihrer pädagogischen Begleitung wird in Erinnerung gerufen. Schliesslich wird das Gesamtkonzept für das Lernen der Partnersprache und anderer Sprachen neu überprüft. Es ist bereits klar, dass das Konzept nicht mehr am Grundsatz des allgemeinen Immersionsunterrichts für den obligatorischen Schulunterricht im ganzen Kanton festhält.

### **1.3 Parlamentarische Debatte**

Am 2. Oktober 2001 bedanken sich die Grossräte Jacques Baudois und Bernard Garnier beim Staatsrat für die Berücksichtigung ihrer Motion und für die ausführliche

Antwort. Mehrere Grossräte unterstreichen die Bemühungen des Staatsrats und loben die Schritte, welche die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) seit vielen Jahren zur Förderung eines guten Sprachunterrichts eingeleitet hat. Durch alle Parteien hindurch sind sich diejenigen Grossräte, die sich geäussert haben, einig, dass eine enge Beziehung zwischen der Beherrschung einer zweiten (oder sogar dritten) Sprache, der wirtschaftlichen Entwicklung einer Region und den Chancen des beruflichen Weiterkommens besteht. Zudem wird eine bessere Kenntnis der Partnersprache als Element des kulturellen Zusammenhalts auf regionaler und nationaler Ebene angesehen.

Die Diskussionen, die im Grossen Rat an jenem 2. Oktober 2001 geführt wurden, erlaubten die Bemühungen zur Verbesserung des Sprachenerwerbs (Partnersprache, aber auch andere Sprachen) sowohl auf methodisch-didaktischer Ebene als auch auf Ebene der Lehrerausbildung (Grund- und Weiterbildung) deutlich hervorzuheben. Diese Fragen standen im Übrigen im Zentrum des Auftrags, der am 1. Februar 2001 gebildeten kantonalen Kommission für «die Förderung der Partnersprache und anderer Sprachen». Bei der Abstimmung wurde die Motion mit 103 Stimmen ohne Gegenstimme angenommen. Der vorliegende Bericht stellt eine Etappe in der Weiterverfolgung der Motion dar. Er beinhaltet das Kantonale Konzept, auf dessen Basis die definitive Weiterverfolgung dieses parlamentarischen Vorstosses mit der Änderung des Schulgesetzes abgeschlossen wird, genauer gesagt mit dem Art. 9 zur Förderung des Sprachenlernens im Vorentwurf des Gesetzes über die obligatorische Schule, das momentan in der Vernehmlassung ist.

## **2. MOTION FREIBURGHAUS/ROMANENS**

### **Zusammenfassung der Motion Nr. 149.06**

Grossräatin Madeleine Freiburghaus und Grossrat Jean-Louis Romanens stellen dem Staatsrat am 15. Mai 2006 per Motion den Antrag, dass er dem Grossen Rat einen Änderungsentwurf für das Schulgesetz vom 23. Mai 1985 im Sinne der freiwilligen Einführung eines Immersionsunterrichts in der Partnersprache vorlege. Es geht dabei um Artikel 7 SchG, um die Schulkreise zu ermächtigen, einen solchen Unterricht in Absprache mit der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport einzuführen.

In der Begründung ihrer Motion weisen die Grossräatin und der Grossrat auf die Bedeutung der Sprachkenntnisse, insbesondere in einem zweisprachigen Kanton, und auf den kantonalen Zusammenhalt sowohl auf politischer wie auch auf wirtschaftlicher Ebene hin. Sie erklären die Gründe für die Ablehnung des Textes, der dem Volk am 24. September 2000 zur Abstimmung vorgelegt wurde, sowie die Schwierigkeiten für Französischsprachige, das nicht gesprochene Standarddeutsch zu lernen. Sie sehen eine angemessene Lösung darin, dass ein Eintauchen in die Sprache ermöglicht wird, indem bestimmte Fächer in der anderen Sprache unterrichtet werden (Immersionsunterricht). Ihrer Meinung nach schadet ein solcher Unterricht den Kindern nicht, es sei auch keine Germanisierung zu befürchten und die Schulkreise sollen freie Wahl haben. Eine der bedeutenderen Gründe für die Ablehnung an der Volksabstimmung sei gerade der zwingende Charakter des vorgeschlagenen Textes gewesen. Könnten die Gemeinden selber entscheiden, ob sie die sprachlichen Kompetenzen ihrer Lehrpersonen nutzen wollen, so wer-

de vermieden, dass der Vorstoss als Zwangsmassnahme empfunden wird.

Der Staatsrat beantragt die Annahme der Motion im gleichen Sinne, wie die vorangehende (Nr. 110.01). Der Art. 9 zur Förderung des Sprachenlernens im Vorentwurf des Gesetzes über die obligatorische Schule, das momentan in der Vernehmlassung ist, wird die definitive Weiterverfolgung dieser Motion darstellen.

### 3. MOTION SUTER/STEIERT

#### Zusammenfassung der Motion Nr. 1027.07

Am 12. September 2007 stellen die Grossräte Olivier Sutter und Jean-François Steiert dem Grossen Rat per Motion den Antrag, gesetzliche Bestimmungen im Schulgesetz zu erlassen, um das Erlernen der Partnersprache in den Freiburger Schulen zu fördern, indem die nötigen finanziellen wie auch personellen Ressourcen zur Verfügung gestellt werden, damit die Bezeichnung «bilingualer Kanton» konkretisiert werde.

Mit dieser Bestimmung wollen sie insbesondere erreichen, dass die Kinder ab Kindergartenalter in die 2. Landessprache eintauchen, dann während der obligatorischen Schulzeit die Sprachkenntnisse der Partnersprache entwickeln und vertiefen.

Sie fordern auch, dass die Erfahrung und der Umgang mit der Partnersprache in der Sekundarstufe II weiter geführt werden.

Letztlich wollen sie, dass diese Massnahmen weiter ausgebaut und begleitet werden, so dass ein intensiveres Kennenlernen der anderen Kultur möglich werde, welches Annäherung, Verständnis und Respekt zwischen den beiden sprachlichen Gemeinschaften bewerkstellige.

In der Begründung ihrer Argumentation weisen die beiden Grossräte auf die ausserordentliche kulturelle und geografische Situation des Kantons Freiburg hin; diese reelle Brücke zwischen den beiden wichtigsten schweizerischen und europäischen Kulturen, auf seine zweisprachige Hauptstadt, die eine der wenigen bilingualen Universitäten in Europa beherbergt, dann die bilinguale Pädagogische Hochschule, wie auch andere Bildungsinstitutionen, die sowohl Immersion als auch bilingualer Unterricht anbieten. Ihrer Meinung nach profitiert der Kanton Freiburg zu wenig von diesem Reichtum, obwohl er diesen immer als seine Besonderheit hervorhebt. Sie schlagen vor, dass die Zweisprachigkeit systematisch und intensiv in den Schulen des Kantons praktiziert werde und zwar so, dass sie allen offen stehe, schon ab Kindergartenalter, um damit die Chance der Bevölkerung zu vergrössern, eine Arbeitsstelle hier oder auswärts zu finden, und um letztlich auch dem Kanton die Möglichkeit zu geben attraktiver für Betriebe zu sein, die sich hier niederlassen möchten.

Sie betonen auch, dass das Anliegen der hier vorgelegten Motion bereits in mehreren Studien wie auch in verschiedenen Empfehlungen der interkantonalen Erziehungsdi- rektorenkonferenzen des obligatorischen Unterrichts ausgeführt wurde. Zusammen mit den Erfahrungen und der Praxis, die in der Schweiz und weltweit betreffend Zwei- und Mehrsprachigkeit gemacht wurden, müssten diese Studien und Empfehlungen eine hinreichende Basis bilden, um einen entsprechenden Gesetzesentwurf zu erarbeiten.

Der Staatsrat beantragt die Annahme der Motion im gleichen Sinne, wie die zwei vorangehenden (Nr. 110.01 und 149.06). Was die obligatorische Schule betrifft, wird auch hier der Art. 9 zur Förderung des Sprachenlernens im Vorentwurf des Gesetzes über die obligatorische Schule, das momentan in der Vernehmlassung ist, die definitive Weiterverfolgung dieser Motion darstellen. Hingegen sind für die beantragten Verstärkungen der Massnahmen der nachobligatorischen Schulzeit keine Gesetzesänderungen nötig.

### 4. POSTULAT Berset/GOBET

#### Zusammenfassung des Postulats Nr. 2025.07

In ihrem Postulat, das sie am 12. Dezember 2007 eingereicht haben, verweisen die Grossrätinnen Solange Berset und Nadine Gobet auf die Möglichkeit des 10. Partnersprachlichen Schuljahrs ([www.bucoli.ch](http://www.bucoli.ch)) und fordern den Staatsrat auf, einen Bericht über dieses Schuljahr zu verfassen, den Ablauf dieses Austauschangebots sowie die geforderten Kriterien zu analysieren und die notwendigen Änderungen vorzunehmen. Die beiden Grossrätinnen betonen die Bedeutung und die offensichtlichen Vorteile eines 10. Partnersprachlichen Schuljahrs und ersuchen den Staatsrat, alles zu unternehmen, damit Jugendliche, die dies wünschen, von diesem Angebot profitieren können.

In seiner **Antwort vom 19. Juni 2008** erläutert der Staatsrat die Modalitäten zum 10. Partnersprachlichen Schuljahr, die Funktionsweise und die Zugangskriterien. Er ruft auch die verschiedenen Vereinbarungen in Erinnerung, an die der Kanton Freiburg gebunden ist:

- Im Regionalen Schulabkommen (RSA) 2000 der Nordwestschweiz (SGF 416.4) über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden werden die Details des Schulbesuchs geregelt und das Schulgeld genau festgelegt. Dieses Abkommen wurde von den Kantonen Aargau, Bern, Basel-Land, Basel-Stadt, Freiburg, Luzern, Solothurn und Zürich unterzeichnet. In der Zwischenzeit wurde das RSA 2000 durch das Regionale Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009) ersetzt und das entsprechende Gesetz (ASF 2009\_014) ist am 1. Mai 2009 in Kraft getreten. Der Kanton Wallis kam neu dazu und ab 1. August 2010 wird auch der Kanton Jura dem Abkommen beitreten.
- Die interkantonale Vereinbarung der CIIP (ASF 2005\_097) in dem der Schulbesuch ausserhalb des Wohnkantons geregelt wird.

Der Staatsrat hat das Postulat zur Annahme empfohlen und die erarbeiteten Vorschläge aus dem Kantonalen Sprachenkonzept in den vorliegenden Bericht integriert. Er beantragt seine Vorschläge wie einen Bericht auf ein Postulat zur Kenntnis zu nehmen.

### 5. ENTWICKLUNG IM SPRACHENLERNEN: VOM KLASSISCHEN VORGEHEN ZU EINER ANWENDUNGSORIENTIERTEN STRATEGIE

Der Unterricht in modernen Fremdsprachen ist lange im selben Schema verharrt, so wie es im Latein- oder Altgriechischunterricht üblich war: Wortschatz, Grammatik,

Übersetzungen in beiden Richtungen, wenn möglich von klassischen Texten ausgehend. Aber, die beiden Sprachgruppen setzen im Lernen eine unterschiedliche Logik voraus.

Seit den 1970er Jahren hat der kommunikative Zugang – zuerst in der Theorie, später in der Praxis des Schulalltags – mit der Sichtweise eines interkulturellen Sprachenunterrichts nach und nach neue Aspekte in den Spracherwerb gebracht, die in neuen Lernmethoden zum Ausdruck kommen. Es geht nicht mehr um den Selbstzweck der Kenntnisse und der Anwendung von Grammatikwissen, um Wortschatzlernen über Seiten hinweg, sondern um die Fähigkeit zur sprachlichen Interaktion in einer privaten oder beruflichen Kommunikationssituation: Geschriebenes und Gehörtes gesamthaft verstehen, sich verständlich machen, Bedürfnisse möglichst unverfälscht formulieren können, eine möglichst breite Kenntnis der anderen Kultur, das sind ebenso unverzichtbare Fähigkeiten, um sich in einer Welt zurecht zu finden, in der die Kommunikationsmöglichkeiten exponentiell ansteigen. Aus eben diesem Grund müssen die Aktivitäten im Sprachunterricht um eine ganze Reihe zusätzlicher Anlässe erweitert werden, in denen direkte Kontakte mit der Zielsprache, mit ihrer Kultur und ihrer Zivilisation zustande kommen.

Zu dieser mehr funktionellen Dimension des Sprachenlernens muss noch die plurilinguale Situation hinzugefügt werden, die ihre Wichtigkeit mit dem Englischunterricht ab 5. Primarklasse einnehmen wird, dessen Einführung ab 2013 vorgesehen ist. Wenn eine neue Sprache erlernt wird, ist es bedeutsam, dass die Schülerinnen und Schüler alle Lernstrategien, die sie vorher erarbeitet haben, sei es in der Unterrichtssprache (lokale Landessprache oder L1), in der ersten unterrichteten Fremdsprache (L2) oder in einer anderen in der Familie gesprochenen Sprache (Migrationssprache) anwenden. Diese plurilinguale Vision des Sprachlernprozesses wird unterstützt mit der möglichst frühen Sensibilisierung und Öffnung zu den Fremdsprachen (EOLE/ELBE) und mit der Einführung des europäischen Referenzrahmens für Sprachen (ESP I und ESP II), welche mittelfristig während der ganzen Schulzeit eingesetzt werden (siehe Vorschläge 5 und 7). Diese globale Vision des Sprachenlernens in der Schule soll den Leitfaden in der Aus- und Weiterbildung der Lehrpersonen sowie auch in der Wahl neuer Lehr- und Lernmaterialien bilden, um zu verhindern, dass der Sprachenerwerb, wenigstens während der obligatorischen Schulzeit, nur ein zusätzlicher Sprachkurs ist.

## 6. IST-ZUSTAND IM KANTON FREIBURG

### 6.1 Rückblick

Auf der Sprachgrenze gelegen, hat der Kanton Freiburg mit seinen Anteilen an französischsprachiger und an deutschsprachiger Bevölkerung (2/3 Französischsprachige und 1/3 Deutschsprachige) dem Erlernen der Partnersprache immer vorrangige Aufmerksamkeit geschenkt. Nebst den zweisprachigen Städten Murten und Freiburg weisen viele Gemeinden erhebliche Anteile der jeweils anderssprachigen Volksgruppe auf. Dieser besondere Umstand war die stärkste Triebfeder für eine langjährige Sprachenlernkultur in diesem Kanton. In diesem Sinne sind für die obligatorische Schulzeit seit den 1980er Jahren zahlreiche Änderungen zur Verbesserung des Fremdsprachenerwerbs eingeführt worden: Neue Lehr- und

Lernmaterialien, progressive Vorverlegung des Einstiegs (L2 in der 4. Kl., später in der 3. Kl., Englisch für alle Schülerinnen und Schüler, ab 8., dann ab 7. Schuljahr), Erweiterung der Lektionsdotation für alle, Angebot eines 10. Partnersprachlichen Schuljahres, Entwicklung von besonderen Sprachprojekten in mehreren Schulkreisen und die Verbesserung der Weiterbildung der Lehrpersonen.

Im Februar 2001, nach der erwähnten Abstimmungsniederlage, wurde eine kantonale Kommission beauftragt, «das Sprachenkonzept gesamthaft zu untersuchen, Änderungsvorschläge zu unterbreiten, um dem Abstimmungsresultat Rechnung zu tragen ...». Auf der Basis der Arbeit dieser Kommission unterbreitet der vorliegende Bericht ein Konzept, welches die Zielvorstellungen für eine Politik des Sprachenerwerbs in der Schule für den ganzen Kanton Freiburg festhält.

### 6.2 Legislaturprogramm 2002–2006

Der Wille des Kantons zur sprachlichen Förderung und zu anderen Reformen kommt im «Regierungsprogramm für die Legislaturperiode 2002–2006» deutlich zum Ausdruck. Darin stehen schon einige Vorschläge, die in der Zielsetzung Nr. 2 dargelegt werden. Die meisten im Legislaturprogramm genannten Ziele zur Förderung des Sprachenerwerbs in der obligatorischen Schulzeit wurden verwirklicht und zwar die Austauschprogramme (insbesondere das zusätzliche 10. Partnersprachliche Schuljahr), das Angebot einer zweisprachigen Matura, die Einführung des Europäischen Sprachenportfolios auf der Gymnasialstufe, die erweiterten Anforderungen sowohl beim Eintritt in die Pädagogische Hochschule (PH-FR) als auch während der Ausbildung, damit die zukünftigen Lehrpersonen über Kompetenzen in der Partnersprache verfügen. Die Universität sieht vor, das Programm der Zweisprachigkeit mit zweisprachigen Diplomen zu erweitern. Ein weiterer wichtiger Aspekt, die möglichst frühe Sensibilisierung und Öffnung der Schüler für Fremdsprachen ab Kindergarten, wird im französischsprachigen Kantonsteil ab Herbst 2010 umgesetzt, die Ausbildung der Lehrpersonen wird im Schuljahr 2009/10 abgeschlossen sein. Im deutschsprachigen Kantonsteil werden Unterrichtsmaterialien (EOLE/ELBE) entwickelt.

### 6.3 Legislaturprogramm 2007–2011

Im aktuellen Regierungsprogramm will der Kanton sowohl in der Schweiz wie auch im Ausland das Bild eines offenen Kantons vermitteln, der durch seine Zweisprachigkeit Beziehungen zwischen deutscher und französischer Kultur schafft. Er will die Harmonisierung der obligatorischen Schule in Zusammenarbeit mit den Kantonen weiter verfolgen, insbesondere in der Entwicklung folgender Projekte:

- Das Gesetz, welches den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung für die Harmonisierung der obligatorischen Schule regelt (neu);
- Das Gesetz, welches den Beitritt des Kantons Freiburg zur «Convention scolaire romande» regelt (neu).

Während dieser Legislatur verfolgte der Staatsrat seine Bemühungen weiter, um die Zweisprachigkeit als Chance für die Verständigung zwischen den Sprachgemeinschaften im Kanton zu festigen, indem der Fremdsprachunterricht und Austausche mit der Partnersprache

gefördert wurden. Um sich die notwendigen Mittel zur Verständigung und Anwendung der Partnersprache ab Schuleintritt zur Verfügung zu stellen, wird ein generelles Sprachenkonzept für den Unterricht der Partnersprache und der Fremdsprachen während der obligatorischen Schulzeit verabschiedet. Diese Massnahmen werden die Angebote in den weiterführenden Schulen attraktiver und effizienter machen, z.B. die zweisprachige Matura, die systematisch an den Gymnasien angeboten wird oder die verschiedenen Möglichkeiten, die von den Hochschulen angeboten werden, die sich als zweisprachige Schulen profilieren müssen. (Universität, PH, ...). Während dieser Legislatur werden auch Massnahmen umgesetzt, die das Erlernen der englischen Sprache ab 5. Primarklasse ermöglichen.

#### 6.4 Gesetzliche Grundlagen im Kanton Freiburg

Die Kantonsverfassung (RSF 10.1) vom 1. Januar 2005 nennt folgende Grundsätze:

##### Art. 6 Sprachen

<sup>1</sup> *Französisch und Deutsch sind die Amtssprachen des Kantons.*

<sup>2</sup> *Ihr Gebrauch wird in Achtung des Territorialprinzips geregelt: Staat und Gemeinden achten auf die herkömmliche sprachliche Zusammensetzung der Gebiete und nehmen Rücksicht auf die angestammten sprachlichen Minderheiten.*

<sup>3</sup> *Die Amtssprache der Gemeinden ist Französisch oder Deutsch. In Gemeinden mit einer bedeutenden angestammten sprachlichen Minderheit können Französisch und Deutsch Amtssprachen sein.*

<sup>4</sup> *Der Staat setzt sich ein für die Verständigung, das gute Einvernehmen und den Austausch zwischen den kantonalen Sprachgemeinschaften. Er fördert die Zweisprachigkeit.*

<sup>5</sup> *Der Kanton fördert die Beziehungen zwischen den Sprachgemeinschaften der Schweiz.*

Gegenüber dem früheren Verfassungstext unterstreicht der neue sehr deutlich die Öffnung zum Deutschen bzw. zum Französischen hin, in erster Linie durch die Empfehlung der Zweisprachigkeit, die in der früheren Kantonsverfassung noch unerwähnt blieb. Der neue Wortlaut erlaubt zudem den Gemeinden mit einer erheblichen angestammten Sprachminderheit eine eigentliche Offizialisierung von Französisch und Deutsch, wovon im früheren Text nicht die Rede war.

Das Gesetz über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule vom 23. Mai 1985 (SchG 411.0.1) präzisiert, in welcher Sprache unterrichtet werden soll:

##### Art. 7 Unterrichtssprache

<sup>1</sup> *Der Unterricht wird in den Schulkreisen, deren Amtssprache Französisch ist, auf Französisch und in den Schulkreisen, deren Amtssprache Deutsch ist, auf Deutsch erteilt.*

<sup>2</sup> *Gehören einem Schulkreis entweder eine Gemeinde mit französischer und eine Gemeinde mit deutscher Amtssprache oder eine zweisprachige Gemeinde an, so gewährleisten die Gemeinden des Schulkreises den unentgeltlichen Besuch der öffentlichen Schule in beiden Sprachen.*

Im Projekt des zukünftigen Schulgesetzes wird ein Artikel zur Förderung des Sprachenerwerbs hinzugefügt, der die Umsetzung der besonderen Massnahmen, so wie sie im Sprachenkonzept vorgesehen sind, ermöglichen.

#### 6.5 Zielsetzungen, Inhalte und Lektionsdotation für den Sprachunterricht

Die in jeder Primarschulstufe und in der Orientierungsschule (OS) zu erreichenden Lernziele sind derzeit in den kantonalen freiburgischen Lehrplänen festgehalten, «le plan d'études romand» (PER) für den französischsprachigen Kantonsteil und der künftige Lehrplan 21 für den deutschsprachigen Kantonsteil. Diese Lehrpläne entsprechen dem europäischen Referenzrahmen für Sprachen. Am Ende der obligatorischen Schulzeit sollen alle Schüler und Schülerinnen in der L2 und L3 (Englisch) das Niveau A2 erreichen (siehe Kap. 8).

Im französischsprachigen Kantonsteil sind sukzessive folgende Lehrmittel eingeführt worden: Tamburin (Bd. 1 in der 3. Kl. und 4. Kl., Bd. 2 in der 5. Kl.) und Geni@l in der 6. Kl. bis ins 3. OS-Jahr<sup>1</sup> Im deutschsprachigen Kantonsteil ist es «Bonne Chance» für die gesamte obligatorische Schulzeit (von der 3. Kl. bis ins 3. OS-Jahr). Neue Lehr- und Lernmaterialien werden im Rahmen des Projekts «Passepartout – Fremdsprachen an der Volkschule» erarbeitet.

Für die englische Sprache in den Orientierungsschulen wird im französischsprachigen Kantonsteil «New Live», im deutschsprachigen «Ready for English» verwendet.

##### Aktuelle Lektionsdotation:

L2: Deutsch bzw. Französisch	Französischsprachiger Kantonsteil (L2 = Deutsch)	Deutschsprachiger Kantonsteil (L2 = Französisch)
Primar: 3. Kl. bis 4. Kl.	2 Einheiten/Woche	2 Einheiten/Woche
Primar: 5. Kl. bis 6. Kl.	2 Einheiten/Woche	3 Einheiten/Woche
OS: je nach Klassentyp	3 oder 4 Einheiten/ Woche	4 Einheiten/Woche
Werkklassen	Individuelle Programme	

**Englisch (L3)** wird in der gesamten Sekundarstufe I an allen Schulen des Kantons seit 2003 unterrichtet, und zwar im französischsprachigen Teil im 7. Schuljahr; wöchentlich 2 Einheiten, im 8. und im 9. Schuljahr, wöchentlich 3 Einheiten. Auf deutschsprachiger Seite sind es wöchentlich 2 Einheiten im 7. und im 8. Schuljahr und 3 Einheiten im 9. Schuljahr.

**Italienisch (L4)** wird als Wahlfach angeboten.

<sup>1</sup> Génial wird ab Schuljahr 2009 in der 6. Primarklasse eingesetzt (5 Einführungslektionen), somit werden die letzten Lektionen von Tamburin ersetzt, da die Themen dem Alter der Schülerinnen und Schüler nicht entsprechen.

## 7. STRATEGIE DER EDK<sup>1</sup> UND BUNDESVERFASSUNGSArtikel

### 7.1 Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule

Anlässlich der Vollversammlung vom 25. März 2004 hat die EDK ihren Arbeitsplan sowie die gemeinsame Zielsetzung wie folgt festgelegt:

- wichtige Massnahmen zur Förderung und Begleitung der Schüler ab Schuleintritt (KG), mit dem Ziel, Kompetenzen in der lokalen Landessprache (Standardsprache) aufzubauen und diese zu vertiefen;
- kurzfristige Einführung des Englischunterrichts für alle Schüler ab dem 7. Schuljahr;
- zwei Fremdsprachen für alle, d.h. eine Landessprache und Englisch, ab 2012/13, die erste spätestens in der 3. Primarklasse, die zweite spätestens ab der 5. Primarklasse;
- allgemeine Einführung des Europäischen Sprachenportfolios;
- Ausbildung des Lehrkörpers: Festlegung von Anforderungen für die Zulassung zur Grundausbildung (Sprachkompetenz) und für den Abschluss (sprachliche und didaktische Kompetenzen), Anerkennung des Profils, das eine Fächergruppe abdeckt, als Zusatz zum Anerkennungsreglement der Lehrpatente der Vorschul- und Primarstufe;
- Festlegung von Standards in der für die Lokalsprache erwarteten Kompetenz am Ende der 2., 6. und 9. Klasse, und erwartete fremdsprachliche Fähigkeiten am Ende der 6. und 9. Klasse (HarmoS<sup>2</sup>);
- regelmässige landesweite Evaluation der Ergebnisse des Sprachunterrichts gemäss den Standards von HarmoS;
- Schaffung einer nationalen Austauschagentur;
- Aufbau eines nationalen Kompetenzzentrums für Sprachen.

### 7.2 Artikel der Bundesverfassung

Die neuen Bildungsartikel in der Bundesverfassung, denen das Volk am 21. Mai 2006 zugestimmt hat, insbesondere das Subsidiaritätsprinzip, das erlaubt, die Kantone zur Einigung zu veranlassen, sind ein erster Schritt hin zu einer weitergehenden Harmonisierung der schweizerischen Schulsysteme, insbesondere im Bereich des Spracherwerbs.

Auch auf Bundesebene ist das Gesetz über die Landessprachen und das gegenseitige Verständnis zwischen den verschiedensprachigen Volksgruppen am 1. Januar 2010 in Kraft getreten. Dieses Gesetz verfolgt das Ziel, die Viersprachigkeit der Schweiz zu festigen und so den nationalen Zusammenhalt zu unterstützen. Das Gesetz fördert den Austausch zwischen den Sprachgruppen auf Schüler- und Lehrerebene auf allen Schulstufen (Artikel 14 bis 16). Im Artikel 17 schlägt es die Schaffung einer Institution zur Förderung der Mehrsprachigkeit vor. Eine entsprechende Verordnung wird nächstens erwartet.

<sup>1</sup> EDK: Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren  
<sup>2</sup> HarmoS: Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule

## 8. SITUATION IN DER ROMANDIE (CIIP<sup>3</sup>) UND IN DEN SPRACHGRENZ-KANTONEN DER NORDWESTSCHWEIZ (NW EDK<sup>4</sup>)

Der an der Sprachgrenze liegende Kanton Freiburg gehört zwei Regionalkonferenzen der EDK an: der CIIP für den französischsprachigen Kantonsteil und der NW EDK für den deutschsprachigen Kantonsteil, der Mitglied des Projekts «Passepartout- Fremdsprachen an der Volksschule» ist. Es handelt sich um eine Kooperation zwischen den 6 Sprachgrenzkantonen, die Französisch als L2 gewählt haben (BS; BL; SO; BE; FR; VS).

Die Entscheide betreffend die Sprachenpolitik der beiden Konferenzen gehen in die Richtung der Empfehlungen des Europarats und der EDK-Strategie. Die Unterschiede zwischen den beiden Sprachgemeinschaften liegen im Wesentlichen beim Vorrang, der dem einen oder anderen Fach, je nach regionalen Bedürfnissen, eingeräumt wird, und die jedem Projekt eigene Entwicklung. Beide weisen weitgehend übereinstimmende Prioritäten auf, mit einigen Nuancen, die für die Erarbeitung des Freiburger Sprachenkonzepts unproblematisch sind.

## 9. GEMEINSAMER EUROPÄISCHER REFERENZRAHMEN FÜR SPRACHEN

Dieser Europäische Referenzrahmen, der 2001 vom Europarat veröffentlicht wurde, stellt einen vollständig neuen Zugang zur detaillierten Beschreibung und Eichung von Sprachfertigkeiten und verschiedenen Sprachkenntnissen dar, mit dem Ziel die schulische und die berufliche Mobilität in Europa zu unterstützen.

Der Referenzrahmen definiert die Grundkenntnisse des Sprachenerwerbs (Hören, Sprechen, Lesen und Schreiben) in einem System von sechs Niveaus. Diese sechs Kompetenzstufen entsprechen der klassischen Dreiteilung: Grund- Mittel- und Oberstufe:

- |                          |           |
|--------------------------|-----------|
| • Elementarsprecher:     | A1 und A2 |
| • Unabhängiger Sprecher: | B1 und B2 |
| • Erfahrener Sprecher:   | C1 und C2 |

Auf der Grundlage der verschiedenen Europäischen Sprachenportfolios (ESP) wurden mehrere Modelle konzipiert, die von den Ländern und Sprachregionen weiter entwickelt werden können, indem sie auch an das Alter der Schülerinnen und Schüler und der Studierenden angepasst werden. Das Portfolio lädt die Europäerinnen und Europäer ein und ermutigt sie, zu ihrer ersten Sprache (Muttersprache oder Ortssprache) weitere Sprachen zu lernen und andere Kulturen zu entdecken. Es verfolgt auch das Ziel, die sprachliche und kulturelle Vielfalt in Europa zu erhalten sowie Austausche und die Verständigung zwischen den Völkern zu fördern.

Es ermöglicht eine deutliche Einstufung der Sprachkenntnisse und der persönlichen interkulturellen Erfahrungen auf einer international vergleichbaren Ebene. Zudem regt es zur Reflexion über das eigene Lernen an.

<sup>3</sup> CIIP: Conférence Intercantonale de l'Instruction Publique de la Suisse romande et du Tessin  
<sup>4</sup> NW EDK: Nordwestschweizerische Erziehungsdirektorenkonferenz

## **10. FREIBURGS KANTONALES KONZEPT FÜR DEN SPRACHUNTERRICHT: ZWEI PARALLELE WEGE IN NEUN VORSCHLÄGEN**

### **10.1 Überblick über den Erarbeitungsprozess**

Im Februar 2001 wurde eine kantonale Kommission gebildet, die den Auftrag hatte, «das Gesamtsprachenkonzept zu überprüfen, Änderungen vorzuschlagen und dabei die Abstimmungsergebnisse zu berücksichtigen, die bereits begonnenen und mit verschiedenen Schulstufen im Sprachbereich vorzusehenden Arbeiten zu koordinieren und die Weiterbildung des Lehrpersonals zu fördern». Die Arbeiten dieser Kommission führten zu einem ersten Bericht, welcher der EKSD 2004 vorgelegt wurde. Er wurde in eine interne Vernehmlassung beim Kaderpersonal und den pädagogischen Mitarbeitern gegeben. Aus dieser Vernehmlassung ging hervor, dass die von der Kommission vorgeschlagene Ausrichtung und die damit verbundenen Vorschläge sowie gewisse didaktische Ansätze und die Organisation überarbeitet werden müssen. Inzwischen mussten die auf Ebene der Sprachregionen (CIIP und NW EDK) erfolgten Arbeiten und die Verfassungsänderung berücksichtigt und in die Vorgaben der EDK-Strategie integriert werden. Der in die Vernehmlassung geschickte Bericht bezog diese Elemente ein und legte den Rahmen für den Sprachenerwerb in der obligatorischen Schule des Kantons Freiburg fest.

### **10.2 Schwerpunkt: Aufwertung des Sprachen-erwerbs in den Sprachfächern**

Der Sprachenunterricht, so wie er heute praktiziert wird, wird für die Schülerinnen und Schüler noch lange ein wichtiger Weg bleiben, um ihre sprachlichen Kompetenzen systematisch zu erweitern und Bekanntschaft mit der Zielsprachenkultur zu machen. Durch seine Organisation und Funktionsweise gewährleistet unser Schulsystem die für jedes Lernen nötige Regelmässigkeit, fördert durch den für alle Schülerinnen und Schüler geltenden Stundenplan Gleichbehandlung und ermöglicht damit einen guten Ausgleich zwischen den Anforderungen des Lehrplans und der Lernfähigkeit der Schülerinnen und Schüler, die so dank der Anpassungsmöglichkeiten im Rhythmus, in der Dauer der Übungsphasen und bei den nötigen Wiederholungen Fortschritte machen können.

Die im Verlauf der letzten Jahrzehnte gemachten Fortschritte gewährleisten ausreichende Kompetenzen am Ende der obligatorischen Schule für eine funktionale Sprachkompetenz in der gelernten Sprache gemäss Beschreibung des Niveaus A2/B1 des ESP.

### **10.3 Ein Konzept mit zwei parallelen Wegen: Intensivierung und Neuerungen**

Es ist zu erwarten, dass der schulische Sprachenunterricht aus den heute bestehenden Möglichkeiten noch grösseren Nutzen ziehen wird; dabei gilt es,

- durch die Nutzung der in den letzten Jahren neu entwickelten und bereitgestellten Dispositive die Unterrichtsqualität **zu verbessern** (das Lernen sorgfältiger, solider und geschickter zu gestalten);
- das Sprachenlernen durch ein gezieltes Angebot neuer Lernmöglichkeiten **zu erneuern**.

Der erste Schritt bedeutet, dass im Umfeld des Kernbereichs des Sprachenunterrichts das derzeitige Angebot während und ausserhalb der Schulzeit ausgebaut wird: Grundsätzliche Überprüfung der Methodik im Hinblick auf die erste Priorität, also die kommunikative Kompetenz, Klassenaustausch, zusätzliches 10. Partnersprachliches Schuljahr, systematischer Bezug der IKTB<sup>1</sup>, besserer Einbezug der Migrationssprachen.

Ein zweiter Ansatz besteht im Angebot von neuen Fördermassnahmen, die entweder im normalen Unterricht integriert oder wahlweise auf ausserschulischer Ebene angeboten werden. Zu diesen neuen Aspekten, die auch in den interkantonalen Empfehlungen erwähnt werden, gehören insbesondere das Sprachenbewusstsein (EOLE/ELBE), die Verwendung des Sprachenportfolios (ESP), die Einführung von Englisch ab 5. Kl., aber auch die schulhausinterne Durchführung von Sprachprojekten: Frühunterricht in L2, Schaffung zweisprachiger Klassen in zweisprachigen Grenzgebieten, Schritte in Richtung eines in andere Fächer integrierten Sprachunterrichts.

Das Konzept nennt schliesslich auch die allgemeinen, dem Sprachenerwerb förderlichen Grundvoraussetzungen, unabhängig von den gewählten Sondermassnahmen: Ausbildung der Lehrpersonen, Qualitätssicherung, Evaluationssysteme, Wahl der Lehrmittel, Arbeitsbedingungen in den Schulzimmern und die Platzierung der Sprachlektionen im Stundenplan.

### **Intensivierungen**

#### **Vorschlag 1: Lernen im Fachunterricht: mannigfaltige Sprachverwendung und eine neu überdachte Methodik**

- a. Anzustreben ist ein Fremdsprachenunterricht, bei dem die Schülerinnen und Schüler auf funktionale Sprachverwendung ausgerichtete Kompetenzen entwickeln, die es ihnen ermöglichen, sich mündlich und schriftlich zu verständigen und zu kommunizieren.
- b. Es werden Lehrmittel ausgewählt, die diesen Zugang erleichtern.
- c. Die Lehrpläne werden ebenfalls auf diese Zielsetzung hin ausgerichtet und sichern durch ihre Kohärenz in den Inhalten den Übertritt in die folgenden Schulstufen.
- d. Den Lehrpersonen wird eine ergänzende Weiterbildung zur Verbesserung der eigenen Sprachkompetenzen und Didaktik angeboten.

#### **Vorschlag 2: Sprachlicher Schülerinnen- und Schüleraustausch: Austauschveranstaltungen werden während der gesamten Schulzeit angeregt und intensiviert.**

- a. Entfernter Kontakt über verschiedene briefliche Kanäle.
- b. Besuche oder Begegnungen: klassen- oder halbklassenweise, individuell, im Turnusverfahren (nacheinander verbringen Schülerinnen und Schüler einige Lektionen, Tage oder bis zu einer Woche in der Partnerklasse und in einer Partnerfamilie und erleben so eine eigentliche Immersionssituation).

<sup>1</sup> IKTB: Informations- und Kommunikationstechnologien im Bildungswesen

- c. Ferienaustausch (vollständige und ausserschulische Immersion) mit finanzieller Unterstützung.
- d. Austausch von längerer Dauer während der 8. oder 9. Klasse (bis zu 4 Wochen) mit Schulbesuch in der fremdsprachigen Klasse.

#### **Vorschlag 3: 10. Partnersprachliches Schuljahr**

- a. Das Angebot eines 10. Partnersprachlichen Schuljahres wird weiter unterstützt.
- b. Es wird erweitert durch die Wahl eines 10. Partnersprachlichen Schuljahres in einer anspruchsvolleren Schulabteilung und durch die Einführung von bilingualen Klassen im 10. Schuljahr in der OS (siehe Vorschlag 9).
- c. Den Lehrpersonen von Schülerinnen und Schülern des 10. Partnersprachlichen Schuljahres werden mit zusätzlichen Mitteln Angebote und Hilfen bereitgestellt.

#### **Vorschlag 4: Verstärkter Einbezug der Migrationssprachen**

- a. Für die Lehrpersonen werden Hilfen bereitgestellt, damit sie die spezifischen Fähigkeiten der Migrantenkinder besser einbeziehen können, insbesondere soll der Transfer von bereits erworbenen Kompetenzen in der 1. Fremdsprache erleichtert werden.
- b. Die Zusammenarbeit mit den Personen, die für Sprachkurse der Migrantenkinder in ihrer Muttersprache und Kultur zuständig sind, wird gefördert (Informationsaustausch, Teilnahmebestätigung im Schulzeugnis, ...).

#### **Neuerungen<sup>1</sup>**

#### **Vorschlag 5: Sprachinteresse und Begegnung mit Sprachen wecken und fördern**

- a. Vom KG bis zur 6. Kl. wird die Sensibilisierung gegenüber der Mehrsprachigkeit und der Multikulturalität gefördert.
- b. Zu diesem Zweck wird das didaktische Material EOLE/ELBE (oder andere analoge Lehrmittel) im französischsprachigen Kantonsteil ab 2010 allgemein verwendet, und in Deutschfreiburg werden Unterrichtsmaterialien (ELBE) entwickelt.
- c. Für die Lehrpersonen wird das Nötige an Information und Ausbildung in die Wege geleitet.

#### **Vorschlag 6: Zweite Fremdsprache ab 5. Klasse**

- a. Im Einvernehmen mit der CIIP und der NW EDK werden die nötigen Massnahmen getroffen für die im Schuljahr 2013/14 vorgesehene Einführung des neuen Faches Englisch in der 5. Klasse.
- b. Die Ausbildung der Lehrerinnen und Lehrer soll in enger Zusammenarbeit mit der PH-FR wahrgenommen werden und zwar sowohl in Bezug auf die individuellen linguistischen Sprachkompetenzen in Englisch als auch in Bezug auf die pädagogisch-didaktischen Kompetenzen.

<sup>1</sup> Innerhalb der Neuerungen ist die systematische Einführung der Vorschläge 5, 6 und 7 vorgesehen. Die Vorschläge 8 und 9 sind als Projekte zu verstehen und werden progressiv eingeführt.

- c. Die Stundentafel der 5. und 6. Klassen muss überarbeitet werden, damit die beiden zusätzlichen Lektionen eingeführt werden können.
- d. Mitarbeit bei der Wahl der Unterrichtsmittel in der Westschweiz und Eröffnung von Pilot-Klassen.

#### **Vorschlag 7: Europäisches Sprachenportfolio (ESP): Kompetenzinventar**

- a. Das ESP wird gemäss Zeitplan (ESP I für die 8- bis 11-jährigen und ESP II für die 11- bis 15-jährigen) der EDK und der Regionalkonferenzen der CIIP und NW EDK eingeführt.
- b. Information des Kaders und des Lehrerkörpers über die Ziele dieses Instruments.
- c. Weiterbildung der Lehrpersonen von der 5. Kl-3. OS zur Einführung und Implementierung des ESP II (französischsprachiger Kantonsteil 2012, deutschsprachiger Kantonsteil bereits eingeführt).
- d. Weiterbildung der Lehrpersonen der 1.-4. Kl. für die Einführung und Implementierung des ESP I.

#### **Sprachprojekte an den Schulen**

#### **Vorschlag 8: Integrierte Unterrichtssequenzen in der Partnersprache**

- a. Experimentelle Unterrichtssequenzen, welche die Integration zweier Sprachen, Muttersprache (L1) und Partnersprache (L2), ermöglichen, sind zu fördern.
- b. Diese Unterrichtsform soll sowohl am Anfang der obligatorischen Schule (KG, 1.-2. Primarklasse) als auch in den anderen Stufen praktiziert werden.

#### **Vorschlag 9: Bilinguale Klassen<sup>2</sup>**

- a. Zweisprachige Klassen fördern.
- b. Es sind verschiedene Organisationsverfahren anzubieten, die den sprachlichen Kenntnissen der Schülerinnen und Schülern sowie den lokalen Gegebenheiten, insbesondere den Kompetenzen der Lehrpersonen, Rechnung tragen.
- c. Diese Neuerung ist zuerst in der OS einzuführen, die dafür auf Grund des Dispositivs des Lehrkörpers besser geeignet ist. Dieses Angebot sollte dann je nach Interesse und den erzielten Ergebnissen auf die gesamte obligatorische Schulzeit (KG, PS) erweitert werden.

### **11. RAHMENBEDINGUNGEN FÜR DIE DURCHFÜHRUNG**

Der in Konsultation geschickte Bericht führte wichtige Rahmenbedingungen auf, die massgeblich zum Spracherwerb beitragen.

<sup>2</sup> Eine bilinguale Klasse kann verschieden organisiert sein:  
 – Klasse zusammengesetzt aus zweisprachigen Schülerinnen und Schülern;  
 – Klasse zu gleichen Teilen zusammengesetzt aus französisch- und deutschsprachigen Schülerinnen und Schülern;  
 – Klasse mehrheitlich oder ausschliesslich zusammengesetzt aus einsprachigen Schülerinnen und Schülern;  
 – Klasse zu gleichen Teilen zusammengesetzt aus französisch- und deutschsprachigen Schülerinnen und Schülern, die ein 10. Partnersprachliches Schuljahr absolvieren.

## 11.1 Ausbildung der Lehrpersonen

Ungeachtet der Begleitmassnahmen oder der Wahl des Dispositivs ist von grundsätzlicher Bedeutung, dass die mit Sprachkursen oder mit der Sprachlernbegleitung beauftragte Lehrperson sich wohl fühlt in ihren sprachlichen Kompetenzen (Kompetenz in L2/L3, methodisch-didaktische Kompetenz, Mehrsprachigkeits- und multikulturelle Kompetenz, ...), welche den kommunikativen Zugang zur Sprache erfordert.

### 11.1.1 Die Grundausbildung

Die Grundausbildung der Lehrpersonen des KG und der PS mit den hohen Zulassungsbedingungen, das Angebot des zweisprachigen Diploms, auch die Spezialisierung «Sprachprofil», dies alles gewährleistet den Erwerb der von den zukünftigen L2-Lehrern erwarteten Kompetenz. Dasselbe gilt auch für die Ausbildung der OS- Lehrerinnen und Lehrer an der Universität. Die Pädagogische Hochschule des Kantons Freiburg (PH-FR) wie auch die Abteilung Lehrerinnen und Lehrerausbildung Universität Freiburg sind sorgsam darum bemüht, die Ausbildung, die Lehrmittel sowie die entsprechende Methodik an die eingeführten Neuerungen anzupassen. Zudem sind neue Entwicklungen in der PH-FR zu berücksichtigen, namentlich das Dispositiv und die Forschungsstelle des «Instituts für Mehrsprachigkeit», welches unter dem Impuls des EKSD entstanden ist. Die Ausbildung der Studentinnen und Studenten ist so ausgerichtet, dass das Schwerpunkt auf die konzeptuelle und linguistische Basis des Fremdsprachenunterrichts gelegt wird, anwendbar für den Unterricht der deutschen, französischen und englischen Sprache, aber es werden auch spezifische Kurse für jede Sprache angeboten. Darüber hinaus ermöglicht die Öffnung zur sozialen Vielfalt und die damit verbundene Mehrsprachigkeit den Studentinnen und Studenten eine nicht nur didaktisch angelegte Ausbildung, sondern auch die Auseinandersetzung im Umgang mit der linguistischen Vielfalt.

### 11.1.2 Die Weiterbildung

Die Weiterbildungsstelle der PH-FR muss mit ihrem Angebot und der Erweiterung des vielseitigen Kursangebots sowohl den Allrounderinnen und den Allroundern der Kindergarten- und Primarstufe, aber auch den sprachorientierten Spezialistinnen und Spezialisten der OS ermöglichen, sich entsprechend den Erwartungen der Institution und den von den Lehrpersonen geäussernten Bedürfnissen weiterzubilden. Die Austausche zwischen Lehrpersonen, von denen jede ihre eigene Sprache spricht, sind mit Vorteil zu verstärken (so genanntes Tandem: eine deutschsprachige und eine französischsprachige Lehrperson pflegen regelmässigen Kontakt).

Für die Einführung des Englischunterrichts in der 5. Klasse ab dem Schuljahr 2013/14 müssen methodisch-didaktische Weiterbildungen und Sprachkompetenzkurse entwickelt werden, damit eine genügende Anzahl Lehrpersonen den Englischunterricht in der 5./6. Klasse unterrichten kann.

Eine im Frühling 2008 durchgeführte **Umfrage** bei allen Primarlehrpersonen des Kantons zeigte das grosse Interesse auf, um künftig Englisch zu unterrichten.

**Im französischsprachigen Kantonsteil** haben 437 Primarlehrpersonen (30%) auf die Umfrage geantwortet. Auch wenn diese Lehrpersonen global gesehen unter

dem verlangten Sprachkompetenzniveau der EDK (B2/C1 gemäss europäischem Referenzrahmen) sind, scheint es möglich, die benötigte Anzahl Lehrpersonen auszubilden. Gemäss Umfrage erreichen 15% das Niveau B2 oder höher (entspricht dem First Certificate) und 25% haben das Niveau B1. Zusammen entspricht das einem Total von 40%, die mit Weiterbildungskursen auf das benötigte Kompetenzniveau gebracht werden können, um künftig Englisch zu unterrichten.

**Im deutschsprachigen Kantonsteil** haben 177 Primarlehrpersonen (58%) an der Umfrage teilgenommen. Davon haben 33% das Niveau B2 oder mehr und 32% erreichen das Niveau B1. Damit erreichen praktisch zwei Drittel der deutschsprachigen Primarlehrpersonen das Niveau B1 oder mehr.

Zu bemerken ist noch, dass in beiden Kantonsteilen mehr als die Hälfte der Lehrpersonen, die auf die Umfrage antworteten, den Wunsch äusserten, Englisch in der Primarschule zu unterrichten.

Die für den Englischunterricht erwarteten Kompetenzen sollten für die Fachlehrpersonen der OS keine besonderen Schwierigkeiten bereiten.

### 11.1.3 Praxisbegleitung und andere Massnahmen

Es ist nötig, dass die Weiterbildung, wie bei der Einführung von Neuem, erweitert wird durch Begleitpersonen, die die Lehrkräfte motivieren, den neuen oder den erneuerten Sprachunterricht einzuführen. Damit soll erreicht werden, dass sich die Lehrperson sicher und begleitet fühlt.

Im deutschsprachigen Kantonsteil ist das Mentoring in der Unterrichtspraxis Teil des Weiterbildungskonzepts des Gemeinschaftsprojekts «Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule».

In der Primarschule des frankophonen Kantonsteils kommt diese Aufgabe den pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern zu, die unterstützend oder beratend intervenieren oder die Lektion mitgestalten, wenn die Lehrperson oder die Schulinspektorin/der Schulinspektor es wünschen. Dasselbe gilt für die OS, wo die pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter auch noch auf die Unterstützung der in der OS tätigen Animatorinnen und Animatoren für den Sprachenunterricht zählen können.

## 11.2 Qualitätssteigerung, Klarheit und Logik in den Abläufen, Begleitung bei neuen Dispositiven, Evaluation

Ausschlaggebend für den Erfolg in der Realisierung dieses Sprachenkonzeptes sind die Qualitätssicherung des Unterrichts und des Lernerfolgs bei den Schülerinnen und Schülern, die Kontrolle der Verwirklichung der Neuerungsvorschläge und der damit verbundenen Abläufe und insbesondere die Begleitung bei neuen Dispositiven.

Wenn die Begleitstrukturen, die kürzlich für den Deutschunterricht in den frankophonen Orientierungsschulen verwirklicht wurden (pädagogische Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und kantonale Sprachenkommission, Schulanimatorinnen und Schulanimatorinnen in den Schulen usw.), die in diesem Konzept gemachten Vorschläge begünstigen, so ist dies für die Primarschule nicht der Fall: Die pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und die Inspektorenkonferenz müssen wirksamer unterstützt

werden durch eine besser dotierte Struktur, die noch geschaffen werden muss (Relais – Gruppen, delegierte Lehrpersonen, ...). Im deutschsprachigen Kantonsteil ist diese Begleitung Teil des Weiterbildungskonzepts im Kooperationsprojekt Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule. Eine pädagogische Mitarbeiterin und verschiedene Arbeitsgruppen stellen die Koordination des Fremdsprachenunterrichts auf Primar- und Orientierungsstufe sicher. Zudem wurden im Rahmen des Projekts Passepartout Ressourcenpersonen ausgebildet, die für die methodisch-didaktische Weiterbildung zuständig sind.

Eine interne und externe Evaluationspraxis soll die Qualitätssteigerung, die mit all diesen Vorschlägen erzielt wurde, erfassen. Dazu müssen die nötigen Finanzmittel vorgesehen werden. Im Bereich von Schule und Bildung arbeitet der Kanton Freiburg bereits in zahlreichen regionalen, nationalen, ja sogar internationalen Projekten mit.

Die Schulinspektorinnen und Schulinspektoren und die OS- Direktorinnen und Direktoren sind mit der Kontrolle der Unterrichtsqualität im obligatorischen Schulbereich beauftragt, auch für den Unterricht in der Partnersprache und in den weiteren Fremdsprachen. Dabei werden sie durch Expertinnen und Experten für Sprachenunterricht unterstützt.

Periodisch führen die Dienststellen für Unterricht der Erziehungsdirektion (EKSD) kantonale Erhebungen bezüglich des Lernerfolgs der Schülerinnen und Schüler in verschiedenen Fächern durch. Im frankophonen Kantonsteil werden jedes Jahr in der 4. Primarklasse Orientierungsarbeiten in der ersten Fremdsprache Deutsch durchgeführt, währenddem diese Kompetenzen in der 6. Primarklasse im Rahmen des Übertrittsverfahrens geprüft werden. In der 6. Klasse des deutschsprachigen Kantonsteils werden im Juni 2010 zum ersten Mal sowohl die mündliche wie die schriftliche Sprachkompetenz mittels Orientierungsarbeiten in der ersten Fremdsprache Französisch durchgeführt. Diese Evaluationen geben den Lehrpersonen die Möglichkeit, den Erfolg ihrer Schülerinnen und Schüler im Vergleich mit kantonalen Normen festzustellen, die anhand von Kriterien des Europäischen Referenzrahmens erstellt worden sind. Solche Tests gestatten es, in Lehrplänen, im Unterricht oder in Lehrmitteln die nötigen Korrekturen anzubringen.

### 11.3 Lehrmittel und didaktisches Ergänzungsmaterial

Zur Anpassung der Inhalte und für die Abwechslung im Unterricht sind die offiziellen Lehrmittel durch Dokumentationen, Handreichungen zur Differenzierung, Übungs- und Vertiefungsmaterial und Repetitionshilfen zu ergänzen:

Der Frühinstieg in den Fremdsprachenunterricht erfordert neue didaktische Hilfsmittel. Neben den bereits erwähnten Zusätzen, sieht die Umsetzung des Kantonalen Konzepts für den Sprachenunterricht kein weiteres Material vor: das bestehende Material reicht aus. Für den Englischunterricht ab der 5. Kl. werden neue Lehrmittel ausgewählt oder müssen entwickelt werden; dies wird später auch in der OS zu Änderungen führen.

### 11.4 Arbeitsumfeld vor Ort

Gute Arbeitsbedingungen in den Schulräumen sind hier unverzichtbar, ja sie sind sogar Grundvoraussetzung für

das Gelingen der gesamten Arbeit, denn der kommunikativ orientierte Sprachunterricht versucht Situationen abzubilden, die der Realität so eng wie möglich nachgestellt sind. Es geht um den unmittelbaren Kontakt zwischen zwei oder mehreren Partnerinnen und Partnern und um das Unvorhersehbare der sprachlichen Äusserungen, so wie es der Realität entspricht.

Der kommunikative Ansatz kann nicht einfach nur mit dem mündlichen Ausdruck gleichgesetzt werden, dieser Sprachunterricht erfordert verschiedenartige Aktivitäten und sprachliche Interaktionen in der Klasse. Eine hohe Schülerzahl, auch Störungen oder sogar absichtlich störendes unkorrektes Verhalten der Lernenden erschweren die Klassenführung der Lehrperson übermäßig, so dass sie versucht ist, sich mit traditionellen Sprachlernverfahren mit sehr beschränkter Interaktion der Lernenden zu begnügen.

Überdies erfordern verschiedene Aktivitäten der Lernenden, die nicht direkt aus dem Sprachenlernen heraus entstehen (Spiele, Rollenspiele, Gruppenarbeiten, ...), genügend Platz; gleichzeitig braucht auch das nötige Dokumentationsmaterial (Wörterbücher, Computer, Aushangflächen, ...) einigen Raum.

Aus all diesen Gründen müssen ebenfalls die Lernbedingungen genau untersucht und ggf. auch geeignete Massnahmen wie Stützarbeit oder zeitweilige Klassenteilung ergriffen werden.

### 11.5 Stundentafel und Lehrpläne

Um den Übertritt in die verschiedenen Schulstufen zu erleichtern, soll die Zusammenarbeit intensiviert werden, insbesondere zwischen Primar und Sekundarschule. Damit soll die Übersicht über die Ziele und die Verteilung der Unterrichtseinheiten gewährleistet werden. Die neuen Lehrpläne werden zurzeit in den beiden Regionalkonferenzen der CIIP und der NW EDK (denen unser Kanton angehört), überarbeitet und erleichtern somit die Sicht auf die Gesamtheit des Sprachenerwerbs und des Sprachenunterrichts, weil die geforderten Kompetenzen, entsprechend der Einteilung des ESP, für jede Stufe definiert sind. Dies wird auch die Koordination zwischen OS und SEK II verbessern<sup>1</sup>.

Die Stundentafel sollte im Moment weder auf der Primarstufe noch auf der Sekundarstufe grosse Veränderungen hervorrufen, mit Ausnahme der zwei Unterrichtseinheiten des Englischunterrichts in der 5./6. Primarklasse.

Die Aktivitäten der Sprachsensibilisierung, wie sie heute im frankophonen Kantonsteil konzipiert sind, können nötigenfalls ohne grössere Schwierigkeiten in der Wochenplanung untergebracht werden, da sie in den Fächern Umwelt, Französisch oder Deutsch oder dann in den künstlerischen Fächern integriert sind. Nicht alle Tätigkeiten von EOLE sind Pflichtfach, sondern nur ein Minimum von 3 Einheiten pro Stufe<sup>2</sup>, was je nach Aktivität zwischen 150 bis 300 Minuten pro Jahr in der 3. und 6. Primarklasse ausmacht.

<sup>1</sup> Eine Strategie zur Koordination der Fremdsprachen auf Sekundarstufe II wurde von der EDK zur Vernehmlassung vorgelegt.

<sup>2</sup> Die definitive Entscheidung für den französischsprachigen Kantonsteil wird vor der Generalisierung 2010 von der CIR (Conférence des Inspecteurs) gefällt.

## 11.6 Gesetzliche Aspekte

Die verschiedenen Optionen des Konzeptes verlangen prinzipiell keine Änderung des Freiburger Schulgesetzes.

Aber es soll eine legale Basis geschaffen werden für die Einführung von experimentellen zweisprachigen Klassen, für die Entwicklung und Einführung des Konzeptes des bilingualen Fachunterrichts während der obligatorischen Schulzeit, selbst wenn dieser in experimenteller Form durchgeführt wird. Es soll ebenfalls die legale Basis verstärkt werden für schulische Austausche und für das 10. Partnersprachliche Schuljahr. Eine Anpassung des Schulgesetzes wie auch des Ausführungsreglements könnte insbesondere für die Einführung der 2 Unterrichtseinheiten des Englisch-Unterrichts in der 5.-6. Primarklasse nötig sein.

Diese Anpassungen werden im Rahmen der Gesamtrevision des Schulgesetzes und/oder des Ausführungsreglements vorgeschlagen, die im Jahre 2010 vorgenommen werden.

## 11.7 Kommunikation

Parallel zur Verbreitung dieses Berichts muss Information und Promotion für den Sprachenunterricht betrieben werden. Wichtig ist dabei die gute Präsentation der getroffenen Entscheide gegenüber den lokalen Schulbehörden, den Berufsverbänden der Lehrerschaft, den Eltern und der Öffentlichkeit.

## 12. VERNEHMLASSUNG AUSGEFÜHRT VON DER EKSD; FEBRUAR–JUNI 2009

Die Vernehmlassung wurde am 9. Februar mit einer Antwortfrist bis zum 15. Juni 2009 bei den Direktionen des Staatsrates, den politischen Parteien, den Gemeinden und Schulkommissionen, den betroffenen Vereinigungen und Konferenzen (Freiburger Gemeindeverband Konferenz der Ammänner der Hauptorte, Dachverband der Lehrerinnen- und Lehrervereine, Eltern, ...) und bei allen freiburgischen Lehrpersonen durchgeführt.

Die letzten Antworten trafen bei der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport Mitte August ein. Die Personen und konsultierten Organe konnten den Fragebogen online ausfüllen oder per Briefpost zustellen.

Die grosse Mehrheit der Antworten (359) von gesamt-haft 401 wurde online ausgefüllt oder der Fragebogen wurde ergänzt und per E-Mail zugestellt. Auch diese Bemerkungen und Antworten wurden in das Online-System eingegeben. Ein Teil der befragten Organe, insbesondere die politischen Parteien, einige Vereine, Direktionen und Konferenzen haben es bevorzugt, ihre Stellungnahme zum Sprachenkonzept als Ganzes abzugeben, ohne den Fragebogen zu benutzen. Sowohl die quantitativen (Zustimmung in Prozenten) wie auch die qualitativen Daten (Bemerkungen, Beobachtungen, Fragen, ...) wurden systematisch analysiert und ausgewertet.

### 12.1 Ergebnisse

Die grosse Mehrheit der Antworten bekundigt das kantonale Sprachenkonzept zu unterstützen und zur Realisierung des Projekts beitragen zu wollen. Im Grossen und Ganzen gab es keine absolut ablehnende Stellungnahme,

auch wenn einige zum Teil sehr kritisch waren. Die wesentlichsten Zweifel betreffen die Rahmenbedingungen und die Durchführbarkeit des Konzeptes (ungenügende Massnahmen für finanzielle und personelle Ressourcen, notwendige Sprachkompetenzen der Lehrpersonen ...). Die Vorschläge, welche insbesondere Fragen und Kritik ausgelöst haben, sind diejenigen, die in Form von Projekten durchgeführt werden sollen, d.h. Vorschlag 8 (Unterrichtssequenzen in der Partnersprache) und Vorschlag 9 (bilinguale Klassen). Den anderen Vorschlägen wurde zugestimmt.

#### Vorschlag 1: Lernen im Fachunterricht

Dieser Vorschlag, der die Weiterführung dessen vorsieht, was in den letzten Jahren bereits praktiziert wurde, hat bei einer Mehrheit der befragten Bildungspartnerinnen und -partner grosse Zustimmung hervorgerufen (mehr als 90% positive Stellungnahmen).

Zahlreiche Bemerkungen sowohl seitens der Lehrpersonen als auch aller befragten Vernehmlassungspartnerinnen und -partner betonen die Wichtigkeit der auf Kommunikation und Interaktion ausgerichteten Methodik. Einige Bemerkungen, insbesondere seitens der Lehrpersonen, weisen auf die Problematik der grossen Klassen hin, auf das Fehlen von geeigneten Unterrichtsmaterialien und auf Defizite der erforderlichen Sprachkompetenzen in der L2. Einige befürchten eine Überlastung des schulischen Programms und Einbussen gegenüber den Sprachkompetenzen in der L1.

Die Gemeinden, die politischen Parteien und der grösste Teil der Vernehmlassungspartnerinnen und -partner unterstützen vorbehaltlos den Vorschlag. Die PH-FR fordert, dass sowohl kommunikative als auch formelle Aspekte in den neuen Lehr- und Lernmaterialien integriert werden.

#### Vorschlag 2: Sprachlicher Schülerinnen- und Schüleraustausch

Die Austausche, so wie sie seit Jahren durchgeführt werden sowie die vorgeschlagenen Optionen, wurden von allen befragten Vernehmlassungspartnerinnen und -partnern gutgeheissen (83% positive; 12% negative Stellungnahmen). Sie begrüssen diesen zum Sprachenunterricht komplementären Ansatz, der das Eintauchen in die Zielsprache ermöglicht.

Dieser Vorschlag hat gleichwohl bei den Lehrpersonen einige Fragen in Bezug auf die Umsetzbarkeit, auf die zeitliche Überbelastung der Lehrerinnen und Lehrer und auch in Bezug auf die Effizienz der Austausch-Organisationsstrukturen ausgelöst. Einige kontroverse Stellungnahmen lösten die Austausche auf der Primarstufe aus.

Die Gemeinden befürchten Kosten bei den erforderlichen Infrastrukturen und bei der Anschaffung von zusätzlichen Lehr- und Lernmaterialien.

Die politischen Parteien sowie alle anderen Verbände unterstützen den Vorschlag.

#### Vorschlag 3: 10. Partnersprachliches Schuljahr

Beinahe die Gesamtheit der Vernehmlassungspartnerinnen und -partner unterstützen den Vorschlag (ca. 94%). Sie betonen die Wichtigkeit des 10. Partnersprachlichen Schuljahres unter der Voraussetzung, dass die Austauschangebote, die Begleitung der Jugendlichen in den Gastfamilien sowie die finanziellen Mittel gewährleistet werden können. Die Möglichkeit solcher Differenzie-

rungsangebote Ende der obligatorischen Schulzeit wird ausnahmslos geschätzt sowie auch die Möglichkeit eines Übertritts in die nächst höhere Schulabteilung in einer bilingualen Klasse.

Die Gemeinden sowie alle anderen Verbände unterstützen vorbehaltlos den Vorschlag. Niemand schlägt einen spezifischen Lehrplan für das 10. Partnersprachliche Schuljahr vor.

#### **Vorschlag 4: Die Berücksichtigung der Migrations-sprachen**

Mehr als die Hälfte der befragten Personen stimmen diesem Vorschlag zu, 15% lehnen ihn ab.

Dem Einbezug der Migrationssprachen wird grosse Wichtigkeit beigemessen. Ein grosser Teil der Stellungnahmen betrifft die Vorgehensweise und die Umsetzbarkeit der gemachten Vorschläge. Die Schulkommissionen, die Gemeinden und die Lehrpersonen befürchten eine Arbeitsüberlastung für die Lehrerinnen und Lehrer und fordern, dass die Bedingungen für die Umsetzung des Vorschlags ausgearbeitet werden. Sie fordern insbesondere einen Finanzplan, der einen besseren Einbezug der Migranten-Erstsprachen ermöglicht.

Der Freiburger Gemeindeverband unterstützt den Vorschlag.

#### **Vorschlag 5: Sprachinteresse und Begegnung mit Sprachen wecken und fördern**

Mit einem Anteil von 66% stimmen die Vernehmlassungspartnerinnen und -partner dem Bestreben zu, in der Stundentafel auch Aktivitäten zur Förderung der Begegnung mit Sprachen und Kulturen zu integrieren. Mehrere Stellungnahmen unterstützen entsprechende Unterrichtssequenzen vom KG an und fordern, dass adäquate Unterrichtsmaterialien, auch im deutschsprachigen Kantonsteil, zur Verfügung gestellt werden.

Einige befürchten aber auch eine Akkumulation von Vorschlägen innerhalb des Sprachenunterrichts und sind der Ansicht, dass der Aspekt der Sensibilisierung für Mehrsprachigkeit und Multikulturalität (EOLE/ELBE) letztendlich von geringerer Bedeutung ist im Vergleich zum Erlernen der lokalen Landessprache.

#### **Vorschlag 6: Zweite Fremdsprache ab der 5. Klasse**

#### **Vorschlag 7: Europäisches Sprachenportfolio (ESP): Kompetenzinventar**

Die Vorschläge 6 und 7 wurden nicht in die Vernehmlassung einbezogen, weil diese auf der Ebene der Sprachregionen, CHIP und NW EDK entschieden wurden.

#### **Vorschlag 8: Unterrichtssequenzen in der Partner-sprache**

Die Stellungnahmen sind differenziert und die Statistiken der Umfrage zeigen divergente Meinungen bezüglich Unterrichtssequenzen in der L2 sowohl positive als auch negative. Die Mehrheit (174 von 297 Stimmen, d.h. 58%) unterstützen jedoch den Vorschlag. Die Verbände und die Schulkommissionen begrüßen den Vorschlag und fordern geringe Einschränkungen. Einige Vernehmlassungspartnerinnen und -partner fordern Unterstützung für die Lehrpersonen durch Ressourcenpersonen und die Förderung von Austauschen zwischen den Lehrpersonen der beiden Zielsprachen. Die CRPF (Communauté romande du Pays de Fribourg) bemerkt, dass die Ein-

führung von Unterrichtssequenzen in der Partnersprache juristisch illegal ist.

Auf die Frage, ob dieser Vorschlag für alle Stufen der obligatorischen Schulzeit ab Kindergarten realisierbar sei, zeigen die positiven Stellungnahmen eine breite Skala, welche je nach Bildungspartnerin und Bildungspartner von 12 bis 19% divergiert. Andere Vernehmlassungspartnerinnen und -partner betonen insbesondere die Anforderung eines solchen Unterrichts, hauptsächlich für die Schülerinnen und Schüler, die bereits in anderen Fächern Leistungsschwächen haben. Einige Vernehmlassungspartnerinnen und -partner befürchten das Entstehen einer Zweiklassenschule oder dass von dieser Möglichkeit profitiert werde, um indirekt bilinguale Klassen einzuführen.

Die Frage, ob der Vorschlag auf die oberen Stufen der obligatorischen Schulzeit beschränkt werden solle, zeigt eine stark divergente Kurve. Trotzdem ist eine Tendenz feststellbar (40% gegen 33%), solche Unterrichtssequenzen auf allen Stufen zu ermöglichen. Einige Vernehmlassungspartnerinnen und -partner wünschen sich solche Unterrichtseinheiten vom Kindergarten an, während andere diesen Unterricht auf die Oberstufe beschränken wollen. Die Schulkommissionen, die Institutionen und die Kaderkonferenzen sind der Meinung, dass solche Unterrichtssequenzen auf allen Stufen, ab Kindergarten eingeführt werden können.

#### **Vorschlag 9: Bilinguale Klassen**

Die Vernehmlassungspartnerinnen und -partner unterstützen mit einem hohen Anteil (78%) die Eröffnung von verschiedenen Typen von bilingualen Klassen; die Stellungnahmen zum Vorschlag kann als Plebisitz interpretiert werden. Trotzdem heben insbesondere die Lehrpersonen hervor, dass gewisse Bedingungen erfüllt sein müssen, damit solche Klassen sich entwickeln und etablieren können, z.B. eine entsprechende Ausbildung für die Lehrpersonen, das Engagement von bilingualen Lehrpersonen, die Eröffnung solcher Klassen für die Schulkreise des ganzen Kantons und nicht nur in den zweisprachigen Zonen des Kantons. Andere Vernehmlassungspartnerinnen und -partner lehnen den Vorschlag ab, da zu elitär. Andere fragen sich, ob dieser Vorschlag finanziell realisierbar ist.

Eine Befürchtung, die öfters zum Ausdruck kommt, ist die Chancenungleichheit, wenn die Initiative zur Eröffnung von bilingualen Klassen den Schulkreisen zukommt.

Die Gemeinden unterstützen den Vorschlag unter der Bedingung, dass dieser allen und überall angeboten wird. In Bezug auf die Finanzierung werden grosse Bedenken geäußert. Die politischen Parteien unterstützen grundsätzlich das Angebot, die Meinungen divergieren jedoch, ob es zunächst auf der Primarstufe oder auf der Oberstufe oder sogar erst auf der Sekundarstufe II realisiert werden soll.

Das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen, der frankophone Verein der Lehrerinnen und Lehrer (AMCOFF), der Verein Schule und Elternhaus (S&E / FAPAF) fordern Kontrolle und Supervision durch die EKSD.

#### **Ergänzende Stellungnahmen betreffend Rahmenbedingungen**

Die grosse Mehrheit der befragten Personen sind der Ansicht, dass die hier besprochenen Massnahmen den

Schülerinnen und Schülern des Kantons Freiburg die Möglichkeit bieten, erfolgreich die Sprachen zu erlernen. Zahlreiche Bemerkungen wurden in Bezug auf die Rahmenbedingungen gemacht und zwar geht es insbesondere um die Durchführbarkeit der verschiedenen Vorschläge des Sprachenkonzepts. Viele Lehrpersonen sind der Meinung, dass die Vorschläge gut durchdacht und anspruchsvoll sind, aber sie zweifeln an der Machbarkeit aufgrund der bestehenden Rahmenbedingungen, wie z.B. grosse bzw. zu grosse Klassen, fehlende finanzielle Ressourcen, Unterrichtsmaterialien, die noch bereitgestellt werden müssen, Überlastung des Schulprogramms, zu kurze Fristen.

Einige Bildungspartnerinnen und -partner befürchten das Aufkommen einer Zweiklassenschule (die Berücksichtigung der Schülerinnen und Schüler mit Lernschwierigkeiten, die Überlastung des Schulprogramms) und sind der Meinung, dass die erforderlichen Sprachkompetenzen im Vergleich zum aktuellen Niveau zu anspruchsvoll seien. Sie befürchten eine Arbeitsüberlastung und fordern Fachlehrer/-innen für den Fremdsprachenunterricht, insbesondere der französischsprachige Kantonsteil. Andere bemängeln die ungenügende Berücksichtigung der lokalen Landessprache, die L1, die auch vermehrt gefördert und erneuert werden müsste. Sie sind der Ansicht, dass dem Sprachenunterricht der L2 und L3 zu grosse Bedeutung beigemessen wird zulasten von anderen Fächern.

Andere fordern, dass die Problematik des Schweizerdeutsch für die Schülerinnen und Schüler des französischsprachigen Kantonsteils ebenso diskutiert werde.

#### **Ergänzende Stellungnahmen betreffend Rahmenbedingungen für die Durchführung**

Obwohl die Stellungnahmen eher positiv sind (61% zwischen ++ und +), ist die Zahl der sehr positiven Stellungnahmen mit nur 7.8% erstaunlich niedrig. Diese Zweifel kommen auch in den Bemerkungen klar zum Ausdruck und zwar sind es im Grossen und Ganzen dieselben, die im vorhergehenden Abschnitt beschrieben wurden. Bei den Primarschullehrpersonen (47 Bemerkungen) sind es Ängste betreffend Arbeitsüberlastung, die Angst den Anforderungen nicht mehr gerecht zu werden und auch die Schwierigkeiten in den grossen Klassen (11 Bemerkungen). Es wird eine konkretere Planung gefordert, mehr Details betreffend der Umsetzung der Neuerungen und zudem sollen Prioritäten gesetzt werden (Gemeinden, CERF [Centre d'enseignement et de recherche franco-phone pour la formation des enseignant-e-s du secondaire I et II]).

Andere fordern, dass die Massnahmen evaluiert werden, dass die notwendigen Rahmenbedingungen geschaffen werden für die Eröffnung von bilingualen Klassen im ganzen Kanton und dass adäquates Unterrichtsmaterial für die verschiedenen Unterrichtstypen zur Verfügung gestellt werden.

#### **Ergänzende Stellungnahmen betreffend finanzielle Ressourcen**

Die Antworten auf die Frage, ob die finanziellen Ressourcen für die Umsetzung der vorgesehenen Massnahmen ausreichen, zeigen ein ausgeglichenes Resultat zwischen positive (30%) und negative (32%) Stellungnahmen. Wie in der vorangehenden Frage, befürchten viele Vernehmlassungspartnerinnen und -partner, (Lehrpersonen, Schulkommissionen, Kaderkommissionen und Institutionen),

dass die vorgesehenen finanziellen Ressourcen den Ansprüchen des gesamten Projekts nicht gerecht werden.

Mehrere Gemeinden befürchten, dass sie die zusätzlichen Kosten, die durch die vorgesehenen Massnahmen des Projekts entstehen, übernehmen müssen.

Die Gemeinden und die Finanzverwaltung (FinV) sind der Ansicht, dass der Finanzplan nicht nachvollziehbar ist und mit der Budgetprojektion 2007–2011 nicht übereinstimmt. Einige Gemeinden fordern, dass der Verteilschlüssel zwischen Kanton und Gemeinden überprüft wird.

Die politischen Parteien fordern, dass die Prioritäten bei den Investitionen festgelegt und ausgerichtet werden. Die Gemeinde Freiburg ist der Meinung, dass die Kosten für die Eröffnung von bilingualen Klassen unterschätzt werden.

Einige bedauern das Fehlen der finanziellen Planung für den Vorschlag 4, d.h. die bessere Berücksichtigung der Migrationssprachen.

#### **12.2 Organisation und Priorisierung aufgrund der Stellungnahmen aus der Vernehmlassung**

Der Rückhalt, der Bildungspartnerinnen und -partner, welche in der Vernehmlassung zum Ausdruck kommt, erlaubt im Grossen und Ganzen die Beibehaltung der 9 Vorschläge, d.h. der Vernehmlassungsbericht zeigt, dass keine grundlegenden Änderungen vorgenommen werden müssen. Bei der Umsetzung hingegen, müssen einige häufig angesprochenen Aspekte berücksichtigt werden, insbesondere die finanziellen Ressourcen (ungenügendes oder zu hohes Budget), Arbeitsbedingungen und Arbeitsumfeld (zu grosse Klassen, fehlende Schulräume, Arbeitsüberlastung) und die erforderlichen Sprachenkompetenzen in L2 und L3 der Lehrpersonen. Im Folgenden sind die wichtigsten Ergebnisse der Vernehmlassung in Themen zusammengefasst.

#### **Sprachlicher Schülerinnen- und Schüleraustausch und das 10. Partnersprachliche Schuljahr (Vorschlag 2 und 3)**

Um die Anfragen von Lehrpersonen, die einen Kontakt mit einer fremdsprachigen Klasse organisieren wollen oder Schülerinnen und Schüler, die ein 10. Partnersprachliches Schuljahr anstreben, steht zurzeit ein Pensum von 0.65 VZÄ zur Verfügung. Die Weiterentwicklung dieser Angebote, die ausnahmslos von allen Bildungspartnerinnen und -partnern geschätzt wird, muss durch einige Massnahmen erweitert werden:

- Es soll eine Plattform auf Educane<sup>2</sup> eingerichtet werden, die den Klassenaustausch, den Schülerinnen- und Schüleraustausch oder auch den Austausch unter den Lehrpersonen begünstigt.
- Erarbeitung eines Konzepts für die Begleitung der Schülerinnen und Schüler, die das 10. Partnersprachliche Schuljahr in unserem Kanton absolvieren.
- Die Lehrpersonen, die eine Schülerin oder einen Schüler oder mehrere Schülerinnen und Schüler integrieren, sollen logistische Unterstützung für die Austausche oder auch für die Begleitung der Jugendlichen des

<sup>1</sup> Educane<sup>2</sup> ist Teil von educa, der Plattform des Schweizerischen Bildungsservers. Die Lern- und Arbeitsplattform educane<sup>2</sup> ist konsequent auf unterrichtsspezifische Anforderungen ausgerichtet.

- 10. Partnersprachlichen Schuljahrs (kleinere Klassen, didaktische Zusatzmaterialien, spezifische Programme) erhalten.
- Es soll ein zusätzliches Pensem von 0.35 VZÄ geschaffen werden, um die vorangehend angeführten Massnahmen umzusetzen.
- Es sollen zusätzliche Partnerschaften mit anderen Kantonen geschaffen und das Potenzial an Orientierungsschulen und an Gastfamilien besser ausgeschöpft werden, damit das Angebot des 10. Partnersprachlichen Schuljahrs erweitert werden kann.

#### **Verstärkter Einbezug der Migrantenkinder und die Förderung des Sprachinteresses gegenüber Sprachen (Vorschlag 4 und 5)**

Mehrere Vernehmlassungspartnerinnen und -partner sind darüber erstaunt, dass kein Finanzplan für die Vorschläge 4 und 5, insbesondere für den Einbezug der Migrantenkinder, vorgesehen ist. Durch die beiden bestehenden Pensen von 0.9 VZÄ werden verschiedene Aufgaben wahrgenommen: die Unterstützung der HSK-Lehrpersonen und der Klassenlehrerinnen und -lehrer, die Migrantenkinder in ihrer Klasse haben, sowie die Förderung der Zusammenarbeit aller beteiligten Partnerinnen und Partner, namentlich die Bildung eines Netzwerkes. Andere Anliegen, wie die Teilnahmebestätigung im Zeugnis, das Benützen der Schulräume außerhalb der Schulzeiten und der Zugang zu den Sprachkursen von der PH-FR, können ohne zusätzlichen finanziellen Aufwand verwirklicht werden.

Für die Umsetzung des Konzepts «Sensibilisierung und Begegnung mit Sprachen» stehen für den französischsprachigen Kantonsteil bereits Unterrichtsmaterialien vom KG bis 6. Klasse zur Verfügung. Diese werden zurzeit eingeführt. Die vorgesehenen finanziellen Ressourcen betreffen demnach nur den deutschsprachigen Kantonsteil.

#### **Integrierte Unterrichtssequenzen in der Partnersprache und Eröffnung von bilingualen Klassen (Vorschlag 8 und 9)**

Da die Vernehmlassungspartnerinnen und -partner zahlreiche divergente Stellungnahmen zu den Vorschlägen 8 und 9 abgegeben haben, ist es angemessen hier einige Elemente, die zu den Vorschlägen gehören, zu verdeutlichen. Es handelt sich jedoch nicht um Massnahmen, die eine Anpassung des kantonalen Konzepts für den Sprachenunterricht bedingen.

- Bei den Unterrichtssequenzen in der L2 handelt es sich um Projekte, die an den Schulen durchgeführt werden können. Es ist nicht vorgesehen, dass diese Projekte letztendlich im ganzen Kanton generalisiert werden sollen. Die Schulkreise der PS und der OS sollen jedoch die Möglichkeit haben, in Zusammenarbeit mit den Behörden und dem Lehrkörper, solche innovative, experimentelle Projekte unter Aufsicht und Betreuung der EKSD, zu entwickeln.
- Die Finanzierung der Vorschläge 8 und 9 erfordert eine Klarstellung. Der Kanton übernimmt die Weiterbildungskosten sowie die Evaluationskosten der Projekte. Die Gemeinden übernehmen die Infrastrukturkosten und das spezifische Unterrichtsmaterial. Der Kanton und die Gemeinden übernehmen die Kosten für zusätzliche Unterrichtseinheiten, gemäss dem festgelegten Verteilschlüssel im Schulgesetz.

- Die bilingualen Klassen sollen schrittweise entwickelt werden, wobei das 10. Partnersprachliche Schuljahr Priorität hat. Das soll in allen OS des Kantons möglich sein, so dass die interessierten Schülerinnen und Schüler ohne Ortswechsel sich einschreiben können.
- Um diese Unterrichtsformen – sowohl die Integration von Unterrichtssequenzen als auch die Eröffnung von bilingualen Klassen – umsetzen zu können, ist eine Anpassung des Schulgesetzes nötig.

#### **Förderung der lokalen Landessprache (L1) und Fragen zum Gebrauch der Standardsprache und des Dialekts**

Im Rahmen der Vernehmlassung wurde zahlreich vermerkt, dass einerseits die lokale Landessprache (L1) und andererseits die Problematik des Dialekts nicht Gegenstand des Konzeptes sind.

Die Förderung der Sprachkompetenzen in der Muttersprache oder Erstsprache (lokale Sprache, L1), in Französisch (L2) und in Englisch (L3), nimmt eine zentrale Stellung in der Allgemeinbildung der obligatorischen Schulzeit ein. Für den deutschsprachigen Kantonsteil mit seinem Dialekt, ist es sehr wichtig, die Standardsprache zu fördern. Aus diesem Grunde wurde 2004 eine Initiative lanciert: «Sprechlust – vom Umgang mit Hochdeutsch als Unterrichtssprache» hat zum Ziel, die Standardsprache Hochdeutsch schon ganz früh, das heißt ab Kindergarten zu fördern.

Obwohl das Kantonale Konzept für den Sprachenunterricht keine spezifischen begleitenden Förderungsmassnahmen entwickelt hat, liegt die Priorität im Erwerb und in der Beherrschung der Muttersprache bzw. der Erstsprache, sowohl in Bezug auf das linguistische Niveau, auf die damit zusammenhängende Kultur wie auch als Kommunikationsmittel. Des Weiteren beschränkt sie sich nicht auf die Sprachlektionen, sondern verlangt eine fortwährende Anwendung in allen Fächern.

Für den frankophonen Kantonsteil beinhaltet der Dialekt, das Schweizerdeutsch, nicht nur ein Reichtum oder eine zusätzliche Schwierigkeit, sondern er verlangt auch ein besonderes Augenmerk, insbesondere für die frankophonen Schülerinnen und Schüler. Diese haben die Möglichkeit während der obligatorischen Schulzeit, Austausche zu machen (Klassenaustausche/individuelle Austausche), was ihnen ermöglichen sollte, sich mit dem Schweizerdeutsch vertraut zu machen.

Die Schülerinnen und Schüler mit anderen Erstsprachen als der Lokalsprachen besuchen weiterhin Sprachkurse in ihrer eigenen Muttersprache und Kultur. Die Schulen sind angehalten mit den HSK-Lehrpersonen zusammenzuarbeiten.

#### **13. OPERATIONNELLE EINFÜHRUNG UND FINANZPLANUNG**

Bei der Wahl der Handlungsprioritäten und der Umsetzung der verschiedenen Vorschläge müssen folgende drei Faktoren beachtet werden:

- Dem deutschsprachigen und dem französischsprachigen Kantonsteil wird eine eigene Entwicklung zugesprochen.

- Es wird ein Zeitplan für die Durchführung erstellt, der die verfügbaren Ressourcen in personeller, materieller und finanzieller Hinsicht berücksichtigt.
- Die harmonisierten kantonalen Massnahmen werden auf die überkantonalen und landesweit wirksamen Entscheidungen abgestimmt.

Die Übersichtstabelle zeigt die für die Umsetzung der verschiedenen Vorschläge nötigen Ressourcen und Mittel wie auch die Auflistung der finanziellen Aspekte, der Prioritäten und Fristen.

Die Berücksichtigung der Ergebnisse der Vernehmlassung und die Zielvorgaben des Projekts «Passepartout – Fremdsprachen an der Volksschule» für den deutschsprachigen Kantonsteil, verlangen finanzielle Investitionen. Die Umsetzung von einigen für die Orientierungsschulen genehmigten Massnahmen, d.h. die Eröffnung von bilingualen Klassen (Vorschlag 9), vor allem im 10. Schuljahr und die Absicht Projekte einzuführen, um Unterrichtssequenzen in der L2 zu ermöglichen und zwar in der gleichzeitigen Anwendung zweier Sprachen; Unterrichtssprache L1 und Partnersprache L2 (Vorschlag 8) sind integrierter Bestandteil der Finanzplanung.

## Übersicht über die verschiedenen Vorschläge

Verwendete Abkürzungen:

**fr** = französischsprachiger Kantonsteil

**de** = deutschsprachiger Kantonsteil;

Themen	Ressourcen und Mittel <sup>1</sup>	Finanzen	Priorität Frist
<b>Vorschlag 1</b> <b>Lernen im Fachunterricht:</b>	<p><b>Personal:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Unterstützung in schwierigen Klassen PS und OS in Form von VZÄ Schätzungsweise: 9 VZÄ, verteilt auf 3 Budgets</li> </ul> <p><b>Weiterbildung:</b></p> <p><b>fr+de:</b> Angebot von Weiterbildungsmodulen zur persönlichen Kompetenzerweiterung in L2 in Verbindung mit den interkantonalen Arbeiten. Total 125 000 Fr. verteilt auf fünf Budgets.</p> <p><b>Mittel/didaktische Ressourcen:</b></p> <p><b>fr:</b> neue Mittel wurden kürzlich eingeführt</p> <p><b>de:</b> Zusätzliche Unterstützungsmassnahmen für die Pilotprojekte, die das neue Lehrmittel zusammen mit den Grenzkantonen testen. Beschränkt auf 7 Jahre.</p>	+ 1.15.VZÄ + 2.10 VZÄ + 5.75 VZÄ  25 000 15 000 10 000 25 000 50 000  + 0.2 VZÄ + 0.5 VZÄ + 0.3 VZÄ	2010/11 2011/12 2013/14  2009/10 2010/11 2011/12 2012/13 2013/14  2011/12 2012/13 2013/14
<b>Vorschlag 2</b> <b>Schüleraustausch</b>	<p><b>Personal:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Verstärkung der kantonalen Koordinationsstelle für Schüleraustausch.</li> </ul> <p><b>fr+de:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Die Stelle wird von 65% auf 100% ausgebaut</li> <li>– Bezahlung von 500 Fr. pro Austausch x 100 als Subvention für die Organisationskosten.</li> </ul>	+ 0.25 VZÄ + 0.10 VZÄ  + 5 000 + 50 000 + 20 000 + 25 000	2010/11 2011/12  2010/11 2011/12 2012/13 2013/14
<b>Vorschlag 3</b> <b>10. Partnersprachliches Schuljahr</b>	<p><b>Personal:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Klasseneröffnungen an der OS bei steigender Nachfrage.</li> </ul> <p><b>Lehrmittel/didaktische Ressourcen:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– den Lehrpersonen werden zusätzliche Ressourcen angeboten, ohne Zusatzkosten.</li> </ul>	–	
<b>Vorschlag 4</b> <b>Mehr Einbezug der Migrationssprachen</b>	<p><b>Personal:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>–</li> </ul> <p><b>Lehrmittel/didaktische Ressourcen:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>–</li> </ul>	–	

<sup>1</sup> Die angegebenen Ressourcen bedeuten eine Erhöhung des Standardbudgets.

## Neuerungen

<sup>1</sup> Die angegebenen Ressourcen bedeuten eine Erhöhung des Standardbudgets

Themen	Ressourcen und Mittel <sup>1</sup>	Finanzen	Priorität/ Frist
<b>Vorschlag 9</b>	<b>Personal:</b> Klasseneröffnungen in der OS: 2010: + 2 Klassen (x 1.6 <sup>2</sup> VZÄ) 2011: + 3 Klassen (x 1.6 VZÄ) 2012: + 4 Klassen (x 1.6 VZÄ) 2013: + 3 Klassen (x 1.6 VZÄ) Klasseneröffnungen im KG und PS: 2012: + 4 Klassen (x 1 VZÄ) 2013: + 4 Klassen (x 1 VZÄ) <b>Lehrerausbildung:</b> – Didaktikkurse für betroffene Lehrpersonen <b>Lehrmittel/didaktische Ressourcen:</b> – Ausarbeitung oder Suche nach neuen Lehr- und Lernmaterialien	3.2 VZÄ 4.8 VZÄ 6.4 VZÄ 4.8 VZÄ + 4 VZÄ + 4 VZÄ 20 000 15 000 20 000	2010/11 2011/12 2012/13 2013/14 2012/13 2013/14 2010/11 2011/12 2012/13
<b>Zweisprachige Klassen; verschiedene Modelle</b>			
<b>Wissenschaftliche Begleitung und Evaluation der Projekte (Vorschläge 8–9)</b>	<b>Vertrag mit externen Anbietern (Universität, HP, ...).</b> Schätzungsweise 10 000 Fr. bzw. 5 Projekte auf drei Jahre verteilt.	20 000 15 000 15 000	2010/11 2011/12 2012/13
Vorgehen in der Durchführung	Administration und Koordination der Massnahmen <b>fr:</b> 1 VZÄ, <b>de:</b> 0.5 VZÄ	<b>fr:</b> 0.6 VZÄ <b>de:</b> 0.9 VZÄ	2010/11 2011/12
<b>TOTAL</b>	<b>Personal</b> <b>Lehrerausbildung</b> <b>Einheiten für den Englischunterricht</b>	<b>+ 41.55 VZÄ</b> <b>860 000</b> <b>1 250 000</b>	<b>2010 – 2014</b>

Darüber hinaus müssen die finanziellen Auswirkungen klar hervorgehoben werden, wenn die begleitenden Fördermassnahmen (Vorschlag 1) und die Umsetzung der Vorschläge 6 und 7 (diese Vorschläge wurden nicht zur Vernehmlassung unterbreitet, weil sie von der Entscheidung der EDK und der regionalen Konferenzen der frankophonen Kantone (CIIP) und der Deutschschweizer Kantone NW EDK unterstellt sind), namentlich die Einführung der 2. Fremdsprache von der 5. Kl. an und die Einführung des Europäischen Sprachenportfolios (ESP).

#### Übersichtstabelle Personal/Finanzen: kumulierte Massnahmen für die obligatorische Schule

Vorschläge/Jahresbudget	2010	2011	2012	2013	2014	Total Fr.	Total VZÄ
1 Lernen im Fachunterricht Interkantonale Aufgaben <sup>3</sup> de: neue Lehrmittel	- 25 000 -	1.15 VZÄ 15 000 0.2 VZÄ	2.1 VZÄ 10 000 0.5 VZÄ	- 25 000 -	5.75 VZÄ 50 000 0.3 VZÄ	<b>125 000</b>	<b>9 VZÄ</b> <b>1 VZÄ</b>
2 Austausche	-	0.25 VZÄ 5 000	0.10 VZÄ 50 000	- 20 000	- 25 000	<b>100 000</b>	<b>0.35 VZÄ</b>
3 10. Partnersprachliches Schuljahr	-	-	-	-	-		
4 Migrationssprachen	-	-	-	-	-		-
5 Sprachbewusstsein, Begegnung mit Sprachen	-	0.2 VZÄ 10 000	-	-	-	<b>10 000</b>	<b>0.2 VZÄ</b>
6 Englisch Projektführung Aus- und Weiterbildung Mehrlektionen	75 000	70 000	70 000	120 000 625 000	1 VZÄ 65 000 625 000	<b>400 000</b> <b>1 250 000</b>	<b>1.5 VZÄ</b>
7 ESP/PEL	-	40 000	40 000	-	-	<b>80 000</b>	
8 Frühfremdsprachen-einstieg	-	-	0.5 VZÄ 10 000	- 10 000	0.3 VZÄ 20 000	<b>40 000</b>	<b>0.8 VZÄ</b>
9 Bilinguale Klassen – OS – KG + PS	-	3.2 VZÄ -	4.8 VZÄ 15 000	6.4 VZÄ 20 000	4 VZÄ -	<b>55 000</b>	<b>19.2 VZÄ</b> <b>8 VZÄ</b>

<sup>1</sup> Die angegebenen Ressourcen bedeuten eine Erhöhung des Standardbudgets.

<sup>2</sup> Berechnungsfaktor für die Umrechnung der Klassenzahl in VZÄ in der OS aufgrund der unterschiedlichen Lektionszahl zwischen Schülern und Lehrpersonen.

<sup>3</sup> Französischsprachiger und deutschsprachiger Kantonsteil: Beteiligung an den Kooperationsprojekten der CJJP und der Grenzkantone; Entwicklung und Mitarbeit in den Projekten, Weiterbildung, Erarbeitung von Lehrmitteln.

Vorschläge/Jahresbudget	2010	2011	2012	2013	2014	Total Fr.	Total VZÄ
Wissenschaftliche Begleitung der Projekte	-	20 000	15 000	15 000	-	<b>50 000</b>	
Verwaltung u. Koordination des Sprachenkonzepts	-	0.6 VZÄ	0.9 VZÄ	-	-		<b>1.5 VZÄ</b>
<b>Total VZÄ Unterricht.</b>	<b>-*</b>	<b>5.6 VZÄ</b>	<b>9.4 VZÄ</b>	<b>10.4 VZÄ</b>	<b>16.15 VZÄ</b>		<b>41.55 VZÄ</b>
<b>Total Ausbildung</b>	<b>100 000</b>	<b>180 000</b>	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>	<b>160 000</b>	<b>860 000</b>	
<b>Total Unterricht</b>				<b>625 000</b>	<b>625 000</b>	<b>1 250 000</b>	

\*im Budget 2009 sind im Ganzen 5.6 VZÄ verfügbar (Projekte Passepartout der NW-EDK und der CIIP, neue Lehrmittel für L2, ESP/PEL/Englisch, ...)

## 14. ERFAHRUNG UND PRAXIS DES FREMDSPRACHENUNTERRICHTS AUF DER SEKUNDARSTUFE II

Im Rahmen der Motion Suter/Steiert (siehe Kapitel 3) wurde verlangt, dass die Erfahrungen und der Umgang mit der Partnersprache in der Sekundarstufe II (kantonale Gymnasien, Fachmittelschulen, Sekundarstufe II Allgemeinbildung und Berufsschulen) weitergeführt werden.

### 14.1 Kantonale Gymnasien – Gymnasialklassen

Der mehrsprachige Unterricht wird in den kantonalen Gymnasien Freiburgs, in den Kollegien St. Michael, Heilig Kreuz und Gambach bereits seit Langem gefördert. Diese Institutionen beherbergen französisch- und deutschsprachige Klassen. Mehrmals wurden ein oder zwei Unterrichtsfächer in der Partnersprache angeboten. Darüber hinaus sind auch Austausche zwischen den französisch- und den deutschsprachigen Abteilungen möglich. 1991 wurde im Kollegium St. Michael die erste zweisprachige Klasse eröffnet.

Seit der Einführung der neuen Maturität im Jahre 1998 wird die Zweisprachigkeit in allen Gymnasien praktiziert, auch im Kollegium des Südens in Bulle. Die Verordnung des Bundesrates vom 15. Februar 1995 über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAV) und das inhaltlich gleichlautende Reglement der EDK vom 16. Januar über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAR) anerkennen ausdrücklich die mehrsprachige Maturität: Art.18 des Reglements: «Die von einem Kanton nach eigenen Vorschriften erteilte zweisprachige Maturität kann ebenfalls anerkannt werden». Dieser Vermerk belegt nicht nur den Besuch des Unterrichts und das Ablegen der Prüfungen in der gewählten Sprache, für die der Vermerk vergeben wird, sondern auch, dass die betreffende Person diese Sprache täglich praktiziert hat, d.h. im Immersionsunterricht als KommunikationsSprache in anderen Unterrichtsfächern verwendet hat.

Das Reglement über die Gymnasialausbildung (GAR) vom 15. April 1998 des Staatsrates des Kantons Freiburg sieht in Artikel 11 Folgendes vor:

<sup>1</sup> *Jedes Kollegium bietet den Schülerinnen und Schülern die Möglichkeit, an Aktivitäten teilzunehmen, die mit dem Gebrauch der anderen Amtssprache des Kantons verbunden sind.*

<sup>2</sup> *Eine zweisprachige Ausbildung nach den Kriterien für die Erlangung des Vermerks «zweisprachig» wird den Schülerinnen und Schülern, die dies wünschen, angeboten. Die Bedingungen für diese Ausbildung werden von der Direktion festgelegt.*

*Im Reglement vom 17. September 2001 über die Maturitätsprüfungen (MPR) des Staatsrates wird diese Möglichkeit in Artikel 13 Abs. 3 ebenfalls erwähnt:*

*<sup>3</sup> Der Ausweis kann mit dem Vermerk «zweisprachig» versehen sein, wenn er den Bedingungen entspricht, die von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport festgelegt wurden.*

Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) hat am 26. April 2001 Weisungen für die Bedingungen eines zweisprachigen Maturitätsausweises festgelegt. Jedes Gymnasium muss diesen Weisungen entsprechend die Möglichkeit einer zweisprachigen Maturität anbieten, die Modalitäten können aber je nach Institution unterschiedlich sein. Ein erstes Modell bietet die «totale» Immersion, bei welcher die Kandidatin oder der Kandidat mit der Auszeichnung «bilingue» alle Unterrichtssequenzen in der partnersprachlichen Abteilung besucht: Diese Option wird an allen Gymnasien der Stadt Freiburg angeboten, ist aber natürlich nicht die gängigste Variante. Die Institutionen bieten vor allem bilinguale Klassen oder bilingualen Unterricht an.

Die bilingualen Klassen setzen sich aus deutsch- und französischsprachigen Schülerinnen und Schülern zusammen, die gemeinsam den Unterricht der Kernfächer besuchen, wobei die Hälfte dieser Fächer in Französisch, die andere Hälfte in Deutsch unterrichtet wird. In jedem Fach ist die Unterrichtssprache auch Prüfungs- und Evaluationssprache. Die Schülerinnen und Schüler der bilingualen Klassen bleiben während drei aufeinanderfolgenden Jahren zusammen, dies fördert den Kontakt zwischen den kulturellen Gemeinschaften. Bilinguale Klassen werden zurzeit in den Kollegien St. Michael und Heilig Kreuz geführt. Einige Schülerinnen und Schüler entscheiden sich für die Variante «zwei Erstsprachen», d.h. für erstsprachliche Unterrichtslektionen in beiden Sprachen.

Im Kollegium Gambach können wegen der ungenügenden Schülerzahl keine eigentlichen zweisprachigen Klassen gebildet werden. Hingegen wird durch bilingualen Unterricht die Teilimmersion praktiziert. Der Wochenstundenplan der Klasse ist so konzipiert, dass die Schülerinnen und Schüler mehrere Fächer ihres Lernprogramms in der partnersprachlichen Abteilung besuchen können. Französisch- und deutschsprachige Schülerinnen und Schüler besuchen einzelne Lektionen gemeinsam, was wiederum den direkten Kontakt zwischen den beiden Gemeinschaften fördert. Zudem besucht ein Teil der Schülerinnen und Schüler sämtliche Unterrichtslektionen mit Ausnahme der Sprachen L1 und L2 in der anderen Sprachabteilung.

Im Kollegium des Südens in Bulle gibt es keine deutschsprachigen Klassen. Aber auch in diesem Gymnasium können die Schülerinnen und Schüler einen zweisprachi-

gen Unterricht, d.h. einzelne Fächer in der Partnersprache besuchen. In diesen Fächern wird der Unterricht in deutscher Sprache von deutsch- oder perfekt zweisprachigen Lehrern erteilt. Die Schülerinnen und Schüler kommunizieren sowohl schriftlich wie mündlich in der Partnersprache und verwenden diese auch in den Prüfungen.

Insgesamt besuchen in den vier kantonalen Gymnasien 456 Schülerinnen und Schüler (ungefähr 18% eines Studienjahres) die zweisprachigen Ausbildungsgänge. Diese Zahlen entsprechen jedoch nicht der Anzahl Schülerinnen und Schüler, die mit einer bilingualen Maturität abschliessen. Im Juni 2009 wurden 109 bilinguale Maturitätsausweise ausgestellt, was 15,5% aller gymnasialen Maturitätsausweise entspricht.

Auch im Interkantonalen Gymnasium der Region Broye (GYB) wird ein bilingualer Ausbildungsgang angeboten, und zwar entspricht dieser dem Modell des Kollegiums des Südens in Bulle. Im Schuljahr 2009/10 besuchten 20,6% der Schülerinnen und Schüler diesen Ausbildungsgang, d.h. 126 von 611 Gymnasiasten aus den Kantonen Freiburg und Waadt, die im GYB unterrichtet werden.

Schliesslich ist noch anzufügen, dass es in den kantonalen Gymnasien weitere Modelle zur Förderung der Zweisprachigkeit gibt, z.B. die «Tandems»: Dabei treffen sich französischsprechende und deutschsprechende Schülerinnen und Schüler regelmässig, jeweils paarweise, um zu diskutieren. Daneben gibt es auch Klassentandems. Zudem werden Sprachaustausche von unterschiedlicher Dauer in der Deutschschweiz oder in Deutschland angeboten.

## 14.2 Die Fachmittelschulen (FMS)

Bis heute wurde sozusagen kein bilingualer Unterricht angeboten, weder in der Fachmittelschule in Freiburg noch in den Klassen der FMS des Collège du Sud in Bulle. Verschiedene Projekte werden zurzeit diskutiert.

Es muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass beim Übertritt von der Diplommittelschule in die Fachmittelschule eine zusätzliche Deutschlektion und zwei zusätzliche Englischlektionen in den Stundenplan integriert wurden. Auf jedem Niveau können die Schüler ein zusätzliches Fach wählen. Im dritten Lernjahr wird im Rahmen der Ergänzungsfächer eine zusätzliche Möglichkeit angeboten, deutsche oder französische Konversationskurse zu besuchen. Diese Kurse werden jedoch nur schwach belegt, so dass sie oft mangels Teilnehmenden nicht durchgeführt werden können.

Die Fachmittelschulen haben indessen auch «Tandems» nach dem Modell der Gymnasien organisiert und viele Schülerinnen und Schüler machen von diesem Angebot Gebrauch.

Im GYB (Gymnase intercantonal de la Broye) werden die Schülerinnen und Schüler der Fachmittelschule und der Handelsschule in den Kernfächern gemeinsam unterrichtet. Allen Schülerinnen und Schülern steht der bilingualen Ausbildungsgang offen. Im Schuljahr 2009/10 haben sich 20 von 290, d.h. 6.89%, Schülerinnen und Schülern für diesen Ausbildungsgang eingeschrieben sowohl aus dem Kanton Freiburg als auch aus dem Kanton Waadt.

Kürzlich hat die EDK-Kommission, welche für die Anerkennung der Abschlüsse von Fachmittelschulen verantwortlich ist, in Anlehnung an die Schweizerische Maturitätskommission die Möglichkeit geschaffen, einen zweisprachigen Fachmittelschulausweis zu erwerben und

das entsprechende Anforderungsprofil festgelegt. Der Vorstand der EDK hat diesen Vorschlag im September 2008 angenommen. Die Direktionen der Fachmittelschulen prüfen derzeit, wie sich dieses ergänzende Angebot in den Schulen konkret umsetzen lässt.

## 14.3 Vorschläge zur Förderung des Fremdsprachenunterrichts auf der Sekundarstufe II Allgemeinbildung

Trotz dieser Bemühungen finden wir, dass zu wenig Studierende von diesen Angeboten zur Verbesserung ihrer Sprachkompetenzen in der L2 Gebrauch machen. Vor allem der Anteil der Maturitätsabschlüsse mit der «mention bilingue» (15,4%) dürfte höher ausfallen. Um dies zu erreichen, wurden verschiedene Vorschläge erarbeitet.

Diese wurden in einer separaten Vernehmlassung den Direktionen, den Schulkommissionen und den Lehrpersonen der Sekundarstufe II unterbreitet. Die erhaltenen Rückmeldungen sind nach jedem Vorschlag kurz zusammengefasst. So konnten auch die Prioritäten erstellt und die anfangs gestellten Bedürfnisse verringert werden.

### 1. Vorschlag: Einführung des bilingualen Ausbildungsgangs, wobei ein Fach des Lehrplans, konkret das Fach «Einführung in Wirtschaft und Recht», im ersten Gymnasialjahr in der Partnersprache unterrichtet wird

Im Kollegium des Südens besteht dieses Angebot bereits und findet dort auch Anklang. Es kann als Vorbild für die anderen Gymnasien dienen, zumal es den Vorteil bietet, dass Schülerinnen und Schüler, die zweisprachige Klassen besuchen möchten, dadurch erste Erfahrungen sammeln und dann entsprechend entscheiden können. Jugendliche, die ein 10. Partnersprachliches Schuljahr besucht haben, können die Immersion in der Partnersprache ab dem 1. Gymnasialjahr weiterverfolgen. Wird dieser Vorschlag realisiert, ist mit einer zusätzlichen bilingualen Gruppe Wirtschaft und Recht je Gymnasium zu rechnen, also mit 4 mal 3 Wochenlektionen oder 0,5 VZÄ.

Dieser Vorschlag wurde wohlwollend aufgenommen und ist somit prioritätär zu behandeln. Es wäre aber klug, diesen Vorschlag nicht auf ein einzelnes Fach zu beschränken.

### 2. Vorschlag: Stützunterricht in der Partnersprache für Schülerinnen und Schüler zweisprachiger Klassen

Verschiedene Massnahmen können in Betracht gezogen werden:

- Zentral durchgeführter Intensivkurs vor dem Eintritt in die zweisprachige Klasse; zwei Wochen Intensivkurs entsprechen effektiv 70 Lektionen; für sämtliche Gymnasien ist mit zehn Gruppen zu rechnen, was effektiv 700 Lektionen ergeben würde, also 0,75 VZÄ.
- Stützunterricht einzeln oder in Gruppen im Umfang von 10 effektiven Lektionen pro Schüler/in während des ersten Jahres in der zweisprachigen Klasse, eventuell als Stützunterricht in der ersten Fremdsprache (L2) oder als Stützunterricht in den in der Partnersprache unterrichteten Fächern. Für sämtliche Gymnasien ist mit rund 120 Schülerinnen und Schülern zu rechnen, welche in eine zweisprachige Klasse eintreten; das entspricht effektiv 1200 Lektionen oder 1,3 VZÄ.

Dieser Vorschlag verbunden mit dem Vorschlag 1 wurde auch als prioritär eingestuft.

### **3. Vorschlag: Die totale Immersion fördern, auch an der FMS**

Der Wechsel in die andere Sprachabteilung wird gefördert. Voraussetzung für diesen Wechsel sind jedoch entsprechende Kenntnisse der Partnersprache, die in einem Übertrittsverfahren oder Einstufungstest getestet werden. Dieser Ausbildungsgang soll im Zeugnis gut sichtbar erwähnt werden. Stützunterricht wird in Form einer zusätzlichen Wochenlektion in der neuen Erstsprache angeboten. Geht man davon aus, dass es in jeder Schule pro Stufe eine Gruppe gibt, so ist mit einem Unterrichtssumsum von 12 Wochenlektionen zu rechnen, was 0,5 VZÄ entspricht. Die Organisation des Übertrittsverfahrens verursacht Kosten von schätzungsweise 1000 Franken im Jahr.

Dieser Vorschlag wurde als interessant, aber nicht als prioritär eingestuft.

### **4. Vorschlag: International standardisierte Leistungstests zur Anerkennung erworbe- ner Lernleistungen anbieten, auch an der FMS**

Es geht nicht darum, sämtliche Schülerinnen und Schüler zu verpflichten, international standardisierte Prüfungen abzulegen; wer dies will, kann aber von dieser Möglichkeit Gebrauch machen. Die angemeldeten Schülerinnen und Schüler müssen jedoch speziell für diese Tests vorbereitet werden. Dazu sollen ihnen fakultative Kurse in jeder Fremdsprache angeboten werden, und zwar 2 Wochenlektionen während sechs Monaten, wobei zuvor ein Einstufungstest durchgeführt wird, um Aufschluss über das Eintrittsniveau der Teilnehmenden zu erhalten (beschränkte Anzahl Teilnehmende). Die Prüfungsgebühren gehen zu Lasten der Schülerinnen und Schüler bzw. ihrer Eltern. Es ist mit einer Gruppe je Fremdsprache und je Schule zu rechnen, d.h. mit 5 Wochenlektionen je Schule, was 1 VZÄ entspricht. Die Organisation des Einstufungstests verursacht jährliche Kosten von schätzungsweise 1000 Franken.

Dieser Vorschlag wurde von einer grossen Mehrheit begrüßt. Er erlaubt das Erlangen einer erforderlichen Qualifikation für künftige externe Ausbildungswägen.

### **5. Vorschlag: Verstärkung der Schüleraustausche, auch an der FMS**

Die Möglichkeit von Schülerinnen- und Schüleraustauschen von höchstens zweieinhalb Monaten Dauer während der Schulzeit soll gefördert werden, wobei eine entsprechende Partnerschule zu besuchen ist. Dies bedingt, dass die Schulen personell verstärkt werden, um die Austausche zu organisieren, um eine seriöse Vorbereitung, Betreuung sowie um die Kontinuität zu gewährleisten und um Kontakte mit Schulen in der Deutschschweiz oder im Ausland zu knüpfen. Dazu sind pro Schule zusätzlich 0,2 VZÄ nötig, also insgesamt 1 VZÄ.

Dieser Vorschlag fand Zustimmung. Die gemachten Aufwendungen in diesem Bereich müssten mit dem Vorschlag 6 kombiniert werden. Dadurch könnte man sie um die Hälfte reduzieren.

### **6. Vorschlag: Sprachentandems für Klassen und Einzelpersonen fördern, auch an der FMS**

Diese Angebote können in den Schulen noch weiter ausgebaut werden, doch müssen diese personell verstärkt werden, um die Sprachentandems zu organisieren und zu betreuen. Zur Verstärkung der Klassentandems sind in den Stundenplänen entsprechende Bestimmungen vorzusehen. Der personelle Bedarf wird auf 0,2 VZÄ pro Schule geschätzt, also insgesamt 1 VZÄ.

Siehe Vorschlag 5.

### **7. Vorschlag: Stützkurse für Schülerinnen und Schüler mit ungenügenden Sprachkenntnis- sen**

Schülerinnen und Schüler, die aus besonderen Gründen (ausländische Herkunft, Migrationsfamilie, ...) erhebliche Defizite aufweisen, sollen in den Sommermonaten Intensivsprachkurse besuchen dürfen, z.B. die Vorbereitungskurse auf das Hochschulstudium in der Schweiz (VKHS). Der Besuch dieser Kurse sollte finanziell unterstützt werden. Da es sich jedoch nur um wenige Fälle handelt, genügt dafür ein Jahresbudget von 7500 Franken für sämtliche Schulen.

Dieser Vorschlag wurde ebenfalls unterstützt, aber die Rückmeldungen veranlassen uns, den Vorschlag zurückzuziehen und diesen im Rahmen der Zweisprachigkeit zu unterbreiten.

### **8. Vorschlag: Weiterbildung der Sprachlehrpersonen**

Um die Übernahme internationaler Standards des gemeinsamen europäischen Referenzrahmens (GER) vorzubereiten, sollte die Weiterbildung der Lehrpersonen intensiviert werden. Für das Hörverstehen wurden bereits erhebliche Anstrengungen unternommen, nun sollten auch die übrigen Kompetenzen (schriftliche und mündliche Ausdrucksfähigkeit) entsprechend gefördert werden. Ein solches Bildungsprogramm hätte Mehrkosten zur Folge, die zum Weiterbildungsbudget für Lehrpersonen der Sekundarstufe II hinzugefügt werden müssten. Verschiedene Kursformen kommen in Betracht: Einzelkurse in Bildungsinstituten (CPS/WBZ oder EHP), kantonal organisierte Spezialkurse. Für diese Kurse sollte ein jährlicher Betrag von 30 000 Franken über einen Zeitraum von fünf Jahren vorgesehen werden.

Die Weiterbildung der Lehrpersonen wurde immer als prioritär eingestuft. Ausrichtung und Inhalte bleiben zu definieren.

#### **14.4 Finanzielle Konsequenzen**

Eine erste Einschätzung zeigte, dass die Umsetzung aller Vorschläge eine jährliche Erhöhung von 6 Vollzeitstellen und ungefähr 40 000 Franken Kosten verursachen würde. Aufgrund der Ergebnisse der Vernehmlassung wurde eine Prioritätenliste erstellt, die zu einer ganzheitlichen Reduktion der Bedürfnisse und einer progressiven Aufschlüsselung auf zwei Jahre führt und zwar 2.25 Vollzeitstellen und 16 000 Franken für das Jahr 2011, dann 2.30 Vollzeitstellen und 15 000 Franken für das Jahr 2012.

## Übersicht der Vorschläge für die Sekundarstufe II Allgemeinbildung mit Angaben der Prioritäten

Thema	Ressourcen und Lehrmittel	Finanzielle Aspekte	Prioritäten / Fälligkeit
<b>Vorschlag 1</b> <i>kantonale Gymnasien</i> <b>Unterricht in Wirtschaft und Recht in der Partnersprache im 1. Gymnasialjahr</b>	<b>Personalressourcen</b> – 1 zusätzliche Gruppe Wirtschaft und Recht, d.h. 3 Wochenlektionen, in jedem Gymnasium. – Das macht 12 Wochenlektionen (12/24.) für die 4 Gymnasien.	0.50 VZÄ	<b>Priorität 1</b> 2011: 0.50 VZÄ
<b>Vorschlag 2</b> <i>kantonale Gymnasien</i> <b>Stützunterricht in der Partnersprache im 1. Jahr in der zweisprachigen Klasse</b>	<b>Personalressourcen</b> – <b>Intensivkurs</b> , 10 Tage à 7 Lektionen, pro zweisprachige Klasse, also 70 Lektionen pro Klasse CSMI: 3 Klassen CSCR: 3 Klassen CSUD: 2 Klassen CGAM: 2 Gruppen Total: 700 effektive Lektionen, 38 Lektionen = 1/24. 700 Lektionen = 18,42/24. – <b>Stützunterricht im Einzel- oder Gruppenunterricht</b> effektiv 10 Lektionen pro Person 120 Schüler/innen pro Jahrgang Total: 1200 effektive Lektionen 1200 Lektionen = 31,57/24.	0.75 VZÄ 1.30 VZÄ	<b>Priorität 1</b> 2011: 0.75 VZÄ 2012: 1.30 VZÄ
<b>Vorschlag 3</b> <i>Freiburger Gymnasien + FMS</i> <b>Die totale Immersion fördern</b>	<b>Personalressourcen</b> – <b>1 zusätzliche Wochenlektion in der neuen Erstsprache</b> in jeder Schule (4) auf jeder Stufe (3) also 12/24. <b>Kosten</b> – <b>Organisation des Übertrittsverfahrens</b>	0.50 VZÄ 1000 Fr.	<b>Priorität 2</b> Vorschläge nicht aufrechterhalten
<b>Vorschlag 4</b> <i>Freiburger Gymnasien + FMS</i> <b>Internationale Prüfung zur Anerkennung der erworbenen Kenntnisse</b>	<b>Personalressourcen</b> – <b>1 fakultativer Kurs (2 Wochenlektionen während 6 Monaten)</b> für jede Fremdsprache – Deutsch, Französisch, Italienisch, Englisch, Spanisch – (5) für jede Schule (5) also 24/24. <b>Kosten</b> – <b>Organisation des Übertrittsverfahrens</b>	1.00 VZÄ 1000 Fr.	<b>Priorität 1</b> 2011: 0.50 VZÄ und 1000 Fr. 2012: 0.50 VZÄ
<b>Vorschlag 5</b> <i>Freiburger Gymnasien + FMS</i> <b>Intensivierung der Schüleraustausche</b>	<b>Personalressourcen</b> – <b>Zusätzliche Sondermassnahmen</b> 0.2 VZÄ je Schule für 5 Schulen	1.00 VZÄ	<b>Priorität 1</b> Reduktion 50% 2011: 0.5 VZÄ
<b>Vorschlag 6</b> <i>Freiburger Gymnasien + FMS</i> <b>Sprachtandems für Einzelpersonen und Klassen fördern</b>	<b>Personalressourcen</b> – <b>Zusätzliche Sondermassnahmen</b> 0.2 VZÄ je Schule für 5 Schulen	1.00 VZÄ	<b>Priorität 1</b> Reduktion 50% 2012: 0.5 VZÄ
<b>Vorschlag 7</b> <i>Freiburger Gymnasien + FMS</i> <b>Stützkurse für bestimmte Schüler/innen (Migrantenkinde ausländischer Herkunft...)</b>	<b>Kurskosten</b> – <b>Intensivkurs CIUS</b> Schätzung: 3 Schüler pro Jahr à 2500 Fr.	7500 Fr.	<b>Priorität 2</b> Vorschlag nicht aufrecht erhalten
<b>Vorschlag 8</b> <i>Freiburger Gymnasien + FMS</i> <b>Sprachtandems für Einzelpersonen und Klassen fördern</b>	<b>Einzelkurse (Beispiel)</b> – <b>Vollständige Ausbildung entsprechend des GER am EHB</b> 2000 Fr. pro Person (Anmeldung + Kosten) 2 Lehrpersonen pro Schule und pro Jahr <b>Sonderkurse auf kantonaler Ebene</b> 2 Sprachkompetenzkurse pro Jahr 5000 Fr. pro Kurs	20 000 Fr. 10 000 Fr.	<b>Priorität 1</b> 2011: 15 000 Fr. 2012: 15 000 Fr.
<b>Für die acht Vorschläge insgesamt</b>		<b>6.05 VZÄ</b> <b>39 500 Fr.</b>	<b>Nötige Mittel</b> <b>2011: 2.25 VZÄ</b> <b>16 000 Fr.</b> <b>2012: 2.30 VZÄ</b> <b>15 000 Fr.</b>

## 14.5 Die Berufsschulen

Die beim Bundesamt für Berufsbildung und Technologie registrierten Berufe unterstehen der Bildungsverordnung über die Berufsbildung. In jeder Bildungsverordnung befindet sich ein Artikel zur Unterrichtssprache. Dieser sieht vor, dass die Unterrichtssprache im Allgemeinen die lokale Landessprache am Standort der Schule ist, dass der bilinguale Unterricht in der lokalen Landessprache und einer anderen Landessprache gefördert wird oder dass die englische Sprache gefördert wird. Die Kantone können andere Landessprachen zulassen.

Die kaufmännischen Berufsschulen bieten keinen zusätzlichen Fremdsprachenunterricht an, weil dieser in ihrem Lehrplan bereits enthalten ist; dasselbe gilt für alle Bildungsgänge der integrierten Berufsmaturitäten und denjenigen, die nach dem eidgenössischen Fähigkeitszeugnis erlangt werden. Bei der zwei-, drei- und vierjährigen Beruflichen Grundbildung bietet die Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule jedes Jahr Freikurse an (2 Lektionen während 25 Schulwochen). Diese Kurse beinhalten unter anderem auch Deutsch- und Französischunterricht. Zudem werden Sprachkurse für fremdsprachliche Lernende in beruflicher Grundausbildung angeboten, die ihre Deutsch- oder Französischkenntnisse vervollkommen wollen.

Die Einführung von zusätzlichen wöchentlichen Blockkursen oder deren Dispens würde, im Vergleich zu den Pflichtfächern der Bildungsverordnung über die Berufsbildung, finanzielle Folgen in der Berufsbildung und in der Organisation für die Lehrbetriebe, bedingt durch die Abwesenheit der Lernenden, nach sich ziehen.

Bei der finanziellen Berechnung wird von 270 Klassen ausgegangen, die von der Einführung von zusätzlichen Blockkursen betroffen wären, und zwar in der Gewerblichen und Industriellen Berufsfachschule, in der «Ecole professionnelle artisanale et commerciale», und in der Berufsfachschule für Soziales und Gesundheit. Dieser Zusatzunterricht würde 270 zusätzliche Unterrichtsstunden verursachen bzw. 10,8 Unterrichtspensen.

Bei den Lehrbetrieben könnte der Ausgleich durch eine zusätzliche Stunde (9 statt 8 Stunden) geschaffen werden, das wäre bei 2/3 dieser 270 Klassen möglich. Für das verbleibende Drittel käme man auf 10 Unterrichtsstunden pro Tag, was mit dem Art. 18, Absatz 2, der Verordnung über die Berufsbildung (November 2003), unvereinbar ist. Die Bildungsverordnung (BBV) sieht vor: «*Ein Schultag darf neun Lektionen, einschliesslich der Frei- und Stützkurse, nicht überschreiten*». Es wäre also angemessen, Blockkurse anzubieten. Bei einem Block von einem halben Tag pro Monat, hätten 90 Klassen je 9 halbe Tage zusätzlichen Unterricht. Es ist angemessen hier die Ergebnisse der Studie: «*Coût et bénéfice de la formation des apprenti-e-s pour les entreprises suisses*» zu erwähnen. Diese zeigt, dass zunehmende Absenzen der Lernenden in den Betrieben sowie zunehmender finanzieller und administrativer Aufwand direkte Folgen auf die Lehrstellenangebote haben.

Zu beachten ist, dass mit der Einführung einer obligatorischen, rechtmässigen Lektion im Sportunterricht im Schuljahr 2010/11 in der Gewerblichen und Industriellen Berufsfachschule sowie in den kaufmännischen Berufsschulen praktisch in allen Klassen, die 8 Lektionen pro Woche Unterricht haben, eine zusätzliche Lektion für den Sportunterricht hinzugefügt wurde. Somit werden diese Klassen im Durchschnitt 9 Wochenlektionen haben, was

die Einführung einer Zusatzlektion verunmöglicht, weil es mit der Bildungsverordnung über die Berufsbildung unvereinbar ist.

So müssen noch andere Modelle diskutiert werden,namlich der Erwerb der Partnersprache durch Immersion. Im Allgemeinen wird jedoch festgestellt, dass die Lernenden vor allem eine Ausbildung wollen und nicht in eine neue Sprache eintauchen. Ein Immersionsprojekt, das Projekt «Bi.Li.», wurde vor einiger Zeit erprobt. Als Beispiel sei hier erwähnt, nur eine einzige Lehrfrau von 40 Kandidatinnen und Kandidaten hatte damals die Hälfte ihrer Lehrausbildung in der Partnersprache absolviert. Andererseits werden auch Möglichkeiten geboten den Unterricht ganz oder teilweise in der Partnersprache zu besuchen, innerhalb der Berufsmaturitätsausbildung nach der Erlangung des eidgenössischen Fähigkeitszeugnisses. Für den kaufmännischen Bereich wird eine zweisprachige Berufsmaturität, nach Erlangung des eidgenössischen Fähigkeitszeugnisses, seit dem Schuljahr 2008 angeboten. Zurzeit machen 24 Personen von diesem neuen Bildungsangebot Gebrauch.

Die Lehrwerkstätte Freiburg (LWF) war, aus historischer Sicht gesehen, mehr als ein Jahrhundert der Ingenieursschule angegliedert. Sie diente ihr als Zulieferer und die Schülerinnen und Schüler sind immer noch vorwiegend französischsprechend. Es wird jedoch Immersionsunterricht für die bilinguale technische Berufsmaturität angeboten, welche in der Lehrausbildung integriert ist. Die LWF ist bereit, sich vertiefter zu engagieren, um die Sprachenproblematik zu lösen. Verbesserungsvorschläge sind im Schuljahr 2007/08 umgesetzt worden. Ein grösser angelegtes Projekt ist für das Schuljahr 2011/12 geplant. Es soll ein 10. Partnerschaftliches Schuljahr angeboten werden, damit sich die Schülerinnen und Schüler vorbereiten können für eine Berufsausbildung in verschiedenen Berufen in der Partnersprache des Kantons. Das Budget 2011 sieht die nötigen finanziellen Ressourcen vor, um eine solches Pilot-Projekt im Schuljahr 2011/12 mit einer Klasse im deutsch- und im französischsprachigen Kantonsteil zu starten. Um die Anerkennung und die finanzielle Unterstützung des Bundes zu erhalten, wird das Projekt nächstens beim Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT) vorgelegt.

Parallel zur Motion Suter/Steiert stellt das Projekt «Plate-forme 2<sup>e</sup> langue pour la formation professionnelle initiale» die Zweisprachigkeit unseres Kantons an vorderster Front. Ausserdem wurde vom Amt für Berufsbildung in Zusammenarbeit mit der Volkswirtschaftsdirektion den Berufsfachschulen ein Mandat erteilt, sich mit diesem wichtigen Thema auseinander zu setzen. Es sollen Massnahmen nach dem Muster der Lehrwerkstätte Freiburg entwickelt und vorgestellt werden, die dem Budget für 2009 und den darauffolgenden Jahren Rechnung tragen.

## Übersicht der Vorschläge für die Berufsschulen mit Angaben des Bedarfs und der Prioritäten

Themen	Ressourcen und Mittel	Finanzen	Prioritätsstufen/Fristen
<b>Vorschlag 1</b> GIBS-EPAC-ESSG Einführung einer zusätzlichen neunten Unterrichtsstunde L2	Für 1/3 der Klassen der GIBS-EPAC-ESSG ist diese Lösung möglich (maximal 9 Lektionen pro Tag).	<b>3,6 VZÄ</b>	<b>Priorität 2</b> Vorschlag nicht aufrecht erhalten
<b>Vorschlag 2</b> KBS Unterrichtsmo- dell BI.LI	Erweiterung des Modells für eine grösere Anzahl Lernender.	<b>nichts zu vermerken</b>	<b>Priorität 1</b> Vorschlag aufrechterhalten
<b>Vorschlag 3</b> LWF Partnersprach- liche Klasse PRO	Partnersprachliches Schuljahr in der L2. Lernende werden mittels eines Zulassungsverfahrens ausgewählt.	<b>2,0 VZÄ für eine deutschsprachige Vollzeitklasse</b> <b>2,0 VZÄ für eine frankophone Vollzeitklasse</b>	<b>Priorität 1</b> Vorschlag aufrechterhalten für eine deutschsprachige Klasse im Schuljahr 2011/2012 mit Unterstützung des BBT (Projekteingabe erfolgt nächstens) Frankophone Klasse im Schuljahr 2012/2013
<b>Total der aufrecht erhaltenen Vorschläge</b>		<b>4,0 VZÄ</b> /. abzüglich der Subventionen des BBT	<b>Bedarf der aufrecht erhaltenen Vorschläge</b> <b>2011: 2,0 VZÄ</b> <b>2012: 2,0 VZÄ</b>

## 15. AUFGABENVERTEILUNG, VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT, EUROKOMPATIBILITÄT UND GESETZESÄNDERUNGEN

In Anwendung des Grossratsgesetzes (GRG) kann darauf hingewiesen werden, dass das Projekt einerseits vom Kanton und andererseits von allen Gemeinden nach dem Verteilschlüssel der Primar- (Art. 87 und 88 SchG) und Orientierungsschulen (Art. 87 und 89 SchG) getragen wird. Für die nachobligatorischen Schulen werden die Kosten durch den Kanton getragen.

Wie unter Punkt 6.4 beschrieben, gibt die Kantonsverfassung dem Staat den Auftrag das Sprachenverständnis, das gute Einvernehmen, den Austausch zwischen den kantonalen Sprachgemeinschaften und die Zweisprachigkeit zu fördern. Dieses Projekt stimmt mit der Verfassung überein. Die Übereinstimmung mit dem Bundesrecht wurde unter Punkt 7.2 erwähnt, insbesondere im Kontext des «Bundesgesetzes über die Landessprachen und die Verständigung zwischen den Sprachgemeinschaften». Auch der Europarat richtet sich nach dem Grundsatz, dass neben dem Erwerb der lokalen Landessprache, die andere Amtssprache des Kantons und eine internationale Sprache gelernt werden sollen: Die Eurokompatibilität des Projekts ist gewährleistet.

Die notwendigen Anpassungen werden im Rahmen der Gesamtrevision des Schulgesetzes und/oder des Ausführungsreglements vorgeschlagen.

## 16. SCHLUSSBEMERKUNG

Die wichtigsten Herausforderungen des Kantonalen Konzepts für den Sprachenunterricht, bestehen vor allen Dingen darin, folgende Aspekte ausgewogen zu gewichten und dabei dynamische, kreative Konzepte und pragmatische Lösungen anzubieten:

- die neuen Materialien der Sprachendidaktik,
- die tatsächlichen Möglichkeiten, die das Bildungswesen bietet, aber auch deren Grenzen,
- die Bedeutung des Erlernens der Partnersprache (L2) und der Fremdsprache (L3) und die Notwendigkeit, die Muttersprache oder Herkunftssprache zu beherrschen,
- die Rolle der Sprachen gemessen am gesamten Bildungsprogramm,
- die Möglichkeiten, diese Optionen in der geografisch und soziologisch privilegierten Situation eines Kantons, auf dessen Gebiet zwei Kulturen und damit zwei Sprachgemeinschaften nebeneinander leben, wobei eine zweisprachige Region existiert.

Die Umsetzung des Konzepts sieht vor, dass die konkreten Möglichkeiten im Schulalltag, bedingt durch die verschiedenen Etappen des Sprachenerwerbs, die jeder Schüler/jede Schülerin durchläuft, definiert und umgesetzt werden.

Die in diesem Kantonalen Konzept für den Sprachenunterricht empfohlene Strategie des Sprachenlernens setzt die kürzlich erprobten Unterrichtsverfahren um, die allesamt den Schwerpunkt auf der kommunikativen Ebene des (Sprachen-)Lernens, den sogenannten funktionalen Ansatz, legen. Diese Unterrichtsverfahren werden ergänzt mit Neuerungen in verschiedenen Bereichen, womit versucht wird, die im engen Rahmen des Fachs erworbenen Kenntnisse und Kompetenzen zu erweitern und zu bereichern.

Mit der Umsetzung einer Palette von Massnahmen, von denen man sich eine entsprechende Wirkung erhofft, soll nicht das kaum zu realisierende Ziel verfolgt werden, dass die Schülerinnen und Schüler am Ende ihrer Schulpflicht zwei- oder gar mehrsprachig sind. Vielmehr geht es neben der Beherrschung der Mutter- oder Lokalsprache darum, den Erwerb von zwei nützlichen, verwendbaren und auch tatsächlich verwendeten Sprachen anzustreben und dabei bei den Schülerinnen und Schülern die Lust zu wecken, sich nach dem Abschluss der obligatorischen Schule sprachlich weiterzubilden.

Das Kantonale Konzept für den Sprachenunterricht baut auf einem soliden Fundament von Kenntnissen und Kompetenzen und unterstreicht die Bedeutung, die der Unterrichtsmethodik und den zu stimulierenden und zu erwerbenden Lerngewohnheiten beizumessen ist, und will den Schülerinnen und Schülern so die sprachlichen Evaluationspraktiken für die Sprachkompetenzen nahebringen, die sie in ihrem eigenen Lernen unterstützen sollen.

Einige dieser Massnahmen haben keine finanziellen Auswirkungen. Andere hingegen sind ohne entsprechende Begleitung, Koordination und Unterstützung ihrer Um-

setzung sowie der Beachtung der Rahmenbedingungen nicht möglich. Verteilt auf die fünf Voranschläge der Jahre 2010 bis 2014 sind für diese Massnahmen rund 46 Vollzeitstellen vorzusehen; zudem sind finanzielle Mittel in der Grössenordnung von 900 000 Franken, insbesondere für die Ausbildung, bereitzustellen. Der grösste Teil der Kosten entsteht jedoch durch die Eröffnung von zweisprachigen Klassen, die zusätzlich zu den bestehenden hinzukommen werden, statt diese zu ersetzen. Allein diese Massnahme bedingt ungefähr 30 Vollzeitstellen. Hinzu kommen noch rund zehn Stellen zur Verbesserung der Lernbedingungen im Unterricht.

Das neue Kantonale Konzept für den Sprachenunterricht steht im Einklang mit den verschiedenen schweizerischen und europäischen Empfehlungen. Dieses Konzept ist pragmatisch in der Vorgehensweise und verfolgt doch ein ehrgeiziges Ziel: Klare Festlegung der Verfahren im Bereich des Sprachenerwerbs und Sprachenunterrichts sowie Bestimmung der Grenzen und der Prioritäten unter Berücksichtigung des Anforderungsprofils der Schülerrinnen und Schüler und der finanziellen wie auch der personellen Ressourcen, die notwendig sind, um das Projekt erfolgreich umzusetzen.

In formeller Hinsicht beantragt der Staatsrat:

- zur Kenntnis zu nehmen, dass die definitive Weiterverfolgung der Motion Nr. 110.01 mit der Abstimmung

über den Art. 9 im Vorentwurf des Gesetzes über die obligatorische Schule, das momentan in der Vernehmlassung ist, erfolgen wird;

- die Annahme der Motion Nr. 149.06 im gleichen Sinne, wie die Motion Nr. 110.01 mit der definitiven Weiterverfolgung durch die Abstimmung über den Art. 9 im Vorentwurf des Gesetzes über die obligatorische Schule, das momentan in der Vernehmlassung ist;
  - die Annahme der Motion Nr. 1027.07, was die obligatorische Schule betrifft, im gleichen Sinne, wie die Motionen Nr. 110.01 und 149.06, mit der definitiven Weiterverfolgung durch die Abstimmung über den Art. 9 im Vorentwurf des Gesetzes über die obligatorische Schule, das momentan in der Vernehmlassung ist. Was die nachobligatorische Schulzeit betrifft, verlangt die Motion keine Gesetzesänderung, hingegen die Weiterverfolgung der gemachten Erfahrungen und Praktiken mit der Partnersprache. Für die nachobligatorische Schulzeit werden die Ziele der Motion effektiv ohne Gesetzesänderung erreicht;
  - diesen Bericht, der die Weiterverfolgung des Postulats Nr. 2025.07 darstellt, zur Kenntnis zu nehmen.
-